

PALLI



BIBLIOTECA LUCCHESI - PALLI

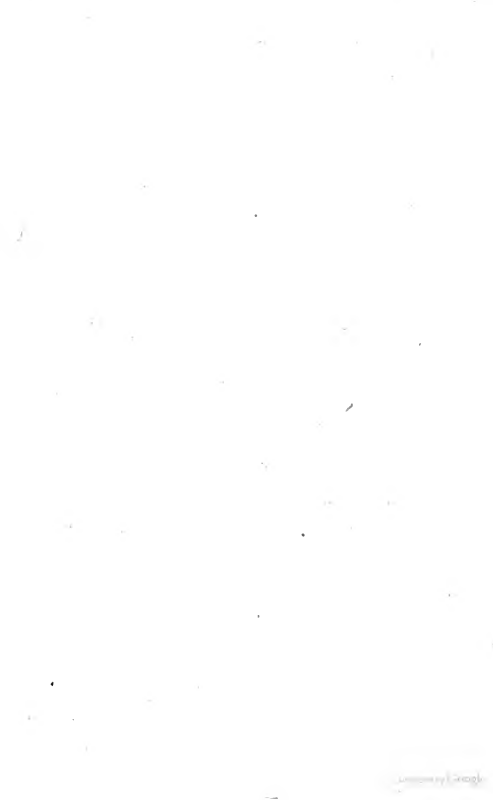
III. SALA

B

XIV

5

G. I. 43. XIV. 14.



TROISIÈME ÉDITION

LA
COMMUNE SANGLANTE

OU
LE LEGS INCENDIAIRE

PAR
Le comte Alfred DE LA GUÉRONNIÈRE

Complément de l'Homme de Sedan

HISTOIRE ET TABLETTES DU SANG DE LA COMMUNE DE PARIS

L'Internationale



PARIS

LIBRAIRIE POLITIQUE, AGRICOLE & SCIENTIFIQUE

André SAGNIER, Éditeur

7, Carrefour de l'Odéon, 7
(anciennement rue de Fleurs, 9)

1871

André SAGNIER, Libraire-Editeur.

Paris, Carrefour de l'Odéon, 7, Paris

PUBLICATIONS NOUVELLES

- L'Homme de Sedan**, par le comte ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE; 1 vol. in-8° Fr. 1 00
- L'Homme de Metz**, par le comte ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE; 1 vol. in-8° 1 00
- L'Age de fer ou l'Ère du sang**, par LE MÊME; vol in-8° 1 00
- Les deux abîmes**, par LE MÊME; vol. in-8° 1 50
- L'Internationale et la guerre civile en France**, par LE MÊME; broch. petit in-8°, papier vélin; 2^e édition. (Août 1871.) 0 50
- Veugeance! Crimes, forfaits, atrocités et viols commis par les Prussiens sur le sol de la France**, par NÉMÉSIS; 2^e édit.; broch. in-8° 0 50
- L'Homme de Prusse. Guillaume et Bismark dévoilés par Timon III**; 2^e édit.; broch. in-8° 0 50
- Les funérailles de la Commune** ordonnées par DELESCLUSE, écrites sous sa dictée, par TIMON III; broch. in-8° 0 50
- Le Coup-d'État de Paris. La Commune et Versailles. Essais de psychologie politique**, par EDM. DOUAY; 1 vol. in-12 1 00
- L'armée française, ce qu'elle a été, ce qu'elle devait être : personnel, matériel, administration**, par A. BISSON; 1 vol. in-8°. (Août 1871.) 1 00
- Le siège de Paris 1870-1871**, documents officiels recueillis et publiés par JULES LEMELLE (du 19 juillet 1870 au 2 avril 1871); 2^e édit.; 1 vol. in-8°. (Juillet 1871.) 2 00
- Les places fortes et les camps retranchés**, par H. DAVIGNON, capitaine d'état-major; broch. in-8°. (Août 1871.) 0 50
- Dialogue aux enfers entre Charles X et Louis-Philippe I sur la France de 1871**, par un contemporain; 1 vol. in-18. (Août 1871.) 0 50
- République ou orléanisme! examen des deux formes de gouvernement**, par PIERRE QUANTIN; 1 vol. in-12. (Août 1871.) 1 00
- Études politiques sur le royaume de Tunis**, par le comte ALPHONSE O'KELLY; 1 vol. grand in-8° sur papier vergé de Hollande. (Juillet 1871.) 5 00
- M. Georges Ville et ses engrais chimiques, critique des conférences de Vincennes en 1870**, par SEVERIN LÉAOT, cultivateur; 1 vol. in-12. (Août 1871.) 1 00
- Le crédit en France**, par ROMUALD DEJERON; 1 vol. in-12. (Juillet 1871.) 1 00
- Leçons pratiques de comptabilité commerciale**, par ROLLOT; 2^e édit.; 1 vol. in-12, avec tableaux 3 50
- La ferme et les champs, guide pratique de l'agriculteur**, par ED. VIANNE; 2^e édit.; 1 v. grand in-8° de 548 p., orné de 372 fig. 6 00
- Le même ouv.**, relié élégamment en percaline. 7 50

LA
COMMUNE SANGLANTE
OU LE
LEGS INCENDIAIRE



Déposé conformément aux termes de la loi internationale.
Pour toute reproduction ou traduction, s'adresser à l'éditeur.

Bruxelles. — Typ. H.-D. Reynders, rue du Marais, 51.

33180

TROISIÈME ÉDITION

LA

COMMUNE SANGLANTE

OU

LE LEGS INCENDIAIRE

PAR

Le comte Alfred DE LA GUÉRONNIÈRE

Complément de l'Homme de Sedan

HISTOIRE ET TABLETTES DU SANG DE LA COMMUNE DE PARIS

L'Internationale



PARIS

LIBRAIRIE POLITIQUE, AGRICOLE & SCIENTIFIQUE

André SAGNIER, Éditeur

7, Carrefour de l'Odéon, 7

(anciennement rue de Fleurs, 9)

1871



DEDICACE.

Je dédie cet ouvrage AU SAUVEUR DE LA FRANCE,
au grand homme qui a vaincu la démagogie, à l'illustre chef
du pouvoir exécutif en France, M. THIERS.

L'auteur,
Comte Alfred de la Guéronnière,
Château de Thouron (HAUTE-VIENNE).

PRÉFACE.

alors on aurait recours à Tacite, l'historien des plus lugubres jours de la tyrannie sanguinaire; à Juvénal, le satirique implacable; à Hugo qui, dans ses *Châtiments*, a saisi le fouet des Euménides; historiens, poètes, y compris Schækespeare, ont lancé de foudroyants anathèmes que fait pâlir l'horreur du drame de la Commune.

Il n'y a pas de modèle, pour ceux qui comme nous, ont à buriner des infamies, des barbaries telles que n'en ont pas commises les peuples dans leur décadence, ni les barbares en fureur.

La cascade des crimes, des dévastations, de la rage agonisante a roulé des flots de sang et de ruines qui ont fait frémir le genre humain.

De même que la terre entière, soulevée par un tremblement universel, tressaillirait d'épouvante, ainsi l'univers, composé des nations les plus diverses, à la nouvelle des atrocités communistes serait frappé d'une nouvelle et soudaine horreur.

Les faits seront le principal intérêt de cette publication ; pour qu'elle garde les émotions des scènes qu'elle retrace, il a suffi à l'auteur d'être l'écho courroucé de la conscience de tous. Alors après la pitié, qui verse des larmes pour les victimes, retentira le tonnerre de l'indignation pour les bourreaux.

Cet ouvrage est divisé en deux parties.

La première est le panorama, en quelques tableaux, du drame dont Paris a été le théâtre.

Tel que les hautes cîmes où la nature a posé les glaciers et les rochers qui dominent d'effrayants précipices, le crime a un point culminant, où l'âme est prise de vertige, devant l'abîme de la commune. Il s'agissait de détacher d'abord les aspects les plus saisissants de cet horizon plein d'horreur.

Vient la seconde partie. — C'est l'histoire didactique des événements qui ont été aussi soudains que terribles. Elle eût été incomplète sans la photographie de ceux qui, démons délégués de l'enfer, ont voulu tout consumer, et des hommes auxquels il a été donné d'arrêter cette avalanche de désastres.

Cette observation préliminaire indique au lecteur la route qu'il va parcourir.

Un grand portraitiste a dit : « Il apparaît de temps en temps, sur la terre, des hommes rares dont les qualités éminentes jettent un éclat prodigieux. — Semblables à ces étoiles extraordinaires dont on ignore les causes, et dont on sait encore moins ce qu'elles deviennent après avoir disparu, ils n'ont ni aïeul, ni descendants ; ils composent seuls toute leur race. »

Ne dirait-on pas M. Thiers pris d'après nature sous le burin de ce maître immortel qui s'appelle La Bruyère.

L'auteur,

C^{te} ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE.

Château de Thouron (Haute-Vienne).

PREMIÈRE PARTIE.

I

**M. Thiers. — La révolution démagogique. —
Un terrible enseignement.**

Paris désarmé par la capitulation et, par suite de nos défaites, sous la domination des clubs, était à la veille de devenir la proie d'une horde de brigands. Par les élections, les seules libres qu'elle ait eues depuis l'avènement de l'empire, la France avait choisi les mandataires que lui signalaient les principes de conservation et les gages qu'ils leur avaient donnés. M. Thiers, son plus grand homme d'État qui, inutile Cassandre, avait déjà averti le pays, fut acclamé par la confiance publique et l'Assemblée nationale.

A lui était confiée la tâche difficile de réparer

les désastres et de réorganiser le gouvernement et la société en dislocation.

Il s'était mis à l'œuvre avec l'activité méthodique, un des dons de cette merveilleuse nature douée de toutes les supériorités.

Dans cette œuvre si compliquée, peut-être impossible à un autre, il engageait son esprit et son cœur, sans considérer ni son intérêt, ni son repos.

Dans l'ordre politique et l'expérience des affaires il n'avait pas de rival.

Il était le seul qui fut en situation de suivre les questions et de modifier les partis pris contre nous. Une première question grave, outre le traité à faire, se posait à la France; c'était le moyen de pourvoir à l'énorme contribution de guerre, legs de l'empire, et aux désordres financiers de l'administration de M. Gambetta.

A cet égard M. Thiers, spécialiste en finances, possédant l'amitié et la confiance des princes de la banque, pouvait être pour le pays épuisé un second baron Louis, dont il a décrit les qualités et les services.

On le sentait si bien, même ses adversaires, que M. Victor Hugo disait à un ministre des États-Unis à Bordeaux, duquel nous tenons le fait : « M. Thiers est le seul qui puisse trouver les cinq milliards, con-

dition de notre rédemption. » Hommage d'un adversaire chez lequel l'esprit de parti, cette fois, laisse intact le sentiment de la justice. Il est beaucoup de prétendus amis politiques de M. Thiers qui auraient à emprunter à l'impartialité du fougueux auteur des *Châtiments*.

L'Europe et la Prusse elle-même ont crédité la France de la confiance que leur inspire M. Thiers.

Le patriotisme pouvait seul lui faire signer un traité de paix qui était la première condition pour échapper à la ruine du feu ennemi.

Le salut de la France s'y liait. Il fallait, nouveau Curtius, se jeter dans le gouffre; car c'était se vouer aux dieux infernaux, aux zoïles implacables des partis. M. Thiers s'y résigna. Admirable de génie et de patriotisme, tout entier au but suprême de la grandeur ou de la rédemption de son pays, il est au-dessus de toutes les considérations secondaires dont relèvent l'ambition et la médiocrité.

Les conspirateurs dont on a vu plus tard le cannibalisme, défigurèrent le rôle du négociateur pacifique. On peut apprécier aujourd'hui leur mauvaise foi, après l'abomination de leurs œuvres posthumes. On sait pourquoi ils étaient si belliqueux. Ils savaient l'impuissance où se trouvait le pays. Des défaites nouvelles étaient par suite inévitables.

Ils comptaient donc sur des désastres qui étaient l'évidence mathématique pour saisir leur victime, la France, et la dépouiller.

Frustrés par la paix, reniés par l'élection, ils ont recours à leurs moyens habituels : ils conspirent, attisent la révolte par leurs journaux et leurs clubs ; ils ont réuni leurs cohortes, reçu les hideuses recrues du cosmopolitisme révolutionnaire ; ils ont compté, sinon sur l'alliance, au moins sur la complicité muette du Prussien qu'ils allaient rendre plus fort par leur propre fait. Ils lancent leurs bandes au moment où il n'y avait qu'un embryon d'armée. Les quelques régiments qu'on peut envoyer contre eux leur donnent la main ; la garde nationale de Paris se croise les bras et, pour son malheur, sourde aux appels de M. Thiers, du gouvernement légal, laisse passer la révolution sans croiser la baïonnette. Faiblesse qui devait trouver la plus terrible des expiations.

Le 18 mars, qui inaugure le règne de ces monstres, qu'on peut bien appeler la période infernale, restera la date la plus sinistre de notre histoire.

Lorsque la Commune osait imputer la guerre civile à celui qui a tout fait pour l'éviter, elle intervertissait les rôles. Ce n'est que pour défendre la société qui allait être égorgée que M. Thiers

et le gouvernement, qui n'étaient pas les agresseurs, ont repoussé l'attaque. Le ministre qui, sous Louis-Philippe, avait élevé les forts, chef du gouvernement dans les circonstances les plus désastreuses, trouve le Mont-Valérien comme pivot de la lutte qu'il va soutenir pour la cause de la France, qui est celle de la société.

Là se montre ce que la supériorité véritable vaut pour un peuple et peut lui éviter de désastres. L'ancien historien de l'empire, appliquant ce qu'il a si bien raconté, a organisé la victoire, en improvisant une armée. Qu'eût pu faire de mieux un maître de la guerre ?

Ce n'est pas tout, il a combiné les moindres mouvements de cette rapide campagne d'où dépendait le sort de la France ; celle-ci a trouvé dans le grand homme d'État un vrai théoricien stratège non moins calculateur que Moltke.

C'est grâce à son génie pratique, familiarisé avec les questions militaires, que le chef du pouvoir exécutif a mis son honneur à subordonner toutes les questions de forme de gouvernement à celle qui les domine, le salut de la société.

La révolution lance des bataillons nombreux, et une artillerie formidable appuyée sur les ressources

discrétionnaires d'une capitale qui, à elle seule, est un royaume.

La terreur, voici la charte octroyée au peuple, que des sbires de la violence vont recruter à domicile pour alimenter le carnage de la guerre civile. Jamais la révolution n'a réuni tant de moyens de succès. Celle qui alla saisir, à Versailles, la vieille monarchie et ramena prisonnière la royauté, n'était qu'une horde sans cohésion ; elle a réussi pourtant.

La révolte communiste a mis en marche, comme avant-garde, 400,000 hommes, laissant derrière elle une réserve de deux cent mille. C'est plus que l'armée allemande n'en comptait devant Paris et que n'en eurent jamais agglomérés les plus grands capitaines de la monarchie royale. Néanmoins, s'il n'obtenait le soulèvement des grands centres, tentés, mais heureusement réprimés, Paris le géant devait succomber.

La supériorité de direction et des dispositions étaient du côté de Versailles ; l'impéritie, l'inconsistance étaient du côté des agresseurs. Ils n'avaient de lien commun que leur férocité.

Le destin montrait leurs jours comptés, dans la bouffonne enseigne de leurs généraux :

Bergeret, ouvrier imprimeur ;

Duval, souffleur dans un petit théâtre ;

Flourens, un agitateur, stentor des rues; la rodomontade ne tient pas lieu de talent.

Cluseret, Rossel, tour à tour traîtres ou sauveurs, au gré des lubies populaires. Tant d'autres dont Brunet, prouvent que dans les révolutions, la roche tarpéienne est l'inévitable suite du Capitole.

Grande leçon pour les partis et la France! Soit qu'il s'agisse des questions militaires et politiques, gouvernements et peuples ne sauraient faire impunément des choix d'aventure. Il en coûte cher, tôt ou tard à l'indifférence et à la corruption, qui écartent le savoir et le mérite pour faire un bric-à-brac de députés incapables et des armées de favoris qui livrent et perdent tout.

La Commune survenant comme une plaie d'Égypte, par le discrédit, les embarras qu'elle se créait d'abord, les ruines qu'elle devait réaliser, comme si elle était le plénipotentiaire de l'enfer, devait porter à la France un de ces coups qui laissent gisante la victime pour un siècle.

Quelles seront longues à panser les plaies qui lui ont été faites par la Commune! Oui, la révolution, sous le prétexte de décréter la république comme la suprême et indiscutable loi, a produit des désastres incalculables, sans parler des défiances de l'Europe, n'en déplaît à tous les panégyristes sus-

pects qui ont fait si longtemps illusion au pays.

Les Bonaparte, frappés de la fatalité de trois invasions, restent responsables, devant le peuple et l'histoire, des malheurs sans nombre que l'oncle et le neveu ont attirés, l'un par son ambition, l'autre, par son indignité, sur la nation.

Elle paie cher la folie qui l'a fait précipiter elle-même sous les fourches caudines du dernier Césarion(1) au sang corse, du prodigue dilapidateur devenu l'homme de Sedan.

(1) Un des plus remarquables organes de la presse française, le *Temps*, faisait dernièrement des réflexions qui résument l'opinion déduite par nous dans 2,000 pages. Voici l'extrait de son remarquable article :

La main d'une Némésis implacable s'appesantit sur notre pays. Les forenés qui se sont emparés, il y a deux mois, de Paris, en abandonnent aujourd'hui les ruines fumantes aux défenseurs de la loi. Nous ne nous sentons pas la force d'échapper à notre douleur, à notre indignation, à nos angoisses et de parler librement de ces désastres inouïs. Avec tous nos concitoyens, nous demeurons accablés sous le poids d'une malédiction que nous avons méritée avec eux. Quel Français peut, en effet, se dire entièrement innocent de ces crimes abominables !

Les conservateurs hébétés qui ont cru que l'empire était une société d'assurances contre le désordre, exigeant pour prime la lâcheté civique et l'abandon de tous les droits ; les fonctionnaires pétrifiés pendant vingt ans dans un mandarinat civil et militaire, qui faisait de la France une Chine privée de traditions ; une opposition sans consistance gouvernementale mettant en lumière au

Quoiqu'en aient dit les Basile de la presse socialiste, ce qu'il y a eu d'aggravation dans l'instrument du traité de paix est le fait de l'état de Paris. Somme toute, la Commune, en introduisant la guerre civile, ouvrait accès à de grandes défiances, par suite à des exigences nouvelles de la part de la Prusse. On désarmait M. Thiers, on annulait le travail bénéficiaire de son habile diplomatie. Néanmoins, par rapport aux circonstances où il était placé, il a obtenu les termes les moins onéreux. La presse anglaise, impartial juge, a été unanime à le constater.

Oh! c'est le démon anti-français qui au moment, le plus inopportun a poussé à cette prise d'armes les énergumènes de la démagogie.

jour du péril, un personnel ignorant ou sénile, et pendant cinq mois de siège versant à la population la plus impressionnable de l'univers la liqueur capiteuse d'une rhétorique frelatée; un prolétariat avide de jouissances en face d'une bourgeoisie avide de repos; une presse faisant commerce de frivolités, pour ne pas dire de scandales, et par-dessus tout, la plate indifférence d'une population qui, considérant l'accomplissement des devoirs politiques comme une charge, a livré tour à tour les clefs de son forum, de ses trésors et de ses libertés aux conspirateurs du trône ou de la rue. Perdue par l'universelle infatuation, la France ne peut se relever que dans l'effort du repentir commun. Les prières de la droite y seront utiles peut-être; mais à coup sûr la bonne volonté de tous y est à présent indispensable.

Après le paiement du tribut imposé par la guerre, quelque lourd qu'il fut, la France, non détournée de la voie normale où elle entrait sous un guide éminent, eut retrouvé sa prospérité et sa place parmi les nations. Après cette saignée de son capital, cinq milliards, et l'aliénation de trois départements, faisant moins de deux millions d'habitants, notre pays n'en restait pas moins une grande puissance. Son admirable situation géographique n'a besoin que d'être servie par un gouvernement habile, honnête et par l'activité du peuple, sous la seule condition de suivre sa laborieuse vocation et de ne pas écouter les fauteurs de l'anarchie. Tel était le moyen de cautériser les blessures et de faire reflourir la prospérité dans un État politique affranchi des causes morbides qu'avait apportées l'impérialisme. Il ne fallait que de la patience. La rébellion de Paris a tout paralysé. Les intérêts de diverses sortes, les entreprises du commerce, de l'industrie ont été compromis par cette irruption des barbares du dedans. A peine échappée à l'ennemi qui lui avait porté de si terribles coups, la malheureuse France, comme possédée du démon de la discorde, s'est mise à s'exterminer elle-même. A la voix des conspirateurs incurables, Paris, séduit ou terrorisé, a jeté le défi au gouvernement

légal : les revendicateurs du suffrage universel ont prétendu casser son arrêt.

Il était bien dur d'avoir à payer le compte des folies impériales, de voir un immense numéraire ravi par la guerre qu'avait déclarée l'homme de Sedan ; comme si la Commune était jalouse de ce cyprès teint du sang de tant de batailles, elle, l'abominable incendiaire, a arboré le rouge drapeau de la guerre civile pour tuer, ruiner, désoler, flétrir, discréditer la France par la main de ses propres enfants. Voilà un parricide tel que l'histoire n'en a jamais offert.

A quoi tient cependant le sort des empires !

Bien peu de mois se sont écoulés depuis que Paris était les délices de l'univers.

Dans un jour de vertige, la France livre à la discrétion d'un homme ses traditions, ses lois, ses libertés, son sort présent, son avenir. Elle était dupe d'un nom. Le suffrage universel idolâtre frappe de son ostracisme quiconque se permettait, non même un murmure, mais un simple avis. M. Thiers, Berryer, les hommes d'État, les orateurs, les illustres généraux étaient emprisonnés : le coup d'État déportait et volait le patrimoine des d'Orléans.

Alors commence et se continue cette débauche du Sardanapale qui pousse ses grands feudataires à se jouer de tout. Ils font de la vie une pa-

raphrase d'Épicure, enveloppés dans un manteau de cynique. Ils ont les places, les monopoles, ils s'enrichissent, ils jouissent, étalent les croix d'honneur, offrant comme garantie au maître l'opprobre de leur servilité : tout cela trompait le vulgaire, mais faisait trembler l'homme sérieux : il apercevait la sentence écrite en lettres rouges sur les lambris de la salle du festin.

Quand M. Thiers rendait les oracles qui n'ont servi qu'à faire détruire sa maison par ceux que son génie d'homme d'État a rachetés, quelle intolérance ! Quelles accusations ! Les événements ont roulé en vagues courroucées dans le lit de ses prévisions, dont nous fûmes le fidèle et malheureux écho.

La France impériale, après avoir été la *Niobé des nations*, pleurant ses enfants, pour prendre la grande image de Byron appliquée à l'Italie, a eu dans la ville de Paris la Médée qui, prise de fureurs autrement redoutables que celle des Grecs, a préludé à son propre suicide par le meurtre de ses fils ; elle a tourné sa rage contre ceux-là dont elle devait être la plus fière, dont elle avait à attendre le bonheur et la gloire. Chaque jour que se prolonge l'holocauste impie, a fait couler des flots de sang ; il a noyé des fortunes, les dernières ressour-

ces du pays dans le torrent de ruines illimitées.

C'est devant de si lugubres réalités qu'il faut s'écrier avec Jérémie :

« Les chemins de Sion sont en deuil, ce n'est plus le temps où l'univers venait à ses fêtes. »

Que de femmes, que de fiancées, le cœur oppressé, ont appelé ces chers soutiens, entraînés malgré eux à tomber sans motif pour un crime qu'ils détestaient !

Bientôt après, les malheureuses désolées devaient avec leur chère innocente progéniture être consumés dans la fournaise allumée par les mégères, sur l'ordre des meurtriers des maris. Les scélérats, pour donner à leur crime un luxe qui semblait réservé à l'enfer, ont tenu à être les incendiaires des femmes et des enfants, après avoir jonché les rues et l'enceinte de Paris des cadavres des maris. Il faut revenir à la foi et aux principes, sans lesquels toute société penche vers sa ruine. Ainsi s'explique comment cette bande de voleurs et d'assassins, après avoir lapidé, ou fusillé les honnêtes gens, a voulu faire un auto-da-fé de la société. Leur vocation est le mal, leur plaisir croît avec le malheur qu'ils multiplient ; leur égalité consiste non à élever par le travail et le savoir, mais à abaisser au niveau de leur basse jalousie quiconque a un germe de vertu,

un signe de distinction, une épargne. Tout leur fait ombrage : leur idéal c'est la brutalité; le pouvoir entre leurs mains ne peut qu'être le cimetière exterminateur de la civilisation. Ces fous, ces impies, ces tyrans abjects et féroces, ces dilapidateurs ont donné leur mesure. Leur orgie de sang, suivie d'une bien plus horrible encore, rencontre un cri d'horreur qui attache à leurs personnes, à leur mémoire la malédiction la plus accablante de l'histoire, cette voix des siècles.

II

Le cosmopolitisme révolutionnaire.

Les aspirations de la liberté, les poursuites loyales d'une conviction, les mobiles trompeurs de l'esprit de parti n'ont eu aucune part au mouvement communiste qui vient d'être comprimé. Malheureusement il laisse derrière lui l'épouvante du plus grand sinistre qui ait jamais affligé le monde.

M. de Bismark a dit : « Tous les révolutionnaires vont se donner rendez-vous à Paris ; quand ils seront au complet, on les y prendra comme dans une souricière. » Que ce proposoit vrai ou apocryphe, ce qui est triste, c'est que Paris, sourd à la voix de M. Thiers et sacrificateur de ses propres intérêts, ait cessé d'appartenir à lui-même,

à la France, pour devenir la proie des vautours qui, des diverses parties du monde, s'étaient abattus sur lui. Fénians irlandais, aventuriers polonais, italiens à l'enseigne de l'impie Bordone, américains radicaux, mormons, groupés derrière Cluseret, socialistes de tous les pays, même de l'Allemagne, Belges, Espagnols, en un mot boutefeux abjurant chacun leur patrie pour devenir les lansquenets du désordre, ayant pour embaucheur principal l'*Internationale*, (1) tels étaient les barbares cantonnés par ordre, guettant l'occasion de dépécer et mettre à feu et à sang la plus belle et la plus riche ville du monde.

(1) L'auteur de cet ouvrage, dans des publications précédentes, insistait sur l'influence et le rôle de cette société.

Il trouve aujourd'hui la presse européenne, dans ses plus autorisés organes, concordant avec ses vues.

C'est ainsi que *le Times*, dans son numéro du 5 juin, fournit les détails les plus précis sur cette organisation formidable.

Nous avons parlé de trois millions d'affiliés, mais ce chiffre est bien dépassé par les associations correspondantes dont l'*Internationale* est le centre.

Viennent s'y rattacher les fénians, la marianne, les frères de la république de Lyon et de Marseille, les nombreuses sociétés secrètes de Russie et de Pologne, les carbonari, généralement enfin, un ensemble qui de l'Europe est passé aux États-Unis.

On peut se demander où s'arrêtera cette propagande pestiférée de la subversion?

En effet, le Comité central a ses ramifications dans l'Amérique

C'est à ce point de vue qu'il est essentiel de se placer pour comprendre comment ont pu se pour-

l'Angleterre est travaillée par elle et Londres est un de ses foyers les plus actifs.

Le président du Comité londonien est un Allemand, qui a conçu le projet d'organiser l'Allemagne.

Les théories adoptées sont celles de Babeuf, Jacoby, Proudhon et autres Attila de la désorganisation sociale, par la plume messagère du glaive.

A Berlin, il n'y a pas de président, le Comité se compose d'un secrétaire général et de quinze membres.

Chaque pays forme une branche de l'Association ; chaque branche est divisée en sections. Dans les villes importantes, on subdivise entre plusieurs sections avec un bureau central.

Chaque semaine les divers bureaux envoient à Londres :

1^o Un rapport détaillé sur l'état, la situation et les incidents politiques et industriels du Cercle qui lui est soumis ;

2^o La liste des nouveaux membres ;

3^o Le compte financier ;

4^o Les noms des principaux marchands, commerçants, propriétaires et l'évaluation de leur fortune ;

5^o Les procès-verbaux des réunions tenues.

On le voit, c'est là une organisation dont la propagande peut être sans limite.

Le peuple auquel on apprend à nier Dieu, à mépriser et à proscrire toutes les distinctions sociales, se laisse aveuglément conduire par les chefs ; c'est ainsi que peut s'expliquer leur docilité à exécuter les ordres sur la plus vaste échelle. C'est ainsi que Delescluze, Pyat, Miot, Protot et tant d'autres ont pu trouver des sèdes pour accomplir les actes les plus barbares.

Un des caractères les plus particuliers de cette Association, c'est

suivre et s'accomplir les plus audacieux et inadmissibles attentats, sans que la population se soit levée contre le ramassis de brigands n'ayant d'autre but que de s'approprier le bien d'autrui.

Comme des chacals poursuivant la proie qu'ils se disputent en s'entretenant, ces amphibiens du crime, sans patrie, dont l'âme est une guenille pestiférée, les instruments avilis des chefs exotiques qui les

que dans ses appels aux prolétaires et aux travailleurs du monde civilisé, elle y joint les offres de refuge et d'assistance mutuelle pour les révolutionnaires de chaque pays.

Ainsi cette philosophie politique qui pose le principe de la guerre aux riches, met en regard celui de la fraternité pour les pauvres.

Un triple but politique, social et moral en apparence, sert de lien aux agitateurs qui sont les chefs, aux philosophes socialistes qui sont les législateurs, aux pauvres qui forment les fidèles du nouveau dogme.

C'est là un filet tendu pour enlacer, l'un après l'autre, tous les pays. Néanmoins les publicistes étrangers sont fondés dans leur remarque, à savoir que la France était le pays se prêtant le mieux à cette levée de boucliers.

Il y a une double raison, la première est dans l'origine criminelle du gouvernement du 2 décembre, destituant le droit, dès lors, laissé sans force morale en face des révolutionnaires; la seconde est dans l'abandon des principes par la bourgeoisie voltairienne occupée de son avancement, sans aucun principe de grandeur, traitant de folie le désintéressement et se vantant dans toutes les orgies financières et plébiscitaires de l'empire.

poussent, sont prêts à toutes sortes d'exécutions. Plus elles sont odieuses, plus grand devient leur zèle. Ils se flattent d'ailleurs d'avoir part aux dépouilles des victimes. La cupidité vient aiguillonner les compagnons du pirate.

philomme le Vieux de la montagne qui versait un

Contre à ses sectaires, les entrepreneurs, les chefs de ces grandes commotions font appel au plus mauvais des sentiments du cœur humain. Ils couvent la haine envieuse des classes déshéritées de la fortune; ils désignent à la jalousie acharnée des convoitises où l'orgueil se glisse, le riche, l'aristocrate de l'intelligence, l'industriel qui est arrivé par son travail, l'écrivain, l'artiste qu'ont consacrés le génie et l'adoption du public. On fera bientôt de ces impressions, restreintes au début, une collectivité de soupçons, d'ambitions, d'antagonismes qui passent du cercle des personnes dans celui plus vaste de l'ordre social, auquel s'attaquent tôt ou tard ces déclassés. Comme les maraudeurs à la suite des armées, aussitôt qu'ils croient pouvoir tromper la force publique, ils tentent le coup de main. S'ils échouent, ce n'est que partie remise, ils sont des conspirateurs silencieux en attendant un favorable accès aux saturnales du vol.

Les docteurs du socialisme, c'est à eux qu'il faut

s'en prendre en toute justice. Il faut leur briser sur le visage le masque d'hypocrite amour de l'humanité, sous lequel ils amorcent la crédulité de leurs dupes. Cette contagion d'une propagande de ces sacripants, plus funeste que l'ivresse produite par le tabac infusé dans l'eau-de-vie qui abrutit leurs soldats, devient un des auxiliaires les plus dangereux du socialisme.

« Ah! déshérités prolétaires, leur disait-on dans les clubs et dans les publications de ce Mayeux féroce qu'on appelle le *Père Duchêne*, — quoi vous laisserez subsister ces monuments insolents qu'a payés la sueur du peuple ! Qu'avez-vous à faire de cela ? Est-ce que les colonnes, les chapiteaux, les clochers, les tours, les marbres sculptés, le luxe des arts ne raillent pas votre misère ? On vous dit ignorants, vous, les saints travailleurs ! Faites table rase, il le faut pour l'égalité et l'anéantissement, des souvenirs de la gloire des royautés qui ont porté le sceptre. La disparition des images, des statues, des palais qui les enferment, marquera l'avènement de la Commune sociale. »

Voilà comment procèdent ces satans qui veulent entraîner le peuple ; alors le feu court sur les portiques, sur les dômes, sur les maisons. Comme à Tyr, Ninive, Babylone, il n'y a plus qu'un tableau de désolation là où brillait ce qui pouvait illus-

trer et attestait le génie de toutes les époques et des diverses civilisations.

Mais, chose horrible à dire, ils ne font qu'un amas de cendre des plus beaux chefs-d'œuvre.

La nation qui les possède n'en est que le dépositaire ; elle a l'honneur de les garder comme fonds commun de la civilisation ; elle a charge de transmettre intact le précieux dépôt aux générations.

Lorsqu'une main y porte atteinte, elle est sacrilège, elle est plus qu'anti-nationale, elle est anti-humanitaire.

Avoir voué à l'incendie tant de merveilles, après avoir volé Dieu, dans le paroxisme de la haine révolutionnaire, avoir anéanti avec les Tuileries, par exemple, de si précieuses et pacifiques conquêtes du génie humain, c'est mettre sur une cause le sceau de l'éternelle infamie gravé par la malédiction universelle.

Le 24 mai restera une date néfaste.

Ces saccages, près desquels ceux des Alaric et des Attila semblent de la clémence, car ils s'approprièrent les richesses du monde latin plus qu'ils ne les anéantissaient, sont exécutés par des misérables à figures de brutes, en société de mégères ou furies qui les suivent et souvent leur donnent l'exemple. Les yeux hagards, le visage aviné, la

main crispée pour frapper, le propos obscène et menaçant, tels sont les signes inhérents à ces troupes de bandits qui se délectent tour-à-tour aux souffrances de leurs victimes, amôrcent, prolongent leur agonie. Non moins empressés qu'heureux à faire le bris, à renverser, à brûler les merveilles, orgueil d'un peuple et délices d'un monde éclairé, tels sont les satellites de la tyrannie sanglante et incendiaire, auxquels Paris a été livré par les Maza-niellos de la Commune. Ceux-ci pouvaient tout attendre de ce bétail de l'ignorance. Ils en ont abusé jusqu'à le pousser au carnage, sur la foi de prétendues victoires qui n'étaient que des défaites.

Mille fois à plaindre les pauvres hères, les villes, les nations qui se laissent glisser dans l'inerte imprévoyance pour tomber aux mains de ces scélérats qui fondent leur règne sur l'exploitation des vices, des plus abjects instincts mis dans la serre-chaude du crime, pour que la moisson de la mort soit plus abondante et englobe plus de cadavres, sème plus de désolations. Alors vient le grand argument de la mauvaise foi pour laquelle tous les moyens sont bons. On a de fausses larmes pour les veuves, les orphelins dont on a causé le malheur, on multiplie les charges à fond par des journaux qui font l'office des pleureuses autour des cercueils,

on s'en prend à ceux qui après avoir épuisé tous les moyens de la clémence, la douleur dans l'âme, se sont vus forcés de remplir un pénible devoir. Quand la conciliation a dit son dernier mot, vient le tour du canon. Quand une société a remis à un homme le soin de la défendre, le salut de l'une et l'honneur de l'autre sont solidaires du succès ou de la défaite.

Telle est la pénible, mais peut-être plus solennelle mission qui fut jamais confiée à la probité, au patriotisme, aux talents, au génie synthétique de M. Thiers.

Toujours est-il que les connaissances militaires de l'historien de l'empire se sont rencontrées chez l'homme d'État qui est devenu aussi le Sobieski de la civilisation, en triomphant d'ennemis d'une nature bien plus dangereuse que les Musulmans que refoula l'épée du héros polonais.

La pitié cependant peut être réservée à la troupe des comparses qui, dans leur abjecte dégradation, n'ont pas le sens moral qui trace la ligne de démarcation entre le bien et le mal, entre le juste et l'injuste. Mais ce serait trahir la société, qui a le droit de se conserver, que d'appliquer une clémence interdite à ces brigands-chefs qui auraient voulu que le monde des honnêtes gens n'eut qu'une tête, pour

l'écraser sous l'obus qu'a chargé leur envie contre la civilisation. C'est ainsi que ce cosmopolitisme socialiste, ayant pour généraux des *condottieri* étrangers, a cherché à confondre dans une fausse Commune la dotation du travail, l'épargne de l'ouvrier, les titres de la propriété, l'asile du soldat, celui du pauvre, l'hôtel-Dieu, le palais, l'église : en un mot, ils s'en sont pris simultanément à tout ce qui est tenu pour sacré parmi les hommes. Qui a trouvé grâce devant ces monstres ? Ni gloires, ni services, ni souvenirs ; pas plus les personnes que les pierres illustrées. C'est l'édifice de la société qu'ils ont voulu renverser de fond en comble. Une haine aussi ardente que les brasiers de pétrole, les poussait à renouveler pour Paris le sort de Gomorrhe. — Voler, tuer, brûler, — telle est la trilogie de leur fraternité civilisatrice.

On demeure confondu. La scélératesse à ce point est la plus haute montagne d'où puisse parler aux prolétaires, le Méphistophélès qui les embauche pour leur perte.

Si la justice, au sein des plus légitimes irritations de la société outragée, crucifiée même, sait faire la part de la pitié aux atténuations de l'idiotie ignorance ou aux égarements des comparses et séides abusés par les orateurs de clubs et les meneurs de

la guerre civile, pas de clémence pour ces derniers. Celle dont on a couvert les méfaits de leurs premières révoltes n'a servi qu'à les rendre plus audacieusement criminels. Le 31 octobre et le 22 janvier, sous de fallacieux prétextes d'un apparent patriotisme — démenti depuis, — ils voulurent mettre Paris sous le joug; ils échouèrent. Si, au lieu de leur pardonner, on eut délivré la société de ces incorrigibles enragés, on n'aurait pas à déplorer la funeste révolution du 18 mars, la perte irréparable de tant de vies et de valeurs. La grâce accordée à ces misérables devait avoir pour conséquence Paris en ruine et la France dans un état qui est encore plus déplorable, par le bouleversement jeté dans les esprits (1), que par les ruines innombrables qui vont envelopper toutes les classes.

Ces barbaries sans exemple semblent être un mélange hybride, cosmopolite de toutes les haines, erreurs, conspirations des divers partis révolution-

(1) Les guerres civiles poussent les passions jusqu'à la férocité. C'est un genre de folie qui s'explique cependant par les émotions de toute sorte qui brisent l'équilibre des âmes. On ne se possède plus. La vengeance prend la place de la raison. Les annales de tous les peuples témoignent malheureusement de cette frénésie qui, une fois entrée dans l'âme humaine, mêle l'orgie et l'effusion du sang humain aux flammes qui dévorent les demeures et tous les produits et ressources d'une nation.

naires, chacun ajoutant une incitation à celle qu'il rencontre chez son complice C'est ainsi qu'on a créé la fédération de la scélératesse qui, comme si l'enfer en avait dressé les statuts, confond dans une réprobation commune et dans un anéantissement successif, les trônes et dynasties sans exception, aussi bien que toutes les formes de gouvernement autres, bien entendu, que l'État communiste, où le roi Canaille est le spoliateur et le meurtrier.

La Commune de Paris, dans son règne épouvantable, décrétant l'incendie le plus gigantesque qu'ait pu rêver la scélératesse démoniaque, s'est mise au ban du monde civilisé.

C'est à tort que ceux qui ont assumé la responsabilité de ces hécatombes prétendent aux immunités de l'asyle. Elles doivent couvrir les combattants ou apôtres d'une cause politique vaincue, non des scélérats qui ont laissé loin derrière eux les Lacenaire et les Troppmann. Vouloir que les gouvernements prennent sous leur protection de pareils hôtes, c'est leur demander de renier les droits de la justice sociale, au nom de l'humanité. C'est comme si au nom de la loi philanthropique de M. de Grammont, protectrice des animaux, on faisait un procès à des passants qui aideraient à s'emparer des tigres dévorant les hommes.

Nul ne doit s'interposer entre la société, demandant une réparation qui lui est due, et les criminels contre lesquels l'Europe prononce le *outlaw*.

C'est de droit social. Les chefs, toujours chargés de la responsabilité des crimes, souvent gorgés d'or, gagnent la frontière, en abandonnant à leur sort les malheureux qu'ils ont portés à la prison ou à la mort. Ceux-ci ne connaissent que leur quartier, où ils savent au moins combattre et mourir ; ils sont bien coupables sans doute, mais qu'est leur culpabilité dans la justice distributive, auprès de celle qui a attisé leur fureur et armé leurs bras, à force de calomnies acceptées par l'ignorance ? Ces derniers ne sont que des sicaires ; c'est déjà trop, mais la plupart sont sous la fatalité des embaucheurs de clubs, quelques-uns même ont été pris de force et conduits, malgré leurs protestations, contre leur propre cause.

Parmi ces soldats du drapeau rouge, il est deux types distincts. Les uns que la contrainte a amenés, prêts à se débander au premier feu, les autres que pousse un ardent fanatisme. Le mépris de la mort est remarquable chez ces derniers ; ils courent, dans leur sauvage impulsion, à l'assaut de la société sans comprendre le crime dont ils se rendent cou-

pables. La morale du devoir, qui pacifie l'âme et l'attache au travail, a été déracinée de leur cœur par les doctrines et les exemples du matérialisme. L'empire est bien coupable pour avoir fait du luxe effréné l'énervement des hautes classes et bouillonner dans les bas-fonds de la société, l'envie, la plus redoutable des passions. Les exemples d'une cour qui rappelait les jours de Sardanapale avaient réagi des villes dans les campagnes. C'était le triomphe de la chair qui tue au lieu de celui de l'esprit et des mœurs austères qui rend les nations fortes et grandes. Tous les mauvais errements d'une centralisation constituée par la révolution et le premier empire avaient été creusés plus profonds par Napoléon III et les hommes de malheur et d'aventure qu'il avait groupés autour de lui. Sa faveur impériale créant les titres, distribuant à son gré les emplois et la fortune, on ne voyait, on ne courtisait plus que le sentiment dynastique sur l'anéantissement des traditions et des garanties nationales. La manie des places, des uniformes gagnait chacun. Louis XV, caractérisant l'ambition des titres de noblesse qui dominait son époque de décadence disait : « que chaque nouveau-né portait cette maladie avec le péché originel. » De notre temps, si le parchemin est caduc, chaque fonction vacante

amène mille rivaux. Paraître sous ses oripeaux est tout : n'avoir que le mérite sans le brevet qui fait émarger au budget, n'est rien. Tel fut le caractère de cette orgie de l'empire qui a préparé la place à la Commune. Le lien entre les deux régimes de dictature est visible, quoique la dernière ait exonéré le souvenir de la première qui, sans sa responsabilité morale, pourrait invoquer pour ses méfaits, les circonstances atténuantes.

A ceux assez insensés, dans ce grand cataclysme, pour proposer comme issue et remède la restauration de l'empire, il faut rappeler ce qui s'élève contre cette prétention impie. N'est-ce pas le coup d'État du 2 décembre et tout ce qui l'a suivi fatalement qui ont propagé le matérialisme, par les spéculations, le bouleversement économique, l'absence de tout contrôle sérieux, résultat d'une représentation fictive ? De la sorte, la bourgeoisie démoralisée par son empereur, est devenue à son tour la démoralisatrice de ce peuple qui vient de tenter, lui aussi, son coup d'État de décembre, à la suite de ses tribuns de Belleville, sous le commandement des Spartacus cosmopolites fournis par la fédération révolutionnaire. Ce peuple a eu son sens moral asphyxié dans l'atmosphère à demi-socialiste, au spectacle des palinodies quotidien-

nes, des parjures multiples de ceux qui le gouvernaient. N'en a-t-il pas subi le contre-coup, l'influence délétère? Non, la foule sur laquelle l'exemple a tant d'empire, n'est pas impunément témoin des défaillances, des scandales d'en haut. Telle est en vérité, comme disait Royer-Collard, la grande école de démoralisation. Elle a surtout pour maîtres bien dangereux les hommes qui, étalant le scepticisme, au point qu'apostats d'eux-mêmes, ils sont toujours prêts à rejeter l'amulette du pouvoir qu'ils encensent aujourd'hui pour porter l'encens au successeur qu'ils décriaient hier, et que demain, s'il tombe, ils piétineront sous leur bruyant sarcasme. Non, cette épreuve est trop forte pour la nature humaine. Le peuple surtout à la longue n'y résiste pas. L'indifférence conduit au mépris, celui-ci justifié met à l'horizon des *points noirs*.

Oh ! que ceux qui ont à réorganiser la France ne croient pas que le sabre suffira pour arrêter cette plaie morale inoculatrice de tous les maux. Tout gouvernement qui, à cette période de la végétation effrayante de l'esprit humain, surexcité par tant de causes, émondera les branches gourmandes révolutionnaires, doit retenir dans des institutions constitutionnelles, *vraiment parlementaires*, la sève des principes et des actes d'un vrai et sincère libé-

ralisme. S'il n'a pas pour la répandre, la diriger, la main honnête d'hommes de modération et de savoir, hé bien, il faut le dire aux prôneurs de réaction qui vont assaillir la victoire de M. Thiers : s'ils pouvaient réussir, ces hommes, ah ! malheur ! L'illusion aura son terme. La révolution reprendrait son cours impétueux. Le pouvoir éclos d'une fausse impression déclinant par une pente insensible, tombe infailliblement. C'est une question de temps. Mais qu'importe quelques jours, quelques années dans la vie d'un peuple. Ce n'est pas l'heure fugitive que l'homme d'État doit embrasser, c'est le lendemain, c'est l'avenir.

Napoléon avait tout concentré dans sa main : la capitale de la France, dont il a abusé, lui a procuré dix-huit ans d'une existence toute artificielle d'où est venue la gangrène révolutionnaire. La Commune, cette expression des idées qui, sourdent sous l'action démocratique, a été emportée à son tour. Les troupes de Versailles ne l'eussent pas vaincue, qu'elle se fut dévorée elle-même. C'est le sort et la fatalité des révolutionnaires de toutes les sectes, démagogues et socialistes. Ils ont une supériorité qu'on ne saurait leur disputer, c'est celle de la désorganisation, rapidement suivie de désastres irréparables. La république radicale l'a prouvé par Gambetta ;

la révolution communiste a fait assez d'hécatombes, d'incendies, de ruines, pour provoquer le repentir de ceux qui n'en connaissent que la théorie.

Déjà un journal qui se distingue par l'esprit impartial de sa rédaction, le *Cosmopolite*, abjure noblement son erreur en lançant son anathème à ces *bandits*, à ces *scélérats*, comme il appelle ces incendiaires qu'il compare au banqueroutier frauduleux qui brûle ses livres avant de s'enfuir.

« Nous avons, dit l'honnête écrivain, embrassé, pour notre part, avec foi, l'idée républicaine, comme représentant la plus grande somme de liberté dont un peuple puisse jouir.

Aujourd'hui la troisième épreuve que la France a fait d'un gouvernement *prétendu populaire* est tellement *sinistre et fatal* à nos idées que nous nous disons en nous frappant la poitrine : Ce n'étaient pas là des républicains, mais des bandits qui ont déshonoré l'idée républicaine.

Notre foi politique nous tenait au cœur, c'est avec le plus cruel déchirement qu'il nous en faudra extirper les racines. »

Aveu loyal qui ouvre la procession des repentirs.

Après avoir purgé la société de la poignée de misérables dont l'audace a surgi de la faiblesse du parti de l'ordre à Paris, il faut ouvrir à leurs

dupes la possibilité de se régénérer, par le travail et l'expiation, sur une terre lointaine.

Un journal belge, l'*Étoile*, a publié sur la Calédonie un remarquable article qui mérite l'attention du législateur, au moment où il y aura à fixer le sort des soldats si nombreux de la guerre socialiste.

Néanmoins, il y a une distinction à établir, et on saura la faire, entre les victimes de l'arbitraire qui les a affublés d'une capote de soldat, pour eux vraie robe de déjanire, et les princes de la Commune sanglante. L'état-major de celle-ci, chargé des responsabilités, n'a pas droit à l'indulgence. Ce sont les hommes capables, en s'y enrôlant, qui donnent et assurent aux révolutions leur puissance destructrice. Grâce à leur adjonction, les chefs sous le drapeau rouge desquels ils sont venus se ranger, ont pu envelopper dans la même disgrâce la gloire nationale, le bien-être de tous, les titres publics et privés, l'asile du soldat, celui du pauvre, l'hôtel, les sanctuaires de la prière, les maisons des bonnes sœurs, ces anges de la charité chrétienne, les ministres de Dieu accablés d'outrages, assassinés comme les généraux, le lycée, l'école chrétienne, le palais, l'église. A-t-on jamais vu l'accumulation de tant de terreurs et d'atrocités en paroles et en actes?

On le voit, l'édifice entier de la société a été attaqué sur tous les points par l'ordre de ces chefs, que l'enfer semble avoir vomis sur la terre pour l'épouvanter. Qu'on les juge à leurs programmes défiants d'abord, à leurs œuvres plus monstrueuses encore, et le châtiment qui les attend ne sera jamais au niveau du mal qu'ils ont fait. Ils ont étendu sur notre noble France une main frappant avec le fer, le plomb, tout en secouant la torche imbibée de pétrole qui a fait ruiseller l'incendie dans le centre de ce beau Paris. Jamais ne s'est mieux rencontré l'à-propos du grand orateur romain, interpellant Catilina : « Jusqu'à quand abuseras-tu de notre patience ? »

Ceux qui ont charge du salut de la société, on le sait, ont l'impérieux et rude devoir de ne pas faiblir et abaisser leur âme pleine d'affliction dans l'indulgence. Le crime de l'impénitence incurable y placerait de nouvelles conspirations, on les y verrait germer aussi nombreuses que les vers immondes dans l'immondice du charnier.

Il est encore une autre catégorie de coupables, en dehors des rigueurs réservées aux actes : les hommes dont les prédications ont armé tant de bras, devraient se faire justice : ils ont une solidarité morale qui discrédite si elle ne condamne pas.

Avant nous, le lecteur et l'opinion ont désigné ceux qui, par leurs théories, ont halluciné ces nombreux captifs dont ils ont commencé par surprendre les votes et enflammer les esprits. Prêcheurs, apôtres du socialisme dans les clubs et dans des journaux où ils faisaient courir le délire, où ils dressaient mille fantasmagories, amorce de perdition, si le remords ne vous a pas saisis, vous avez la conscience plus barricadée que ne l'étaient les rues de l'insurrection contre les Versaillais! (C'est le nom donné ironiquement aux défenseurs de la société.) Vos paroles ont armé des bandes, vous êtes responsables envers leurs enfants, leurs femmes! Ce n'est pas tout, ne vous sentez-vous pas pris d'un regret accusateur en face de ces hécatombes dont vous avez été l'orchestre? Qu'avez-vous à faire dans une assemblée qui ne veut pas vous entendre? Vous vous plaignez de tendances réactionnaires? Oh! quoiqu'il puisse arriver, la liberté ne nous trouvera jamais son ligateur. Résolu de rendre notre avenir fidèle aux doctrines du passé on ne nous verra pas donner, si toutefois elles venaient, la main aux *terreurs blanches*, comme on les appelle, après avoir flétri les terreurs rouges qui, hélas, n'ont pas été un mythe. Qui pourra jamais dénombrer leurs vastes ruines et

sonder les abîmes qu'elles ont ouvert dans l'ordre moral, politique, matériel?

Ainsi, vous qui avez arboré ouvertement le drapeau de la Commune ou qui vous êtes borné à des connivences silencieuses avec le monstre, vous pouvez avoir recours au sophisme, ou prolonger les échos de la terreur, vous n'étoufferez pas l'indignation, vous ne ferez pas reculer la société qui vous repousse, parce qu'elle périrait en épousant vos systèmes! Elle vous demande des comptes : c'est son droit. Résignez des mandats dont vous avez fait un si funeste usage. Vos amis les fédérés vous accusent et les amis de l'ordre veulent se garder de vous, comme du feu qui a dévoré la ville, à la propagande incendiaire de vos utopies.

III

Banlieue de Paris. — La désolation partout. — L'implacabilité des guerres civiles. — La république compromise par les républicains. — La conspiration du bonapartisme. — L'Internationale. — Ce qu'on doit lui opposer.

La Commune n'a pas limité ses ravages à Paris, elle a étendu ses désastres dans cette zone enchantée qui était pour la fastueuse capitale comme la ceinture de Vénus. La magie de ces campagnes, de ces villes ne reste plus, hélas ! qu'un souvenir. Les bourgs, les villages, de véritables villes attractives telles que Neuilly, Passy, Auteuil, Boulogne, ces Sirènes parées de tout ce que l'art et la nature peuvent réunir de séduction, Issy, Montrouge, Vanves, ont été détruits de fond en comble. Les habitants ont été ruinés, tués en grande partie. On dirait l'esprit des démons possédant la Commune

poussée à la destruction pour le bonheur de la faire.

Un grand économiste anglais a voulu établir, il y a quelques jours, le bilan des pertes qu'avait causé le gouvernement de l'Hôtel de ville communiste, pour 53 jours : cela se montait alors à deux milliards, 56 millions, 500,000 fr. Il faut y ajouter le temps écoulé depuis cet inventaire, ce qui dépasse toutes les appréciations les plus terribles, les ruines des incendies, et tant de vies humaines consumées par le fer et le feu (1).

Ces fureurs sont bien faites pour affoler les esprits que ne raffermissent ni l'immortelle foi aux paroles du Christ, ni la science du philosophe, ni de saines convictions politiques.

Le malheur de la France fut de subir l'impression de l'heure qui l'a presque toujours entraînée hors le giron des vérités, droits pondérés, libertés politiques que les partis réclament et désertent tour à tour.

C'est de ces défaillances que sont sortis malencontreusement le césarisme et le despotisme d'en bas. Les deux ont la même empreinte au front, celle de Caïn.

La Commune, après avoir si criminellement en-

(1) Les pertes dépassent de beaucoup celles qu'a valu à la France la guerre napoléonienne déclarée à la Prusse, en y comprenant les cinq milliards d'amende.

gagé le duel avec Versailles, n'admettait, par l'organe de ses chefs et publicistes, que la baïonnette et le fusil. C'était au moment où M. Thiers, ce sera l'éternel honneur de cet homme d'État, jaloux d'éviter ces hécatombes, les outrages, les ruines que la guerre entraînait, prononçait le mot politique et chrétien de pardon, pour ceux qui désarmeraient pour rentrer sous l'empire des lois.

Ce grand esprit, pourvu du calme que donne l'expérience qui sait proportionner les moyens au but, rencontrait les clameurs féroces des rebelles et les murmures des impatiences inexpérimentées. La prudence prépare le succès, et la modération seule est capable de fonder un gouvernement stable.

C'est ainsi que les exagérés des deux bords repoussaient l'armistice de Neuilly. Cette trêve de quelques heures entre les combattants ne pouvait avoir pour mobile ni l'intérêt de Versailles, ni celui de Paris. Il n'y avait qu'un but d'humanité; ouvrir une issue aux survivants de Neuilly, à des femmes, des enfants, des vieillards. Leur malheur était de se trouver entre les lignes de bataille. Cependant, de part et d'autre, ils étaient l'objet d'accusations et abandonnés à leur malheureux destin.

Voilà l'effet des guerres civiles, elles dessèchent

le cœur et rendent le citoyen plus implacable que l'ennemi étranger.

Le Prussien est-il jamais allé aussi loin?— Nous ne sommes pas suspect de partialité en leur faveur, mais l'histoire est un tribunal où il faut faire la part de la justice et du blâme, due à chacun.

Les infortunés n'avaient d'autre alternative que de passer des jours et des nuits consécutifs dans l'atmosphère lugubre et malsaine des souterrains, où beaucoup ont été enfouis vivants, ou courir le risque d'être à tout moment tués ou mutilés.

Huit heures d'armistice avaient été données seulement aux survivants pour échapper à leur triste et inévitable sort.

Oui, les guerres civiles éteignent les meilleurs sentiments pour dépraver l'âme au corrosif de la vengeance. Le soldat, qui est fait à la pensée de se sacrifier pour son pays, est saisi d'indignation en voyant la mort lui venir par la main de ceux pour lesquels il a exposé sa vie et peut-être versé son sang. Cette observation était à propos pour comprendre ce que nous allons raconter : Des difficultés étaient suscitées aux chercheurs de parents et d'amis durant les rapides heures accordées à cette fin. Des officiers refusaient passage aux femmes et

aux enfants, bien que ces pauvres gens leur expliquassent avec émotion qu'ils venaient uniquement pour découvrir et emmener des parents ou des amis.

Une femme pleurait amèrement parce qu'on l'empêchait d'aller vers sa mère. Heureusement pour elle, le général Ladmirault survint, comme le plénipotentiaire du Dieu de miséricorde. Inspiré par la compassion et par le bon sens, il réprima la cruele impassibilité de ses subalternes. C'était cependant le cas où jamais, de se rappeler le mot de Talleyrand : « Pas de zèle. »

Encore n'est-ce rien que ces rigueurs de consigne sous ces duretés militaires inévitables, là où il y a tant de caractères divers et de sujets de légitime indignation. Les insurgés, franchissant toutes les bornes, montraient une férocité d'exécution digne des décrets, des provocations barbares de leurs chefs.

Tous marchaient à l'unisson. Le plus digne était celui qui affichait et exerçait avec plus de cynisme l'inhumanité qui eut effrayé les peuplades féroces de l'Afrique.

Naguère l'Europe et la France protestaient contre le bombardement et voyaient des martyrs dans ses victimes. Mais dans quelle période des sièges et de la guerre qui ont désolé la France, a-t-on vu un

ensemble d'atrocités aussi susceptibles de déshonorer la cause réduite à y avoir recours? La République, si compromise par la dictature de M. Gambetta, que va-t-elle devenir, quel cours va-t-elle suivre?

En son nom, sous prétexte de la soutenir, la cité a été livrée aux flammes dont la Commune semble s'être fait un jeu diabolique d'entourer son agonie. Aux yeux des masses rurales le fait condamne le système.

La France, qui vient de traverser des torrents de sang et de flammes tels que l'histoire n'en présente pas, en se coalisant contre l'esprit d'anarchie voudrait écarter la cause et garantir l'avenir ; c'est la logique du monde constatée par l'histoire de toutes les révolutions.

Dans les provinces et les campagnes surtout, chose sérieuse sous le règne du suffrage universel, les 4/5 reportent à la république les murmures de leur *pronuciamiento* contre la Commune.

A qui la faute?

N'est-ce pas aux promulgateurs d'arbitraire qui, à commencer par Gambetta, ont suivi la pente jusqu'au gouffre béant de la Commune?

Le moyen pour des populations désireuses de sécurité, attachées à leur coin du sol, à leurs travaux, qu'elles n'imputent pas au système politique

le déluge de maux qui vient fondre sur elles?

Pour ces populations qui n'ont rien à espérer des agitations et des ambitions politiques, dont la dotation est le travail, la république est le monstre qui dévore leur épargne par ses appétits déordonnés, leurs enfants par la guerre.

Il faut donc le reconnaître, jamais dans l'histoire de France, les institutions démocratiques n'ont inspiré une telle méfiance par suite des actes de leurs champions. Le code qu'ils ont promulgué est celui de la Terreur, la plus incendiaire qui fut jamais. Ainsi pour des millions de Français et avec la presque unanimité dans les villages d'une partie de la France, la république sera associée avec le souvenir de la ruine nationale et de crimes sans noms. Des villes mêmes entreront dans ce mouvement. L'agriculture, le commerce et l'industrie ne se soutiennent et ne prospèrent que par la stabilité des institutions et les garanties de l'avenir. Telle est la croyance qui formera l'irrésistible courant de l'opinion en France ; nous ne jugeons pas au point de vue d'une idée préconçue, nous constatons un fait ; les républicains ont porté à leur idole le coup le plus terrible. L'avenir de la France ne semble pas appartenir à cette forme de gouvernement ; ce qu'il faut désirer, car l'intérêt le plus vital du

pays est là, c'est que les principes du régime constitutionnel, cet indispensable réparateur ne soient pas étouffés par la réaction.

Le prince Napoléon, dans un intérêt dynastique, vient de se donner un démenti à lui-même, il invoque comme sacré le plébiscite qu'il a condamné au Sénat.

C'est toujours l'amorce hypocrite offerte au peuple par le césarisme ; ce n'est pas le moment de montrer ce que cette thèse a de fallacieusement perfide, ce qu'elle a produit a été funeste pour la France.

La nation, endormie sous la main du césarisme, ne s'est réveillée que sous le coup foudroyant de Sedan.

Il était trop tard ; mais ce qui ne saurait appeler trop de réprobation, c'est cette ambition effrénée d'une famille qui semble n'avoir qu'un but ; creuser le gouffre qu'elle a fait et surnager sur la ruine générale.

Nous sommes de ceux qui, accablés par ces désastres et indignés de ce cynisme, préférons tout à la dynastie qui a préparé le double fléau de l'invasion et de la Commune.

Toujours est-il que le monde politique est plein de rumeurs sur ses nouvelles menées ; il y a ici, à

Bruxelles, une succursale active de Chislehurst.

Il est inutile de nommer les personnes ; nous ne sommes pas délateur.

Les journaux de l'Europe les mieux informés et nous-mêmes témoin, de ce qui se passe en Belgique, nous nous faisons un devoir de caractériser une ambition impardonnable ; elle épie le malheur pour se glisser par une de ces surprises qui laisse aux voleurs de trônes le même stigmate qu'aux socialistes. Les uns et les autres ont des sophismes et des procédés analogues. Le césarisme qui a gangrené la France dix-huit ans a fait la Commune.

Si elle eût pu vaincre, elle avait pour héritier bâtard un despote quelconque ; il n'est pas nécessaire d'appuyer cette vérité sur les grandes autorités de Gibbon, Montesquieu et Chateaubriand, il est un témoignage plus éloquent que la déclaration du génie, c'est l'État de la France, tel que la révolution et le bonapartisme l'ont fait tour à tour.

Écartons donc comme un cauchemar cette prétention napoléonienne ; comme nous l'avons dit, en vue des champs de bataille où sont tombés tant de Français, ainsi que le répète aujourd'hui le plus grand journal de l'Europe, à douze mois de ce désastre, « ceci est impossible. »

La Commune vaincue après avoir voulu faire de Paris un bûcher funéraire, ne laisse qu'à un bien petit nombre la possibilité d'élever la raison de l'homme d'État au-dessus de l'impression subjuguante de l'heure.

Si les révolutions, rompue que soit la digue qui les contenait, renversent tout, les réactions font rebrousser en arrière, à l'aide même de ceux qui en étaient leurs adversaires. Cela est facile à comprendre après les grands désastres qui rendent suspects les libertés. Une fois la défiance éveillée, au sortir d'une terreur, de ses excès, il en est peu qui disputent à la répression ses comptes. Le profond Montaigne a dit le mot dans ce château, où M. Magne, son maître, aujourd'hui attise sa candidature pour occuper le siège législatif vacant laissé par M. Thiers. Ce brusque mouvement explique l'adage du grand penseur dont l'ancien ministre de Louis-Napoléon occupe les nobles tours : « *Je n'ai de rien tant de peur que de la peur.* »

Vérité qui trouve son à-propos dans la situation de la France.

Les scorpions qui poussaient d'affreux rugissements dans l'orchestre du *Père Duchêne*, étaient frappés d'aliénation mentale, en ne voulant pas re-

connaître que leur Commune ne pouvait, quoiqu'il arrivât, avoir qu'une mauvaise fin.

Que sont devenus ces embaucheurs de tant de victimes ? Quelle leçon !

Leur œuvre accomplie serait devenue une machine infernale dressée contre les gouvernements réguliers.

C'était donc provoquer toutes les forces sociales. Nous avons vu que l'anarchie communiste ne pouvait soutenir un pareil choc, en peu de temps elle se fut absorbée elle-même par les proscriptions des chefs, les uns contre les autres.

France, condamnez à jamais ces hommes de mensonge et leur système de mort ! Mais aucun parti ne peut, sans violer la loi de Dieu et compromettre le vrai progrès, prendre pour devise : « La fin justifie les moyens. »

La force ne fonde rien de durable, elle n'impose qu'une contrainte passagère. Qu'on ne puisse dire aux honnêtes gens : Vous avez brisé, il est vrai, les armes de l'arbitraire communal ! Était-ce pour frapper à votre tour, au mépris des lois, après avoir changé la monture ?

Votre droit et votre devoir, c'est de sévir contre les grands coupables, les chefs qui ont provoqué ces révoltes et accumulé tant de désastres.

Pour leurs nombreuses dupes, il faut laisser ouverte la porte du repentir à la suite d'une juste expiation.

Le serment, fait par nous tous, sur l'autel de la liberté, doit être tenu par vous qui avez l'honneur de représenter le pays !

Il n'est pas permis de supprimer le droit, mais la violation, l'abus appellent une énergique répression.

Il y a en Europe une gigantesque association de travailleurs.. Ceux qui ne connaissent pas la dynamique qui pousse en avant la force de l'esprit humain, s'imaginent que l'intimidation et les rigueurs peuvent enrayer ce mouvement. Erreur profonde ! Les mesures restrictives brûlent et consomment leurs provocateurs, emprisonnent souvent dans les rêts faits pour d'autres opinions, ceux qui en ont pris l'odieux devant l'avenir.

Les intrigues de certaines coteries bernent et décrient la politique dans des compétitions de places et d'abjects calculs. Ces arbitraires qu'il faut appuyer derrière une triple ligne de baïonnettes suspectes qui fraternisent à certains moments, disent assez que la force est dans la loyauté et la franchise. Ces usurpateurs et les révolutionnaires ces *gamblers* éperdus, engagent la cause de la société sur

un coup de dé, à la roulette des surprises et des coups d'État ; c'est ce qu'ont fait les Napoléon et la Commune.

Le vrai talisman, c'est la liberté fondée sur le droit. Les éléments de conservation vous les avez ; sachez les grouper, les animer, donnez pour guide votre expérience à leurs sentiments. Ne les embauchez pas ahuris à la manière de l'empire, ne les intimidez pas tremblants à la façon des gambetistes et des communistes !

L'instinct de conservation, l'amour du sol, le culte du travail ; voilà votre force !

Les propriétaires paysans qui ont la haine des partageux et des révolutions sont vos compagnons d'armes dans l'armée pacifique du suffrage universel.

Le régime dont ils ont vu les excès, qui a versé sur eux ses calamités n'a fait que les rendre plus opiniâtres pour défendre ce qu'attaquent les socialistes, c'est-à-dire la famille, la propriété.

Favorisez l'agriculture, que Sully appelait la mamelle de l'État, par des lois économiques ; il est juste que ceux qui cultivent la propriété y trouvent la récompense dans un lien plus intime et des garanties, stimulant du travail.

En leur donnant l'instruction, c'est conquérir

sur le désordre, c'est gagner la cause de la société. Mais sans la liberté constitutionnelle, municipale, départementale pour cimenter toutes les parties de l'édifice, on n'aura qu'une entente et des votes éphémères.

L'ordre, ce puissant levier, doit avoir pour point d'appui la solidarité des intérêts ; c'est ainsi qu'on peut opposer à l'*Internationale*, qu'on n'arrêtera pas, la vraie ligue nationale rurale et faire l'équilibre des forces sociales appelées à se contrebalancer.

Il n'y a pas de meilleur préservatif contre la contagion des folles utopies.

C'est la bonne direction de l'élément conservateur qui maintient en Angleterre la Constitution, et une propriété gigantesque, à l'aide de ce talisman qu'on appelle la liberté. Si les classes qui possèdent en France avaient le dixième de l'esprit pratique des Anglais, elles trouveraient dans la grande division du sol un point d'appui qui manque aux lords ; ils y suppléent par un généreux et habile patronage.

Voici un programme économique politique, conservateur, libéral. Trilogie inséparable.

Nous en avons tracé le galbe au vol rapide d'une pensée, qui pressent celles qui demain de-

manderont audience et qui franchiront, à leur tour, le Sénat législatif, si elles sont négligées ou éconduites. Voici un point de vue moral qui a son importance et est en quelque sorte la sanction indispensable d'une régénération bien nécessaire.

Notre pays vient de traverser une série de démoralisations funestes. Si le legs de l'empire, non répudié par Gambetta, pouvait se reporter dans les institutions à recréer, les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Les places, les monopoles dont le pouvoir resterait distributeur, ferait encore pulluler les intrigants et les rénégats, toujours empressés à tourner et retourner leur habit. Quand on se fait un solliciteur dégradé, on n'est d'aucun parti, on n'est pas Français. On est soi. Il se forme un vaste condottierisme où le lucre et la vanité sont tout. La conscience et le véritable honneur ont abdiqué.

Alors la trahison offre son opprobre comme garantie. L'habit brodé tient lieu de la dignité du caractère.

Les gouvernements qui ne se fondent que sur le fait, non sur le droit, ne seront jamais que des châteaux de cartes. La porte reste toujours ouverte aux révolutions.

IV

La trêve nécessaire.

LA MODÉRATION.

Après une suite de catastrophes amenées par les excès du despotisme suivi des provocations de l'anarchie, la modération devrait régler les conseils de la politique. Quelle pitié, quel discrédit s'attachent au défi incessant, aux intrigues dont l'Assemblée nationale n'a pu malheureusement se défendre !

Arrière les passions, les rancunes, le pugilat de paroles aigres qui sont trop souvent la mèche enflammée qui fait partir le canon des guerres civiles.

Il n'y a de politique saine et forte que celle qui se base sur l'honnêteté et la franchise.

Lorsqu'en 1851 s'établit cette alliance hypocrite entre Napoléon et ce que l'on appelait le grand parti de l'ordre, les habiles d'alors, M. Changarnier en tête, les violents qui ne parlaient que de substituer la force à la loi, étaient loin de se douter qu'ils frayaient la route au coup-d'État : il devait les saisir dans leur inviolabilité pour les conduire au Mont-Valérien.

Est-ce que parmi ceux qui les excitent ne pourrait pas se trouver un aventurier sans foi ni loi qui, le lendemain, *se mettrait du côté du manche*. C'est pourquoi, averti par l'expérience de l'histoire, pour ne pas encourir sa flétrissure dans l'aiguillon de son propre remords, le conclave des défenseurs de la famille, de la propriété devrait proclamer à l'envi : pas de plébiscite, farce dérisoire où tout est disposé pour le suicide du peuple ; pas de coup-d'État où l'on dérobe ce qui est imprescriptible, le droit de tous par la main du sicaire aviné et stipendié.

Il n'y a d'autre solution honnête, normale que dans une délégation spéciale du pays tout entier appelé dans ses comices, en connaissance de cause du mandat de sa volonté souveraine.

Une Constituante, choisie par lui, peut seule remettre la France dans la voie où est le salut.

Hors cette trêve nationale laissant les partis s'en

remettre au pays, tout est incertitude dans le présent. Un coup-d'Etat qui est le vol avec effraction appelle le vol avec meurtre. Ce serait là une solution d'empirique s'agitant non pour conjurer, mais pour appeler l'abîme ; *abyssus invocat*.

Dans ce temps où les principes, si flottants, si mal définis dans la perception du plus grand nombre, impriment à la convoitise l'insensibilité de l'égoïsme acharné, il en est trop qui épousent l'opinion dominante de l'heure. Ce n'est pas leur patrie qu'ils servent, c'est la satisfaction d'un intérêt personnel qu'ils poursuivent ; on s'inspire de ses convenances, on tient le front d'une coterie, on a sous le couvert d'une enseigne l'élasticité des circonstances, on s'improvise homme d'État, on bat en brèche les plus illustres, on a des mots superbes, de défailtantes pratiques ; surtout on lance, sous des formes adoucies, l'iconoclatisme révolutionnaire contre les expériences, les services ; on se mobilise au point de vue de clocher, pour retenir la faveur du groupe qui vous soutient. Combien, malgré eux, courtisent en la maudissant, l'erreur forcenée avec laquelle ils n'ont pas le courage de rompre ! Tacite faisait l'histoire des siècles et des partis, moucherons d'un jour, dans ces trois mots : *Pro dominatione serviliter*.

C'est en dépouillant l'égoïsme qu'on élève la pensée au-dessus des clameurs des passions mobiles comme les circonstances. Il est un parti immortel comme l'âme, c'est celui de l'humanité, de la liberté. Si des égarés se trouvent à la suite des chefs, par le divin sang du Rédempteur, on doit laisser ouverte la porte du repentir pour les ramener de l'erreur à la vérité. Après l'expiation, la réhabilitation non-seulement est possible, mais elle doit être promulguée par la justice. Mais, entonner l'hymne du désespoir, frapper avec fureur indistinctement, prodiguer l'hécatombe par l'exécution militaire sommaire ; non, ce n'est pas l'ordre ; celui-ci nous ne le reconnaissons pas. Ainsi que Caïn, il porte au front un signe terrible ; l'impie peut s'en parer, le chrétien doit le repousser. Ceux qui commettent ces actes-là doivent être reniés, la justice inflexible se solidarise dans l'intérêt social. Ces violences, ces catacombes, où l'on condamne à mourir des vaincus, laissent entrevoir un supplice qui glace d'horreur.

Voilà comment on décapite moralement et l'on charge d'une haine inextinguible une cause et l'avenir qui n'est à aucun parti, qui est à l'esprit de l'humanité, ce souffle de Dieu.

V

L'hallucination des esprits et les faux systèmes produisant la révolution.

Il est facile de faire de pompeuses phrases et d'élever jusqu'au paroxysme la passion guerrière, au point que Trochu lui-même a été opposé aux négociations pacifiques poursuivies par M. Thiers. Quand Jules Favre eut laissé entrevoir l'aurore de la paix par l'armistice, Gambetta protesta. Le parti extrême est toujours le même. Pour lui il n'y a ni réalité, ni raison. L'absolutisme d'un parti-pris est comme l'ignorance, il ne connaît pas d'obstacle. Mais la magie des mots n'influe pas sur les faits. On hallucine la foule et on ne prévient pas l'arrêt du destin.

M. Jules Favre, contre lequel se déchaîne la

haine de ses anciens clients, distillant le venin de leur rage et de la calomnie contre celui qui les couvrit si souvent de sa parole, avait dû subir la loi de ce maître irrésistible, « la famine. »

Paris avait résisté cinq mois au mépris de grandes souffrances de toutes sortes. Les départements avaient fourni d'élan ce qu'on leur avait demandé pour délivrer leur capitale. Tout avait été vain. Ce n'était pas seulement l'insuffisance stratégique du jeune ministre de la guerre, c'était tout un ensemble de lacunes, de défaillances, de désorganisation qui mettait la France hors sa force, et ses ressources pour une lutte que trop de fautes d'imprévoyance avaient rendue inégale.

Gambetta, en apprenant le parti auquel avait dû se résoudre son collègue, rugit. Il essaya, par des moyens d'un injustifiable arbitraire, de limiter les choix du pays appelé souverainement à manifester ses sentiments et à choisir ses mandataires. Il avait établi des catégories de suspects hors la loi commune et le droit de représentation. Il créait des parias de l'élection, de par la défiance dont le dictateur se faisait le promulgateur. Il n'enveloppait pas seulement les membres des familles dynastiques dans un commun ostracisme, c'était encore des fonctionnaires de l'empire écroulé réduits à l'ilo-

tisme politique. Il y eut un tolle de la part de tous ceux qui s'attachaient au droit et à la justice, tandis que les démagogues applaudissaient et hurlaient les hurrahs à cet odieux arbitraire. Le gouvernement casse la décision de leur collègue sécessioniste. M. Emmanuel Arago vient notifier cet acte de réparation. Alors Gambetta, se pliant dans sa toge, est forcé de donner sa démission. Le parti de la paix qui triomphait dans les conseils du gouvernement, allait recueillir dans les polls électoraux une irrésistible acclamation. Les élections eurent lieu. Le nom de M. Thiers est arboré partout comme le drapeau où la liberté constitutionnelle pouvait trouver ses meilleures garanties et son plus éloquent interprète. L'historien du Consulat et de l'Empire, l'ancien ministre, président du Conseil sous Louis-Philippe, le chef de l'opposition et du contrôle parlementaire, mais non du parti révolutionnaire, l'éminent orateur, illustre leader, un des plus vastes et nets esprits de ce siècle, le pilote expérimenté, sachant carguer les voiles, orienter le vaisseau au fort de la tempête, tel était celui vers lequel spontanément se portait la France ayant le sentiment de ses périls. Ils réclamaient le savoir pour remonter le double courant qui, par l'empire, par la république, avait fait la dérive nation-

nale. M. Thiers avait plaidé pour la paix au milieu des murmures, des interpellations des impérialistes, courroucés insulteurs de ce prophète, dont la parole puissante jouait avec les vagues furieuses de la folie du Corps législatif, comme le goëland, sûr de son aile, rase la vague agitée.

Ce grand triomphe de M. Thiers, qui rappelait en le dépassant celui de Lamartine, en 1848, était dans la logique de la situation et répondait à l'inclination de la France.

Le parti conservateur entrant en maître acclamé par le pays dans l'enceinte législative, comptait le duc d'Aumale, d'une grande intelligence; le prince de Joinville, cher à la marine, si populaire; tous les anciens noms de nos assemblées, une foule d'aristocrates de race, et de représentants de l'agriculture sacrifiée aux fonctionnaires sous l'empire, aux avocats, dissertateurs banals, sous la dernière république.

Paris, comme livré à un mauvais génie qui fut trop souvent celui de la France, avait nommé les Flourens, Félix Pyat, Mégy, près desquels Louis Blanc, Ledru-Rollin, choisis également comme d'anciens emblèmes, semblaient les revenants d'un autre âge, trop modérés (1).

(1) Un écrivain des débats M. Molinari, dans son récit des

Paris réservait plus tard à lui-même et à la France le fléau d'une révolution. Ce qu'elle a osé concevoir et a réalisé dépasse ce que les *Annales du Monde* offrent de plus terrible. Notre devoir est de le retracer. Voilà leur fraternité et le dernier mot de leurs utopies, dont on a vu le dernier et terrible décret pour tout ce qui possède et a un signe quelconque de talent, de vertu, de lumière.

Cette ville superbe pouvait régner, à la condition de n'être pas comme l'ogre de la fable, le despote absorbant les droits et la fortune de la France. Elle s'est suicidée en écoutant ces prôneurs d'une Commune où le crime, le vol, la violation de tous les droits, le meurtre devaient préluder à l'incendie en bloc par la main de ces forcenés.

Par les clubs, leurs journaux, les embauchages des plus abjectes passions, ils ont enivré leurs séides d'une fureur de pillage, de mort, d'incendie, cela au moment où la nation attendait de ses délégués la paix à l'extérieur, à l'intérieur, dans la concorde, par la sagesse, le travail, la modération, les moyens de réparer les désastres. La liberté constitutionnelle

clubs de Paris, montre comment ces fous, pris de la haine de tout ce qui a un signe de distinction ou de richesse, traitaient Louis Blanc et Victor Hugo, leurs coryphées.

pouvait seule, sous le guide de son plus grand homme d'État, guérir les plaies faites par l'empire et la guerre à outrance de la république. C'était un miracle qui n'était ni au-dessus des forces de l'homme d'État, rivé aux principes et à la fidélité de la parole donnée. La confiance qu'il inspirait à tous, son autorité légitime auprès des gouvernements européens et de leurs chefs, permettaient à lui seul de faire ce miracle; il l'eut accompli.

Le dernier drame dont Paris vient d'être le théâtre a glacé le monde d'épouvante.

A cette impression avide de connaître qui se précipite sous la plume de l'écrivain, nous venons rapporter le cri de la conscience prise d'indignation et le récit qui la justifie.

Paris, ce géant de force, de richesse et de beauté, vient d'être arraché aux mains qui, après l'avoir détérioré, ont voulu le tuer. Si elles n'ont pu accomplir entièrement cet infernal dessein, elles ont fait à la noble cité des blessures qui ne peuvent plus être guéries. Ses monuments détruits, ses trésors de l'art consumés par des incendies tels que les volcans n'en ont jamais produits, vouent à l'exécration de quiconque a une âme, les scélérats auteurs de pareils et d'aussi irréparables désastres.

Il est une question que pose le monde : Comment ces horreurs ont-elle pu s'accomplir ?

Lorsque les troupes de l'ordre social, ces soutiens héroïques de la famille, du droit et de la religion, ont pu entrer dans Paris plutôt qu'on ne pouvait s'en flatter, il était déjà trop tard pour prévenir les ruines et les malheurs qu'avaient résolus les communistes, dont la rage laisse loin en arrière les barbares les moins scrupuleux. Les rues étaient jonchées de cadavres et de blessés, l'atmosphère roulait des tourbillons de fumée suffocante, pendant que l'incendie emportait des quartiers entiers, des édifices gigantesques. Cela fascinait d'une indicible terreur les regards qui s'y attachaient involontairement ; c'était le palais de Justice, l'hôtel de ville, Saint-Sulpice, le Palais-Royal, le ministère des affaires étrangères, les Tuileries, etc.

Après les profanations commises sur des monuments, et en particulier dans les églises, le dernier acte de la tragédie devait semer l'épouvante du feu allumé par ces hypocrites gardiens du droit de la Commune. Sans doute que dans l'esprit de ces incendiaires, qui ont les noms avilis de Pyat, Delescluze, Rigault, détruire est le beau des révolutions. Après tant de leçons intérieures et extérieures, après tant de programmes et d'hommes de men-

songe adoptés par la crédulité du peuple, après tant d'opprobres subis par les classes éclairées, alors que ni les signes du temps, ni la voix du ciel, ni les avertissements des vrais prophètes ne rencontraient que l'indifférence stupide des uns, la corruption invétérée des autres; quand des journaux servaient tous ces embaucheurs et faisaient dérailler le monde des devoirs et de la foi, sans doute pour l'enseignement des générations futures plus heureuses, Dieu a permis que Paris, fit à ses dépens l'épreuve de ce que valent les systèmes décevants.

. . .

VI

La justice, pas la vengeance.

La terreur qui a paralysé les âmes, à Paris surtout, provoquait une réaction terrible. Le devoir de l'homme qui a des convictions et des principes est de ne pas céder à des impressions. On sait comment, dans ce flux et reflux d'événements, viennent ces implacabilités et proscriptions mutuelles. 1848 a fait l'empire; celui-ci, avec son coup-d'État du 2 décembre 1851, justifiait le 4 septembre 1870, qui l'a frappé sous la clameur de la foule, lui qui n'avait pas craint de renverser le gouvernement dont il était le gardien juré, par la main avinée de soldats qui avaient abattu tout ce qui faisait obstacle à leur César de contrebande. La Commune,

odieuse par ses excès, ses effroyables crimes, laisse derrière elle la gigantesque trainée de ses forfaits : des massacres éclairés par les flammes de toute une ville qui brûlait.

Sans doute, il faut nous rouler dans les cendres de l'humiliation, car jamais rien de plus affreux n'a épouvanté le monde. C'est la page de son histoire la plus lugubre par la réunion de tous les sinistres et de tous les désespoirs.

Ce qui reste non moins chargé d'embarras, d'orages, de répressions à faire frémir, c'est le lendemain.

Qu'on s'y arrête, qu'on y pense.

La réaction qui suit les grandes catastrophes est dans la nature humaine, elle semble inhérente à la vive imagination, à la nature prompte, sensible, inflammable du français.

Benjamin Constant, lui qui en avait les qualités et les défauts, et qu'il aurait pu tracer d'après nature, a dit : « Alors qu'il s'affaisse, rien ne le relève ; quand il s'emporte, rien ne le retient. »

Il est trop vrai qu'en France plus qu'ailleurs, en politique nos adversaires sont des vipères.

Quelle récapitulation à faire, quelle leçon de modération à puiser à ce souvenir !

Les girondins, les jacobins, les constitution-

nels, les idéologues du directoire, les bonapartistes, les royalistes, les républicains, les bonapartistes encore ont été des vipères, tour à tour les uns pour les autres.

Le malheur de la France, c'est que chaque parti au pouvoir a abusé, sauf un petit nombre de grands esprits, de grands cœurs, d'illustres renommées. Les autres, au gré des situations, « ont brûlé ce qu'ils avaient adoré, et adoré ce qu'ils avaient brûlé. »

C'est à se voiler la face et à redouter le lendemain enveloppé de pareils tourbillons, alors que l'âme a en elle ce *terrible pétrole* qui s'appelle la vengeance.

C'est par principe, autant que par conviction, que nous nous prononçons sans hésiter contre ceux qui poussent à une réaction impitoyable. Il en est de ceux-là que nous connaissons. Ce n'est pas l'heure de faire la guerre civile des souvenirs, des blessures aux amours-propres, au sein des désastres, en face des monceaux de cadavres, du dénouement de la tragédie de Paris.

Mais, à un autre point de vue, de grâce que l'on songe aux mille difficultés que l'on se crée quand on passe les bornes, *in medio stat virtus*. Aller

aux extrémités, c'est courir le risque de surprises et d'une chute terrible.

Le régime des coups-d'État quels que soient les enseignes, motif, but dont il se couvre, c'est le brigandage érigé en principe de gouvernement, c'est la dégradation d'un peuple auquel celui qui l'accomplit signifie l'*ultimatum* du mépris.

On a fait un crime à M. Thiers, à en juger par les journaux de la réaction (ici, il fallait entendre les divagations furieuses des bonapartistes contre l'éminent homme d'État, barrière infranchissable à leurs desseins), de la modération, c'est-à-dire de recuser la politique des mesures exceptionnelles en dehors de l'ordre légal. L'honneur à la foi jurée, est taxé de faiblesse par ceux qui ont violé toutes les lois, ont pratiqué tous les arbitraires pour conduire la France à Sedan et aux forfaits de la Commune. Qu'on les écoute encore ces énergumènes de l'ordre, qu'on fasse le coup-d'État contre l'humanité, l'avenir, qu'on proscrive tout sentiment libéral, on peut le dire, ils amèneraient un pronunciamiento, qu'ils ne pourraient étouffer, celui de l'esprit des nécessités du temps. Plus fort que les clameurs, il casse les arrêts d'une passagère impression, réprouve les lois de colère et les actes de vengeance ; la justice et la liberté ont toujours le dernier mot.

S'il en était autrement, il faudrait désespérer de la France.

Oh ! répétons-le, justice, mais pas de colère. Les gouvernements ne restent inébranlables sur leur base qu'en ne se laissant pas entraîner par les impulsions d'un faux zèle, qui souvent n'est que le masque de la trahison.

Voilà comment nous entendons l'intérêt social par le maintien des principes libéraux conservateurs.

Les sévères rigoristes, les implacables se recrutent dans les catégories suivantes : 1° les pauvres d'esprit de tous les partis qui ne connaissent que la force ; 2° les déçus frustrés dans leurs convoitises ou leur orgueil par les événements auxquels ils doivent leur chute : ils leur gardent une rancune sans pardon, aussi bien qu'aux hommes qui ne veulent pas être apostats comme eux ; 3° les fracasses impuissants qui faisant du zèle à défaut de l'esprit qui leur manque, essayent par là sous un habit d'arlequin à la mode, aux couleurs du moment, de se glisser subrepticement à une place, pour la conquête de laquelle ils n'hésitent point à faire échouer la société au cap des tempêtes.

Cependant ils sont de pauvres nautonniers ignorants les routes topographiques de la politique

dont ils ne savent distinguer la *longitude* ni la *latitude*. C'est cependant élémentaire. Mais on compte que les vains bavardages tiendront lieu d'idées.

Voilà comment on prépare de nouvelles révolutions. Qui s'en souvient ? Qui veut profiter de l'expérience du passé ?

A coup sûr ce n'est jamais l'esprit de parti. Encore est-ce moins ceux que domine une passion qui rend facile les despotismes et amène les communes. Savez-vous le nom de ce culte dont les nations sont toujours victimes ? C'est l'intérêt personnel.

Voici des réflexions du *Times*, précédant un récit émouvant.

Combien d'autres observations amères ne pourrait-on pas adresser à ces hommes *de moyens*, à ces fonctionnaires de tous grades, hier si abattus quand ils désespéraient de la victoire, aujourd'hui si hautains et si fiers parce que le triomphe de l'ordre est assuré ? Y a-t-il quelque raison de croire que la rude leçon qu'ils ont reçue les éclairera dans l'avenir, les rendra plus justes, plus sincères et plus sérieux ? Il n'y a pas lieu de l'espérer. Ces Parisiens de la décadence, comme on les a si bien nommés, n'ont rien appris et ont déjà tout oublié.

Le correspondant raconte comment les prison-

niers défilent, les uns l'air hardi et défiant, les autres la tête baissée et versant des larmes. Puis il continue :

Nous avons vu hier amener une centaine de femmes qui ont été capturées sur les barricades en servant dans les bataillons des communistes.

J'en ai vu quarante traverser l'avenue de Paris pour être conduites à la maison de correction. Quelques-unes étaient entassées dans un fourgon d'artillerie, d'autres à pied, marchant entre deux rangs de gendarmes. C'était un douloureux spectacle. Quelques-unes étaient vieilles, mais la plupart au-dessous de 30 ans, et deux ou trois de 18 ans à peine. Sept ou huit étaient habillées en cantinières et portaient un petit chapeau à plumes ou un képi couleur de poussière. D'autres n'avaient pour toute coiffure que leurs cheveux. Leur arrivée à Versailles a excité une vive curiosité.

Une foule immense s'est assemblée pour voir ces *communeuses*. Elles furent reçues par des rires insultants, des quolibets de mauvais goût et parfois de grossiers outrages. Les femmes surtout exhalaient leur fureur et j'ai vu l'une d'elles, en dépit de l'escorte, abattre avec son parasol le képi d'une cantinière. Celle-ci regarda cette femme et se mit à pleurer. De tous côtés on criait : *A bas le képi*.

Une grande jeune fille, d'assez belle mine, portant la veste et le képi militaires, resta couverte. Une femme s'avancait pour la forcer de se découvrir, lorsqu'un indi-

vidu de l'escorte, obéissant au cri de la foule, mit brutalement la main sur la tête de la jeune fille et, empoignant les cheveux avec le képi, la força de baisser la tête. Elle se retourna, jetant sur son persécuteur un regard plein de haine.

Je détournai la tête, me sentant blessé au cœur. Je me dis avec douleur qu'un peuple qui n'a pas de confiance dans la justice et dans l'efficacité des lois n'est pas fait pour la liberté.

Un peu plus loin je rencontrai un groupe dans lequel un homme déclamaient énergiquement contre le traitement que les insurgés de Paris infligeaient aux prisonniers. Il fut aussitôt arrêté et conduit au corps de garde. Je me rappelai que j'avais vu à Paris, il y a trois semaines, sous le règne de la Commune et de la garde nationale, des arrestations analogues et faites pour des motifs du même genre.

Des deux côtés nous trouvons le même esprit despotique, le même mépris pour la liberté d'opinion, le même instinct de tyrannie et d'oppression. Peut-on faire une nation libre avec de tels éléments?

L'Indépendance belge, sous la même impression que l'organe de Londres, complète ces détails :

A Versailles, soleil torride; poussière aveuglante, s'élevant en nuages sous les pieds des chevaux des cavaliers qui escortaient, le long de l'avenue de Paris, les convois des prisonniers. Foule mêlée : les sceptiques de la rue

des Réservoirs et des curieux de toute provenance, et des gens du peuple, des femmes en bonnets et des élégantes en robes de soie ; on attendait, on interrogeait, arrêtant qui les soldats, qui les députés arrivant de Paris.

Quand apparaissaient une foule d'hommes, de femmes, d'enfants, de soldats désarmés, une horde poudreuse, hâve, déguenillée, marchant essoufflée entre deux rangées de militaires à cheval, on se précipitait en avant pour voir... et aussi, trop souvent, je dois le dire, pour injurier.

Oui, des gandins parisiens réfugiés à Versailles, décoiffaient et parfois frappaient de leurs cannes les insurgés ; des dames en toilette, du bout de leurs ombrelles, accrochaient les cheveux des malheureuses qui marchaient parmi les prisonniers et lançaient l'invective à la face !

Si quelqu'un protestait, il était regardé de travers ; et pour peu que le protestant eût mauvaise tournure, il était empoigné et mené au poste.

Les plus modérés, parmi la foule, se bornaient à dire sur tous les tons, en désignant les insurgés : « Comme ces gens-là ont de mauvaises figures ! »

De mauvaises figures, je vous le demande, des gens qui viennent, après s'être battus pendant plusieurs jours, de faire cinq lieues à pied, et qui ont le visage noir de poudre ou couvert de poussière et ruisselant de sueur !

Ces scènes, leurs récits impressionnent péniblement et creusent entre les vainqueurs et les vain-

cus ces barrières de haine, qui sont les pierres d'achoppement où viennent se briser les gouvernements solidarisés, à tort, dans des excès qu'ils n'ont pu maîtriser. Parmi les incitateurs, l'opinion étrangère s'indigne de trouver les organes dont le rôle était d'abuser l'opinion. Toujours cette implacabilité que flétrissait M^{me} de Staël. Ah ! les belles considérations que développe cette femme célèbre, à ce sujet, dans son ouvrage sur la Révolution française.

Il est facile et commode de se placer d'emblée dans l'absolu et de faire les plus séduisants programmes. La perfection est dans l'idée qui n'a qu'à relever du rêve, mais l'imperfection est dans les actes qui, en politique, ont à compter avec tant d'entraves, d'intérêts, de passions.

On ne peut, sans forfaire au patriotisme, faire une guerre sourde à l'homme qui, à force de dévouement, de génie, par le crédit dont il jouit en Europe, ses connaissances dans l'organisation militaire, a pu simultanément servir et sauver la France par le savoir, la politique, la création solidaire d'une armée qui, cette fois, a été aussi bien organisée qu'elle a été bien pourvue et habilement commandée. C'est ainsi que l'on gagne les batailles par d'habiles combinaisons, non par la roulette du

hasard. Celle-ci est aussi perfide et funeste dans la guerre que l'est celle qui fait tant de victimes dans les jeux de Spa, de Monaco et de Hombourg. Elle ne laisse gagner, en définitif, que le banquier servi non par la chance, mais par les parts que lui a ménagées le calcul.

Le sentiment qui s'est fait jour sous notre plume ne nous est pas particulier, c'est celui qui, par Châteaubriand, Canning, Berryer, Broglie, Lamartine, Thiers, les plus nobles cœurs et les plus illustres voix, a protesté contre l'emportement du triomphe. Pas de ces outrages *à priori*, pas de ces exécutions sommaires. Elles attisent le brasier des discordes et des haines et rendent souvent impossible la tâche du réparateur. Elles feraient douter de l'humanité de la France, en mettant les taches de ce sang au disque du soleil de l'ordre vainqueur.

C'est en plaçant la vengeance au-dessus de la loi, c'est en se raidissant contre l'irruption des douleurs de tant de familles, c'est en verrouillant la porte qui doit rester ouverte au repentir que l'on produit ces désespoirs gros de nouvelles révolutions.

Qu'on se rappelle le cercle des proscriptions qui se succédèrent à Rome : Marius, Sylla, Pompée,

César, Antoine. Le vainqueur devenu le vaincu a subi trop souvent la loi impitoyable portée contre ses adversaires.

Sans recourir aux annales anciennes, les nôtres ne suffisent-elles pas à retenir sur cette pente où l'exécration semée fait rouler des avalanches de malheurs?

Il ne faut pas que les honnêtes gens s'y engagent : tout le leur interdit ; leurs principes, leur intérêt, l'opinion européenne, les droits de la liberté, la religion sublime qui ralliait la Chambre à voter la prière œcuménique de la nation implorant la miséricorde de Dieu.

Tel est notre consciencieux appel. S'il était repoussé, il faut qu'on le sache, la décadence de la France ne serait plus pour l'Europe qu'un fait enregistré par le parti de l'ordre, car lui-même ne serait dans la pratique, qu'un révolutionnaire à son insu.

VII

L'État de Paris.

L'IMPRESSION DU COMTE DE PALIKAO

Ce chapitre ne saurait avoir de plus intéressant épigraphe que l'extrait d'une lettre du comte de Palikao.

Ce général, dont nous avons dit dans d'autres ouvrages le rôle militaire et politique, traduisait ainsi ses impressions en revoyant au milieu des ruines ce Paris si brillant autrefois.

Jamais la parole du grand orateur romain « *quantum mutatus ab illo* » n'a reçu une plus juste et plus lugubre application.

« Je ne vous parlerai pas des crimes commis

par les scélérats de Paris que la justice de l'armée vient d'atteindre. Malheureusement, il en existe encore, non-seulement en France, mais dans toute l'Europe.

» Je suis allé hier à Paris, pour la première fois depuis le 4 septembre. Ma plume ne saurait vous retracer tous les désastres dont mon âme reste accablée.

» La destruction de tous nos monuments nationaux ne peut être l'œuvre des hommes, c'est le crime des plus infâmes démons que l'enfer eut pu vomir dans notre malheureuse capitale.

» Il faut avoir vu toutes ces ruines pour s'en faire une idée.

» Le palais des Tuileries fumait encore quand je suis arrivé devant ses débris.

» Au milieu de toutes ces calamités publiques dont le poids nous accable, Dieu m'a fait une belle grâce en conservant tous les miens, mais peu s'en est fallu que mon fils n'en fut victime. Un obus a tué un capitaine qui causait avec lui (1).

» Enfin, je l'ai revu sain et sauf, il commande aujourd'hui le quartier des Tuileries et son régiment bivaque sur la terrasse du Bord-de-l'eau. »

(1) Le colonel de Montauban, à Sedan, après avoir affronté la mort comme tant d'autres braves, en fut quitte par une légère

Ces démons, comme les appelle le général revenu de Pékin qu'il avait épargné, et devant se lamenter à la vue des ravages accomplis par des mains françaises, ont voulu accomplir la grande œuvre infernale. « Paris tout entier en flammes, un brasier de six lieues » formant l'incendie, gigantesque cortège de ceux des Tuileries, du Louvre, du palais de justice, de l'hôtel de ville, du Luxembourg, du Palais-Royal et de tant d'autres maisons attaquées par les fuséens du pétrole allumant des volcans, détruisant des milliers de vies, des milliards de fortune ; au sein de ces horreurs les démons, mâles et femelles, courant éperdus la torche à la main, dans des rues jonchées de morts, de blessés hurlant de douleur ; d'autres, des fédérés, jettant à l'air enflammé leurs malédictions et leurs blasphèmes. Ce n'est pas tout encore ; pour rendre la destruction plus certaine, les statégistes du plan bien connu

blessure ; il fut garanti par le fourreau de son sabre qui lui servit de cuirasse, car l'enveloppe en fut aplatie et tordue ; mais le vaillant officier fut conservé à son pays.

Nous l'avons vu au retour de sa captivité d'Allemagne ; en arrivant en France, il trouve la révolution communiste. Il mit son épée à la disposition du gouvernement. Il fait comme on le voit partie de l'armée de délivrance. Il ne retrouve que des ruines là où la France se montrait dans toutes ses splendeurs.

C'est un de ces tableaux qui exigerait un Bossuet et nous ne sommes qu'un chroniqueur.

Quelle parole peut monter à la hauteur de cette désolation !

aujourd'hui, faisaient verser des seaux de pétrole par les soupiraux des maisons; le bombardement devient l'allumette à millions de coup pour porter et attiser la flamme là où le personnel incendiaire ne peut accourir assez vite. Ces bêtes fauves, embusquées dans les maisons envahies, assassinent les soldats. Spectacle qui contient toutes les horreurs dont la simultanéité semblait impossible. Ce n'est plus l'enfer du Dante en fiction, mais dans une réalité, avec un caractère surnaturel que l'imagination terrifiante de Shakespeare n'a ni entrevu, ni décrit.

Des quartiers entiers ont été la proie de l'incendie. Il faut voir la rue Royale pour se rendre compte de la transformation de cette magnifique rue qui faisait l'admiration du monde.

Le faubourg Saint-Honoré, bordé de tant de palais, a été rudement éprouvé; la rue de Rivoli a subi le feu des obus qui a multiplié les crevasses; cet immense quadrilatère du ministère des finances, que l'incendie a dévoré, blesse le regard et oppresse le cœur.

De la place du Carrousel, les ruines du palais des Tuileries se montrent dans toute leur horreur; des tuyaux de cheminées se dressent comme des pyramides funèbres. Des trous rappellent les endroits

où furent autrefois les croisées, mais la fumée s'en échappe lentement aux rayons du soleil; les parties basses sont pleines de débris des étages supérieurs; à peine reste-t-il par-ci par-là une trace des richesses et des beautés qui rendaient naguère le palais célèbre.

De la place Napoléon on n'aperçoit pas beaucoup les dommages du Louvre, mais lorsqu'on se place dans la rue du même nom qui y aboutit, il devient visible qu'une des ailes au moins a été ravagée par l'incendie, tandis que le pignon Est a été fort endommagé par les bombes. A l'entrée de l'une des cours, un Français indigné avait écrit à la craie, en très-gros caractères : « Le peintre Courbet, crétin, idiot, Vandale. » Par parenthèse, Courbet a été tué, d'après les novellistes, d'au moins trois manières différentes. D'après l'un il est mort empoisonné à Satory, d'après un autre il a succombé à une insolation au même endroit, un troisième le tue à une barricade.

En avançant plus à l'Est, par la rue de Rivoli, on se trouve immédiatement dans le rayon d'une désolation complète. Depuis la mairie, des deux côtés de la rue, l'incendie n'a laissé que les murs de toutes les maisons jusqu'au boulevard de Sébastopol. Ici les flammes se sont étendues plus lar-

gement encore. Elles ont descendu et remonté ce boulevard, qui coupe la rue à angle droit. Dans la direction du Nord tout est brûlé, à très-peu d'exceptions près, jusqu'aux Halles. La place du Châtelet n'est qu'une ruine sur toute son étendue ; les murs sont noircis, crevassés et ruinés par les obus, tandis que les intérieurs se sont effondrés par la chute des toitures. La seule chose qui ne soit pas brûlée sur la place du Châtelet sont la tour Saint-Jacques, qui s'élève au centre du square, l'enseigne d'une des maisons qui font angle et le portrait du « Bon Diable ». Le diable est très-loin de paraître bon au milieu de toutes ces ruines infernales.

La grande barricade qui se trouvait sur cette place, et qui était la principale clef de l'hôtel de ville, a été en partie démolie. Sa tranchée est comblée — non pas avec de la terre seulement — et il coure de lugubres rumeurs d'après lesquelles il y a des cadavres sous les monceaux de pierres et parmi les ruines fumantes. Ce qui est certain, c'est qu'on a mis des morts à l'intérieur du jardin qui entoure la tour Saint-Jacques. Il y avait au centre une grande fosse qui ne fut pas comblée de suite ; mais on répandait une légère couche de terre sur les victimes, en attendant leur prochain enlève-

ment. Le long du grillage, à l'intérieur, il y avait des fosses moins profondes encore que celles qui furent creusées à la hâte par les fossoyeurs après Sedan. On dirait que la terre n'a pas été creusée et que l'on s'est contenté de couvrir les corps morts de la terre adjacente sur une épaisseur d'un pied au plus.

Il y a un cimetière du même genre, — si toutefois on peut appeler cela un cimetière, — à côté du boulevard de Sébastopol, dans le square du Conservatoire des Arts-et-Métiers. On y a enterré au moins une centaine de corps de cette façon ; et ce qui choque plus que toutes les horreurs que l'on peut voir actuellement à Paris, c'est que le jardin est ouvert, et que l'on y voit des femmes assises les pieds sur les monticules funéraires, que les enfants y jouent avec la terre accumulée et en font des châteaux et des barricades, et que des hommes dorment au soleil en prenant les monticules pour oreillers. Ils ne pouvaient cependant ignorer ce que recouvrait ce lit, car les enfants, — ou les chiens, — en grattant la terre en un endroit avaient mis à nu la jambe recouverte du pantalon garance d'un soldat de la ligne.

Entre la place du Châtelet et l'Hôtel de ville, et autour de ce dernier édifice, tout a été enveloppé dans une destruction commune par l'incendie. Si l'on

faisait de l'incendie une vertu et une profession, l'hôtel de ville ferait honneur à ceux qui y ont mis le feu, tant l'œuvre de destruction est complète. Tout ce qui en reste, ce sont ses murs extérieurs et le gros murs de séparation intérieure. Il est impossible qu'on le répare : il devra être reconstruit jusque dans ses fondements. Chose étrange, c'est que par-ci par-là une statue est restée debout sur les ruines, échappant au sort de ses voisines. Une double destruction est tombée sur l'hôtel de ville—les obus au dehors, l'incendie au dedans. Ses murs et ceux de la caserne Napoléon, qui est adjacente, sont abîmés et percés par les projectiles, quoiqu'ils fussent très-solidement construits.

Le parallélogramme de la rue Dauphine jusqu'à l'extrémité orientale de la rue de Rivoli a peut-être subi une destruction plus complète qu'aucune autre partie de Paris, ainsi que les alentours de la caserne du Château-d'Eau au bout du boulevard Saint-Martin. Les balles ont laissé leurs traces sur les pignons et les façades des maisons. A l'exception de quelques localités à l'Ouest, il n'est pas une seule rue qui ne porte plus ou moins les traces du combat.

Ce nécrologe architectural exigerait un in-folio.

Sur le boulevard, la ruine qui frappe le plus est le théâtre de la porte Saint-Martin.

Ceux qui ont vu représenter l'incendie de Pékin pouvaient-ils supposer que la fiction précédait la réalité ?

Cette pièce eût un immense succès, plus de cent représentations. Quand cette nouvelle arrivera aux Mandarins, il s'en trouvera plusieurs qui, avec l'esprit malicieux dont les savants ne se défendent pas toujours, prouveront, par le dogme de Confucius, que c'est la revanche de leur Dieu.

VIII

Les environs de Paris.

Nous avons déjà décrit les ravages aux environs de Paris ; c'était au moment de l'armistice ; depuis lors ils n'ont fait qu'accroître ; c'est le même tableau avec des noms différents. Cette porte Maillot, voie triomphale de la richesse jadis, témoigne de sa tristesse présente par la ruine de la station du chemin de fer.

Auteuil n'est plus qu'un souvenir.

Racine, La Fontaine, Chapelle, Hélivétius, Condorcet, Boileau, Rossini et tant d'autres hommes illustres y placèrent leurs délices. Aujourd'hui un cimetière est moins triste pour la vue que ces

tableaux de destruction qui se succèdent aux environs de Paris, comme jadis les chefs-d'œuvre dans la galerie du Louvre; mais au lieu des manifestations du génie, ce sont les témoignages des folies et des fureurs qui attristent et dégradent l'humanité.

IX

Les droits de la politique. — Les devoirs envers l'humanité.

La révolte vaincue, c'est à la justice à prendre le terrain.

Les chefs ne doivent échapper au châtimement que méritent leurs crimes : la société le veut ainsi ; mais cette expiation accomplie, à la politique échoit le sublime rôle de désarmer par la sagesse, par la modération des actes, les haines engendrées par la lutte ; il faut enlever à la guerre sociale ces étoupes non moins dangereuses que le pétrole.

Tous les courages, les vertus, les forces, les savoirs doivent s'unir. En ne restant pas sur la colère, en ne faisant pas de la force le droit, mais son ins-

trument moral, c'est le moyen de conjurer les périls. La vengeance enflammée ne saurait que les accroître. Les vides, les exécutions par la main du soldat se faisant juge *ab irato*, mettent aux veines et au cœur gonflé d'une génération un implacable ressentiment. C'est l'embuscade contre la société : les enfants du vaincu, ceux issus de la vengeance, guettent l'heure propice pour l'exercer. Le flot des vicissitudes de notre âge révolutionnaire la ménage tôt ou tard. La guerre sociale, voilà ce que cette exécrable Commune a voulu semer dans sa défaite. En mettant en fermentation les passions de la tourbe, en exploitant les ignorances, les embarras de la guerre, les socialistes ont recruté jusque dans les rangs du commerce, de la bourgeoisie qui étaient hostiles à ce principe de désorganisation; il y a là un grand enseignement. Les questions épineuses des échéances, des billets, des loyers ont exercé, on le sait aujourd'hui, une bien fatale influence, mal comprises qu'elles ont été par le législateur. Beaucoup de députés honnêtes, pleins de bonnes intentions, mais étrangers aux mœurs, à la détresse des classes pauvres, ne se sont pas rendu compte des besoins du boutiquier, de l'industriel débordés, drainés par le siège, et la mort des affaires. Il est certain que *l'ultimatum*

d'un répit dérisoire, au bout duquel il n'y avait que la faillite, la saisie du mobilier, du vêtement de la femme, ont contribué à attiédir beaucoup d'honnêtes gens qui n'ont pas épousé, mais n'ont pas combattu l'invasion de la Commune.

C'est ainsi que s'explique la journée du 18 mars.

M. Thiers, non moins versé dans les questions économiques que dans la politique, sait que la question sociale se dresse à chaque pas dans la grande et laborieuse œuvre de la reconstitution. Il faut l'aborder sous peine de voir la politique sombrer dans un dernier et plus terrible désastre.

Tout le monde dit cela. L'Assemblée doit concentrer sa force, ses lumières sans se perdre dans des intrigues étroites, des contentions de pouvoir; en vérité, ce serait ce que l'on appelle *regarder l'avenir par le petit bout de la lunette*.

L'Assemblée a sur elle le regard du monde et il faut qu'elle garde son prestige pour la France. Déjà M. Thiers, poussé à bout, fut obligé un jour d'employer le mot *tracasseries*. Il est facile de récriminer, de s'en prendre à un homme des défauts d'une situation. Ceci n'est pas le contrôle sérieux digne d'une représentation nationale. C'est ainsi qu'on a vu les blâmes infligés au chef du pouvoir

exécutif parce qu'il ne menait pas assez vite le siège de Paris.

Ces foudroyants oubliaient qu'on ne gagne pas la bataille avec une armée insuffisante. On a organisé les forces, c'était indispensable : la victoire en a été la conséquence.

Que signifient ces colères, feintes ou vraies, contre MM. Picard, Jules Favre qui, certes, ont eu le rôle utile et un grand courage ? Ils sont les hommes d'une situation.

Ceux qui les harcellent et les en précipiteront, sans doute, ne prouvent qu'une chose, c'est que des ambitions, des intérêts personnels les dominent beaucoup plus que le salut du pays.

C'est insensé de faire ces récriminations banales et injustes dans un moment où la tâche est à la hauteur du courage et de la capacité de tout le monde.

Les Mortimer-Ternaux et autres balbutient les prétendues fautes de l'exécutif. Que peuvent-ils faire, eux ? Où sont leurs titres, moyens, crédit, soit auprès de la France, soit auprès des capitalistes, pour contracter l'emprunt, soit auprès des cabinets étrangers (1) ?

(1) M. Thiers, choisi chef du pouvoir exécutif, fut l'objet du témoignage des plus flatteuses sympathies des gouvernements étran-

Dans les conjonctures ordinaires, les hommes d'État de pacotille suffisent; dans une situation aussi grave que celle où est la France, il ne faut laisser à personne une illusion déplorable. Eh bien! une main très-expérimentée peut seule conduire le char qu'une main novice verserait.

Au moment où la fin de ce drame laisse tomber la toile sur une scène désolée, alors que l'écho répercute encore la fusillade qui s'est prolongée malheureusement après et hors le champ de bataille, il faut songer à ce qui est le plus propre à prévenir le retour de cette effusion de sang humain ; car c'est le solde de toutes les révolutions.

Des fanfares purement militaires n'apaiseront, ni

gers. Nous choisissons, comme exemple, la reconnaissance de l'Autriche. Il en fût de même de la part de l'Angleterre, de la Russie, etc.

« Nous ne pouvons qu'être confirmés dans cette intention par la décision qui a été prise de nommer M.Thiers, chef du pouvoir exécutif.

« La longue carrière politique de cet homme d'État nous est un sûr garant que les destinées du pays dans cette crise importante sont confiées à des mains aussi habiles qu'expérimentées et que les rapports de la France avec les puissances amies seront cultivés sur le pied le plus satisfaisant.

J'autorise donc Votre Altesse à déclarer au gouvernement français que l'empire austro-hongrois est prêt à entrer avec lui dans les relations officielles d'usage et à procéder de suite au rétablissement, de part et d'autre, de représentants régulièrement accrédités. »

ne préviendront le retour de cette hécatombe exécrable.

M. Ducros, l'autre jour, déchargea sur M. Picard et les hommes du 4 septembre, le *revolver* de l'esprit de parti.

L'honorable général, avec le sentiment de la justice distributive de la part qui revient à chacun, n'aurait pas dû oublier que la campagne du ministre, contre la première levée de boucliers de la Commune, a été plus heureuse que la sienne contre les Prussiens.

Mais l'esprit de parti ne saurait éviter ces contresens.

On devrait cependant considérer en ce moment que le sphynx de l'avenir est là qui offre des énigmes, où la rhétorique des personnalités et la préoccupation personnelle sont un choquant hors-d'œuvre.

Il y a devant nous un océan très-agité. Il faut un grand pilote pour conduire le navire.

Ce ne sont pas les capitaines inexpérimentés, ceux qui ont été tout à la fois si *malhabiles* et si *malheureux*, qui peuvent diriger la manœuvre et conduire au port.

La boussole qui marque la ligne, c'est la sagesse dans la science politique. Quant aux fanfaronnades,

on sait ce qu'elles ont amené pour l'empire : les illusions ont achevé le désastre par la préconisation oratoire des moyens belliqueux surannés de Gambetta ; la Commune, ce révélateur nouveau, a fait de la scélératesse le code de ses ruines. Ainsi il faut, dans l'abîme où a été jetée la France, deux avirons, l'un s'appelle la science, l'autre est le sentiment.

La religion, l'humanité, l'intérêt social, le lien à établir entre les classes, les principes de la civilisation, sont impliqués dans cette seconde partie de la tâche de l'homme chargé de diriger le gouvernement de la France.

Jamais plus grande carrière et plus lourde charge de responsabilité.

Là, il faut que la conviction, le cœur s'élèvent au-dessus des clameurs et des cris de vengeance.

C'est d'autant plus nécessaire que l'Europe s'est émue non moins que l'humanité ne s'est troublée. Voici pourquoi, avant que le compte de l'avenir ne soit grossi d'actes dont le passif serait trop accablant, il faut adjurer au nom des meilleurs sentiments.

Le cœur ému n'admet pas des calendes grecques, pas même les ides de Mars : sa revendication doit être spontanée.

Nous ne sommes que l'écho de la conscience pu-

blique qui précède et inspire l'arrêt de l'histoire.

En lisant certains détails, on se rappelle l'acte de Mucius Scevola, dont Porsenna disait : « Il faut » s'attendre à tout, mieux vaut la paix que la lutte » avec des hommes capables de si terribles résolutions. » Ce caractère indomptable n'est pas isolé, mais collectif ; cette insurrection, sans précédent pour l'acharnement de la lutte, tient à garder sa farouche préséance jusque dans son agonie.

Les journaux étrangers fourmillent de récits où se montrent l'insouciance railleuse des vaincus narguant les vainqueurs et la mort.

Trois insurgés sont saisis les armes à la main. Une fois désarmés, ils demandèrent où on les conduirait. « Au parc Monceaux ! répondit l'officier. — C'est bien loin, reprit un des communeux. N'y aurait-il pas moyen d'en finir tout de suite ? — Pas d'observation, et marchez ! » Un peu plus loin, sur le boulevard, les prisonniers s'arrêtèrent : « C'est pas la peine de nous faire faire tout ce chemin, ajoutèrent-ils ; finissons-en ! — Vous y tenez ? répondit le chef de l'escorte ; eh bien, soit ! » On les conduisit dans une arrière-cour, où ils s'alignèrent d'eux-mêmes le long du mur, et s'offrirent sans broncher à la décharge du peloton d'exécution. Quand on songe à la mollesse évi-

demment volontaire que ces mêmes hommes montraient devant les Prussiens, il est manifeste que pour eux l'ennemi n'était pas l'étranger, mais l'ordre social.

L'Étoile belge, dans sa curieuse correspondance, raconte ce qui suit :

« On doit signaler un des phénomènes moraux qui s'est révélé depuis la défaite de l'insurrection. Je veux parler du fatalisme et de la résignation à la mort dont sont possédés les insurgés combattants. Sans doute, il s'en est trouvé des milliers qui, au dernier moment, ont eu peur et ont fait tout ce qu'ils ont pu pour échapper à la mort. Mais la majorité de ceux qui se sont battus avec acharnement et qui ont été pris les armes à la main, savaient très-bien quel sort les attendait. Il semble qu'une logique inexorable les poussait. Ils avaient tué pour gagner une partie. La partie était perdue, ils sentaient qu'ils devaient être tués à leur tour. La plupart ont été au devant de la mort, comme les Arabes après les batailles, avec indifférence, avec mépris, sans haine, sans colère, sans injure pour leurs exécuteurs.

» Tous les soldats qui ont pris part à ces exécutions et que j'ai questionnés, ont été unanimes dans leurs récits.

» L'un d'eux me disait : — Nous avons fusillé à Passy une quarantaine de ces canailles. Ils sont tous morts en soldats. Les uns croisaient les bras et gardaient la tête haute. Les autres ouvraient leurs tuniques et nous

criaient : — Faites feu ! Nous n'avons pas peur de la mort.

» Un soldat de marine, très-brave, très-bon militaire et très-humain, me racontait la laborieuse et sanglante pérégrination qu'il avait faite, à travers tout le faubourg Saint-Germain, le Panthéon, le pont d'Austerlitz et le quartier Saint-Antoine.

» — Nous avons, me disait-il, un colonel qui est un excellent homme et qui n'aime pas le sang. Nous n'avons tué que ceux qui avaient voulu nous tuer. Les autres nous les avons faits prisonniers.

» Pas un de ceux que nous avons fusillés n'a sourcillé. Je me souviens surtout d'un artilleur qui, à lui tout seul, nous a fait plus de mal qu'un bataillon. Il était seul pour servir une pièce de canon. Pendant trois quarts d'heure, il nous a envoyé de la mitraille et il a tué et blessé pas mal de mes camarades. Enfin, il a été forcé. Nous sommes descendus de l'autre côté de la barricade.

» Je le vois encore. C'était un homme solide. Il était en nage du service qu'il avait fait pendant une demi-heure. — A votre tour, nous dit-il. J'ai mérité d'être fusillé, mais je mourrai en brave.

» Un autre soldat du corps du général Clinchant me racontait comment sa compagnie avait amené sur les remparts quatre-vingt-quatre insurgés pris les armes à la main.

» — Ils se sont tous mis en ligne, me disait-il, comme s'ils allaient à l'exercice. Pas un ne bronchait. L'un d'eux, qui avait une belle figure, un pantalon de drap fin fourré

dans ses bottines et une ceinture de zouave à la taille, nous dit tranquillement : Tâchez de tirer à la poitrine, ménagez ma tête. — Nous avons tiré, mais le malheureux a eu la tête à moitié emportée.

» Un fonctionnaire de Versailles fait le récit suivant :

» — Dans la journée de dimanche, j'ai fait une excursion a Paris. Je me dirigeais près du théâtre du Châtelet vers le gouffre fumant des ruines de l'hôtel de ville, lorsque je fus enveloppé et entraîné par le torrent d'une foule qui suivait un convoi de prisonniers. Les gamins marchaient en tête, courant pour prendre les meilleures places. Quelques-uns grimpaient sur des débris de poutre, sur des murs écroulés. D'autres suivaient en criant et en appelant. »

Trop souvent l'âme excitée, stupéfiée par le sang et l'horreur du crime, cesse de se posséder elle-même.

Il est des choses incompréhensibles pour le chrétien et le philanthrope.

L'indignation la plus légitime doit avoir pour frein la raison supérieure.

Il n'est pas permis de se faire justice soi-même. Écartez ce principe, abolissez cette loi fondamentale, la société n'est plus qu'une arène sanglante; alors que la France a vu les horreurs d'une guerre fratricide tacher son histoire, il ne faut pas y ajouter une autre page non moins triste.

Le crime même, pris en flagrant délit, ne doit pas rencontrer la vengeance de l'individu : la société seule, par sa justice régulièrement constituée, est armée du redoutable droit de la mort.

Mais qu'est-ce à dire si c'est le simple soupçon qui, en violant la justice, frappe au hasard ?

Quand ceci s'accomplit sous les impressions d'une multitude, puis encore des autorités militaires qui n'attendent pas la preuve, le monde proteste et flétrit.

Le triomphateur qui tue soudainement se fait juge et bourreau, usurpe le droit de la société, il est comptable envers elle, envers l'humanité.

En face de cette orgie de sang c'est un devoir, c'est un honneur de revendiquer la loi de Dieu et de dire à ceux qui s'égarent, aux peuples que l'on excite : Non, la passion n'est pas la raison et les convertisseurs du sabre compromettent la cause qu'ils prétendent servir.

Cela est si vrai que la presse étrangère n'a qu'une réprobation contre les exécutions sommaires, dans lesquelles, au dire du *Times* et de tous les journaux de l'Europe sans distinction de nuances, un général, officier de l'ex-maison impériale, aurait joué un rôle bien déplorable.

Il escortait une colonne de prisonniers dirigés

vers Satory ; il en fait mettre hors rang quatre-vingt-deux et les fait fusiller à l'Arc-de-Triomphe. Plus loin, vingt pompiers et douze femmes dont l'une était âgée de 70 ans, furent également exécutés.

Cet homme s'appelle le général de Galiffet. C'est un triste legs de l'empire.

Des deux côtés, on est dans un état d'exaspération tel qu'il est facile de confondre amis et ennemis.

Dans un endroit quatre-vingts cadavres empilés les uns sur les autres ; plus loin une masse de bras, de jambes détachées, de têtes fracassées, le sang inondant la rue.

« Près du parc Monceaux a eu lieu un triste épisode. Les soldats s'emparèrent d'un homme et de sa femme, et voulurent les conduire à la place Vendôme, à un mille et demi de là. C'étaient deux valétudinaires qui ne pouvaient marcher aussi loin. La femme s'assit sur le trottoir et refusa de bouger, malgré les prières de son mari qui la conjurait d'essayer. Elle persista dans son refus, et tous deux s'agenouillèrent ensemble, suppliant les gendarmes qui les accompagnaient de les fusiller de suite si cela devait être ; vingt revolvers furent déchargés sur eux, mais ils respiraient encore, ce n'est qu'à la seconde décharge qu'enfin ils tombèrent morts. Les gendarmes s'en allèrent abandonnant les cadavres où ils étaient tombés.

« Un convoi de 700 prisonniers vient de passer sous

ma fenêtre escorté par une compagnie de hussards. Parmi eux se trouvait une femme aux longs cheveux noirs tout dénoués, qui paraissait récalcitrante, et qu'on ramenait dans les rangs à coups de plat de sabre. Elle tenta plusieurs fois de s'échapper, et enfin, ayant lassé la patience des vainqueurs, un soldat lui tira un coup de revolver au cœur. Elle tomba ; le cortège passa, et je vois encore le monceau de vêtements sombres qui servait d'enveloppe à son cadavre. »

(Etoile belge).

Nous ne voulons pas nous faire l'écho, prendre la responsabilité de tous les récits qui circulent à l'étranger au sujet de ces terribles représailles. Assez de journaux anglais et américains se chargent de les reproduire. Nous appelons de tous nos vœux des rectifications, des démentis. Mais ce qui doit se dégager de ces impressions, de ces rumeurs sinistres, c'est que la force armée, qui défend la société ne doit pas après la victoire se substituer au juge. A lui seul appartient le droit de mesurer la culpabilité et de prononcer la peine. Il ne s'agit pas seulement d'éviter la confusion des pouvoirs, dont Montesquieu a dit le danger, mais il s'agit encore de ne pas laisser aux fils vaincus l'accès à une requête imprescriptible à introduire dans l'avenir, au nom de l'humanité, contre les fils des vainqueurs.

Beaucoup de malheureux sans doute aussi ont été frappés pour des crimes imaginaires. C'est ainsi que plusieurs femmes ou enfants, réputés avoir versé du pétrole, auraient péri victimes de l'erreur populaire.

Dans tous les temps, la frénésie des foules, aiguillonnée par les fausses impressions, dépasse les bornes; elle se jette dans d'affreux excès.

L'histoire est là : sans remonter son cours, il suffit de rappeler, au temps du choléra, les sévices du peuple croyant voir partout des inoculateurs du fléau.

Naguère, c'étaient des espions prussiens; plus tard, tout inconnu était réputé un agent de police versaillais; aujourd'hui, les incendiaires étaient nombreux, sans doute, mais on a imputé ce crime à beaucoup d'innocents.

Dans ce flux et reflux de sentiments opposés, la multitude va à l'extrême; plus la chose est horrible, plus elle y croit.

Il faut maudire la Commune et livrer les chefs à la rigueur des lois, mais ces exécutions en masses, ces meurtres sommaires de femmes, d'enfants on ne saurait trop les réprouver.

On ne fera jamais naturaliser par l'Europe, absoudre par l'histoire, de pareilles horreurs.

Il faut déplorer ces violences militaires de quelques chefs qui s'oublient, en dehors des lois et du gouvernement qui, assurément, ne leur a pas donné de pareils ordres.

Que Dieu garde la France des procédés du 2 Décembre et des abominations de la Commune !

Ainsi, point de merci pour les chefs des brigands fiéffés qui n'ont rien respecté, qui ont conduit tant de pères de famille à leur perte, cela est incontestable ; mais pour leurs dupes, il doit y avoir une autre loi, d'autres procédés.

Encore doit-on trembler à l'idée qui n'est pas un mythe que beaucoup d'innocents succombent dans cette justice sommaire.

On sait ce que le Christ a dit à cet égard : « Le sang innocent versé, crie vengeance. »

La modération est le fruit de la sagesse politique, laquelle n'est elle-même que le produit des études et de l'expérience.

Il faut à la tête des cabinets un homme d'État gardien des lois et de la civilisation ; le militarisme a pour place le champ de bataille. Montesquieu a prédit les charges et les périls que les militaires apporteraient à l'Europe ; l'histoire a prouvé, jusqu'à en faire un axiome, que les généraux, sauf de rares exceptions, fondaient le gouvernement bien

plus sur la charge en douze temps que sur le droit et la liberté du contrôle.

Le char d'une politique vraiment nationale et féconde ne peut avoir pour guide l'implacable Némésis ayant pour coursiers les furies indomptées.

X

La pente révolutionnaire et l'abîme.

(CE QU'ÉTAIT RAOUL RIGAULT.)

Semblables au torrent qui a rompu la digue, les révolutions emportent tout ce qui se trouve sur leur passage.

Les réactions, au nom des principes qu'elles démentent par leurs actes, vouent à leur tour de nombreuses victimes au Moloch nouveau. On a tué pour un progrès imaginaire, on a égorgé pour un ordre incertain.

Toujours du sang !

Châteaubriand a dit que rien n'était plus implacable que la logique de l'esprit de parti.

Au moment où la fusion occupe les esprits, ce n'est pas un hors-d'œuvre d'embrasser, dans un rapide tableau historique, la série de perturbations ouvertes par la révolution, foudre toujours suspendue au bout de la politique d'expédients.

C'est ce que témoignent les quatre-vingts dernières années, où la fortune de la France a été ballottée sur tant d'écueils, et a failli périr, corps et bien, dans l'incendie de la Commune.

« Les héros de juillet » étaient « les fils et les héritiers des héros de la Bastille et du 10 août. » La convention, les gouvernements bâtards, le directoire, le consulat, même l'empire ne furent que des variétés d'un système anormal, usurpateur.

Le second empire et les Napoléon de toutes les branches ne pouvaient être que des fruits de l'arbre de la tyrannie violatrice du droit. En dépit du baptême sur le fond plébiscitaire, le péché d'origine restait ineffaçable.

Le gouvernement du 4 septembre, issu lui-même d'un mouvement de la rue, était plus justifiable que l'empire.

Les hommes de l'hôtel-de-ville surgirent au souffle des émotions qu'apporta le désastre de Sedan; il laissait le trône vacant.

Une régence espagnole et un enfant ne pouvaient être tenus pour une solution sérieuse, outre qu'elle n'était pas française.

La crainte de la démagogie, prête à faire sa proie de la France, fit adopter, comme abri provisoire, le gouvernement de la défense nationale.

Mais l'anarchie frustrée épiait l'heure propice au coup qu'elle avait prémédité. Deux fois refrénée, elle prend sa revanche, à l'aide des calamités de la guerre : la Commune triomphe au mois de mars pour un règne éphémère de soixante-sept jours.

Il était destiné à s'évanouir dans les tourbillons d'un incendie qui projettera l'épouvante sur les âges les plus reculés.

Tel est le résultat amené par ces *clowns* du ruisseau sanglant, qui ont fait toutes sortes de gambades, comme équilibristes de la révolution, au milieu des applaudissements, ou du moins de la passivité de cette galerie qui s'appelle la France.

On a glorifié l'esprit de révolte ; les rhéteurs qui font métier et marchandise de la mission de l'écrivain, dégradée dès lors, des orateurs à poumons sans raison ni talent, se sont mis à berner la multitude, à conquérir ses suffrages, en enflammant ses passions par les travestissements les plus gro-

tesques, au lieu de la moraliser et de l'éclairer par l'austère vérité.

C'est ainsi qu'on a rompu, fil par fil, l'écheveau des devoirs qui forme l'unité sociale.

On a élevé à la hauteur du génie, la bassesse des crimes révolutionnaires de 93.

Châteaubriand, dont le regard d'aigle plongeait dans l'avenir, prédit les conséquences de cette funeste école.

C'est le matérialisme qui prend pour levier les vices des hommes, au lieu d'agir avec leurs vertus.

On a isolé les droits du peuple proclamé suprême arbitre, au mépris des devoirs que réclame l'obéissance aux lois.

On leur a dit que dans cette vie, sans passé comme sans espérance, il n'y avait qu'à jouir; que l'autre vie n'était qu'une invention des théocraties.

Seulement ces philosophes dont l'honneur, cette religion du monde, restait le frein, devaient avoir pour successeurs inévitables ceux qui auraient regardé les rentes et la seigneurie de Ferney à M. de Voltaire, comme un larcin envers les négateurs du capital et de la propriété.

On n'en saurait douter, le droit, la fortune, que

l'investiture en soit conférée par l'hérédité ou le travail, « c'est un outrage au prolétaire. »

Il est beau l'évangile communiste, on peut en juger à ses fruits !

Ainsi les doctrines dissolvantes font les hommes pervers. M. Labouchère, ancien ministre, avait raison d'assimiler la responsabilité de l'homme de Sedan, usurpateur par un coup d'État sanglant, à la Commune qui a proclamé le droit divin du meurtre et de la spoliation.

Quels étaient les apôtres qui promettaient à ce peuple abusé l'âge d'or du socialisme ? Des faussaires, des assassins, des échappés des pénitenciers, du bagne même, ou des insensés comme Beslay, Delescluze, Pyat.

Puis venaient les auxiliaires du second plan ; des ivrognes, des ignares plus féroces au fur et à mesure qu'ils descendaient les degrés de l'échelle intellectuelle.

Tant il est vrai que le droit de gouverner n'appartient qu'aux supériorités sociales.

Le savoir, en élevant l'esprit, en le dégagant des impulsions matérielles, ennoblit aussi le cœur.

Cette orgie a duré soixante-sept jours. Les postes occupés n'étaient que trop souvent l'occasion

de faire main basse sur les caisses publiques ou les caisses particulières.

Alors on comprend comment ces Brutus nominaux, Robert Macaires en action, sont capturés, les poches pleines d'or et de billets de banque. Tel est le but où les conduisent l'ambition et le crime sur un monceau de victimes ! Car cette parole s'accomplira jusqu'à la fin des temps : « Qui a tué périra à son tour. »

Comme si cette révolution devait compléter son enseignement par la multiplicité des horreurs, dont une seule suffirait à constituer un scélérat digne *de la hart*, ce sont des étrangers qui ont pu prendre la direction de l'œuvre infernale.

Rossel lui-même a déserté l'autre, en flétrissant ses collègues.

Cluseret était plus Américain que Français ; sur 80 membres, l'état-major de la Commune comptait plus de 50 étrangers.

Les journaux en ont donné les noms. Un grand nombre de chefs de corps étaient le crime, l'infamie en uniforme.

La débauche suivait leur cupidité. Le type de ces sycophantes démagogiques trouvait son hideux idéal en Rigault : il plaçait la concupiscence dans la férocité, jouissant des tortures des prisonniers

dont il a fait des martyrs; lui pour lequel il n'y avait rien de sacré, se rendait le soir au théâtre qu'il a fait brûler depuis : avec un cynisme incomparable qui dépassait celui de la décadence des césars éhontés, il houspillait les actrices, tremblantes devant son pouvoir; aussi prenait-il toute sorte de licences.

Coiffé d'un élégant képi, sa physionomie qui suait le crime attirait les regards. Il venait sur le perron, ses officiers l'environnaient comme s'il eut été un conquérant, les ordonnances se succédaient pour lui rendre compte de l'exécution des ordres sinistres, des massacres dont il a semé son rapide mais ineffaçable passage.

« Si tant vaut le laboureur, tant vaut la terre; tant est le chef, tant sont les soldats; » dit le proverbe.

On peut imaginer ce que devait être une armée conduite par de tels chefs et un gouvernement portant la charge, l'impuissance, le sceau sinistre de pareils bandits.

Il y en avait au moins 30,000, poussés par la malice désespérée de leur condition.

Échappés des bagnes et des prisons, gradués dans l'infamie, grands officiers du crime, ils remorquaient les foules à force d'audace; ils y joignaient

l'ascendant que l'habit galonné exerce sur la bourgeoisie, grâce à l'énervement de la centralisation.

Étrange anomalie, on se rue contre les distinctions du sang, on se courbe devant le charlatanisme du costume.

Pour la province, longtemps marionnette des préfets de l'empire, l'homme, quelle que fut sa valeur, était rarement le métal qu'on escomptait ; l'empreinte officielle faisait tout.

Ainsi s'explique cette course folle d'une population allant du bonapartisme qui a tout exploité à une Commune qui, empêchée d'absorber par la défaite, a voulu tout brûler.

Si cela continuait, la France témoignerait contre elle-même de l'abjection de sa décadence.

Les gouvernements d'usurpation ou de révolution n'ayant aucun principe, matérialistes de la violence, ne peuvent avoir qu'un but : eux-mêmes.

L'empereur a fait d'une capitulation qui livrait la France, le rachat de sa chair alarmée.

La Commune, par la même impulsion d'effrayant égoïsme, faute de pouvoir être reçue à merci et d'avoir un palais de Willhemshohe pour retraite, a voulu que Paris eût le sort d'Herulanum. Il n'a pas dépendu d'elle d'y enfouir, sous les débris d'une

flamme plus terrible que celle du Vésuve, des citoyens qu'elle ne pouvait plus tyranniser.

Ainsi s'explique cette révolution, quand on vient à considérer ce qu'étaient les chefs et leurs instruments.

Au nom de la république, ceux qui voulaient rendre le suffrage universel vassal de leur volonté, ont infligé au gouvernement qu'ils prétendaient servir, un discrédit auquel doit correspondre tout une série d'événements.

Le cours du monde est changé.

Dieu fasse que la France ébranlée, jusque dans ses fondements, trouve un centre où elle puisse grouper les garanties que lui a ravi la révolution non moins funeste à la liberté qu'à la tradition.

École fatale qui n'a su que désorganiser sans avoir eu jusqu'à ce jour d'autre puissance que celle des ruines (1).

(1) « Il faut, disait un orateur au club de la *Marseillaise*, imiter l'héroïsme des Russes qui ont brûlé Moscou ; il faut mettre le feu à Paris. »

« On prétend, disait un autre orateur au club Favié, à Belleville, que la Commune arrivera trop tard pour sauver Paris ; eh bien, après.....? S'il est trop tard pour le sauver, nous le brûlerons et nous ferons justice des réactionnaires égoïstes, des propriétaires qui nous exploient et de tous les boutiquiers qui sont les *punaïses* du peuple. Nous brûlerons les Prussiens du dedans avec ceux du dehors. Ensuite nous quitterons Paris pour n'y plus

Telle a été sa mission diabolique.

Toutes ces émancipations, cette souveraineté de l'homme usurpant sur la société, niant Dieu, ont pour finale l'anarchie des intelligences qui prépare et produit le chaos matériel.

« C'est que la vertu elle-même a besoin de règle pour alléger l'homme du poids de ce qu'il a de plus lourd à porter, c'est-à-dire des vacillations de sa propre volonté. »

Voilà ce qu'a dit M^{me} Georges Sand. — Mais si cet anatomiste du cœur humain veut ce frein pour le juste, à plus forte raison doit-on le demander pour la foule. Outre son ignorance dont elle est le jouet, elle a pour l'égarer le charlatanisme de ses tribuns, l'abrutissement de l'alcool, enfin l'envie, ce serpent qui a poussé à la sédition dont l'incendie a marqué l'effroyable agonie.

revenir. L'orateur déclare, en ce qui le concerne, qu'il a l'intention de se retirer à la campagne, dans le village où il est né, il y mènera une vie obscure, *et cætera*.

XI

Le mouvement de l'opinion. — Liberté, vérité, sincérité. — C'est la force dans le droit. — Monarchie, république.

La défaite des communistes, suivie de la remise des forts par les Prussiens à la France devait, amener le mouvement d'opinions qui se produit aujourd'hui.

Il n'est pas un phénomène; le sentiment monarchique sort des entrailles de la nation française.

L'empire des faits accomplis a une si grande puissance, que la république était fondée si la modération et la sagesse eussent pu garder les rênes qui ont été dérobées par la main sanglante de la Commune.

Ses actes, l'épouvante qu'elle a tenu à léguer au monde devait amener, de la part d'un peuple aussi sensible que le nôtre, une réprobation englobant les fauteurs aussi bien que le principe sur lequel s'appuyait leur audace. C'est nommer la république.

Dès lors, la fusion apparaissait seulement dans les traditions, les incalculations d'un sens commun aux deux branches, elle s'imposait encore à elle comme un devoir sacré.

Élever des prétentions personnelles là où il s'agissait de sortir la société d'un abîme, c'eût été forfaire à Dieu et au principe de la nationalité. L'alliance des deux branches ouvrait un horizon nouveau.

Dans une brochure « *Place au droit*, » nous avions indiqué ce dénouement. La solidarité de la *maison de France* (comme l'appelait, M. Baragnon, notre ancien compagnon d'armes, rédacteur en chef du *Centre gauche*), avec la France, eut rencontré sur la base de la légitimité sociale, dans l'esprit du droit et de la liberté.

Certes, tout n'était pas dit pour cela ; restait l'enregistrement national, qui ne peut être une surprise ; le droit ne saurait entrer dans les voies de l'usurpation ; celle-ci fait des plébiscites frelatés ; celui-là procède dans la loyauté qui est inhérente

à son origine, à ses traditions d'honneur, en un mot, le droit agit avec une droiture sans alliage.

Le pays, qui sait aujourd'hui ce que valent les charlatanismes, la politique d'expédients, route qui conduit à la Commune, le napoléonisme, défi jeté à l'Europe, la révolution, ce monstre qui dévore ses enfants; le pays, disons-nous, frappé des maux plus grands que ceux des sept plaies d'Égypte, demande le repos.

Il voit dans les garanties du gouvernement héréditaire constitutionnel les meilleurs gages de la confiance et de l'amitié de l'Europe.

Sans doute c'est un travail de reconstruction entière, il faut en exclure absolument la violence, péché originel ineffaçable.

On ne doit pas entrer par la porte basse de la ruse et de la surprise.

Pour que la royauté constitutionnelle se dresse sur sa base séculaire, dans la majesté de ses souvenirs, elle ne doit laisser aucune prise aux fantasmagories de l'usurpation et aux sophismes des révolutionnaires.

Pour cela qu'y a-t-il à faire?

L'Assemblée est-elle constituante?

Grave question! La poser suffit pour faire naître

le doute, propre à infirmer pour l'avenir le gouvernement qu'elle aurait préconisé.

En politique ce n'est pas le jour à poser sur l'impression de l'heure qu'il faut voir, mais bien la suite des lendemains à prémunir contre les objections que provoque toujours la déloyauté de l'expédient.

Laisser ce gouffre ouvert aux revendications révolutionnaires certaines, ce serait une coupable imprévoyance. C'est pourquoi tout gouvernement qui voudra avoir un titre légal légitime contre les atteintes de l'avenir et des partis contraires, n'a devant lui que deux voies ouvertes.

L'une c'est de faire nommer par le peuple une constituante investie du mandat *ad hoc* en même temps que déléguée pour établir le pacte constitutionnel.

Que de questions immenses s'y rattachent !

Une Assemblée nommée pour un autre but (comme par exemple la Chambre actuelle qui avait mission principale de résoudre la question de paix ou de guerre) a-t-elle le pouvoir légal et vrai de décider, sous sa seule autorité et comme façon accessoire, les plus grandes questions qui jamais se soient rencontrées pour un peuple ? Il s'agit pour la France de sa destinée absolue.

L'Assemblée qui aurait pris sur elle de trancher la question, n'aurait-elle pas à craindre qu'une nouvelle, voguant sous un autre vent d'opinion, ne veuille faire de ce précédent le titre d'investiture d'une autre révolution? — Ce serait une fois de plus « *patere legem quem fecisti.* » « Subissez la loi que vous avez faite. »

Terrible problème qui introduit le fulminate dans la politique.

Ceci suffit à montrer toute la grandeur de la tâche.

Un diplomate éminent, énumérant les difficultés, nous disait hier que la précipitation écarterait la méthode et la régularité des procédés essentiels pour l'Europe et nécessaires pour la France.

Le pouvoir aux mains de M. Thiers, pour laisser aux idées, aux opinions, aux intérêts la facilité de se grouper et de former le grand courant national, était la voie la plus honnête et la plus sûre.

En effet, la première condition du salut de la société dans cette crise si grave, c'est l'unité de volonté, de concours de la part de tous ceux qui ne veulent pas sacrifier la patrie pour leur manière de voir personnelle.

C'est ainsi que les blessures des deux guerres

peuvent être cicatrisées et que le pays doit progressivement rentrer dans le lit de ses anciennes prospérités.

La réunion des deux branches est un rempart infranchissable aux intrigues bonapartistes et aussi une force accélérative des réparations dont la France a besoin.

Mais au préalable dans cette terrible crise, il y a une question qui domine toutes les autres; il faut pourvoir aux moyens d'assurer le salut public, la délivrance du sol, d'endiguer le torrent des ruines.

Il y a un travail de reconstruction indispensable qui dépasse la possibilité des moyens et des forces de l'Assemblée.

Le pouvoir exécutif seul peut l'accomplir par une main honnête, habile et forte à la fois. N'y eût-il que la question financière, condition du rachat national, que ceux qui par esprit de parti en compromettraient les négociations, compromettraient, pour emprunter le mot de M. de Talleyrand « plus qu'un crime, mais une faute irréparable. »

La trêve qui permettra de faire marcher de front ces divers devoirs, est donc le seul moyen de ne pas laisser accès à l'appel des partis.

Voilà pourquoi il importe d'éviter tout ce qui

ressemble à une surprise; encore moins faut-il laisser accès à l'argument formidable qu'on a sacrifié l'intérêt national à une question dynastique.

C'est cependant ce qui serait inévitable si une désorganisation inexcusable entraînait la déroute du crédit auquel se trouvent lié l'affranchissement de la France de l'occupation étrangère.

Le sentiment qui domine une portion considérable de la Chambre sera d'autant plus sûr d'atteindre son but qu'il restera sous le drapeau national en s'en remettant avec confiance au pays pour des décisions si importantes.

Sa réponse n'est pas douteuse de même que sa consécration du droit.

Alors on ne laissera plus de prétexte à un nouveau 4 septembre.

Les procédés du césarisme doivent trouver la réprobation commune des monarchistes de toute nuance et des constitutionnels de tous les degrés.

XII

L'émouvante fiction. — La terrible réalité!

Il y a quelques jours un diplomate, ministre des États-Unis, nous conduisit au musée de Wiertz, dont le pinceau a tracé sur des toiles palpitantes les drames de la vie humaine. Il est impossible de se défendre des angoisses à la vue des tableaux ; *la faim, la folie et le crime, de la révolte des enfers contre le ciel, des partis jugés par le Christ, des exécutions, des échafauds.* (L'enfant brûlé.)

Mais qu'est-ce donc que ces symboles dans leur expression lugubre en regard de l'atroce réalité?

Nous sommes sortis de ce musée, l'âme assombrie.

Cependant ces scènes que représentait l'artiste, mort il y a quelques années, devaient être l'histoire de Paris ; c'est ce qui s'est accompli hier, c'est ce qui

a continué par les exécutions sommaires. Car la terreur, le délire, l'épouvantement, tel a été le lot commun à toute une grande cité et à ses innombrables habitants.

Il est un chef-d'œuvre, sous le nom de deux jeunes filles, sublime manifestation de l'art qui devait être une vérité pour des milliers de pauvres créatures.

C'est une femme qui dans une attitude calme et naïve, examine un squelette appendu à la muraille. Que de Rosines, rayonnantes naguère des plus riches effluves de la vie, auraient pu croire que leur heure de squelette pourrait sonner demain !

Le tableau de la *révolte des enfers contre le ciel* n'a jamais eu plus de réalité que dans le dernier acte du drame de la Commune.

Dans ces scènes d'hier qui occupent l'Europe, dans cette rage, dans ces vengeances, dans ces torrents de feu et de fumée qui enveloppaient Paris, dans les derniers efforts des titans de la révolution refoulés de leur dernier asile, un cimetière, n'y a-t-il pas les images apocalyptiques de cette lutte ? Elle a fait trembler l'univers d'horreur. Lorsque les malheureux qu'ils ont poussés au combat, sur leur paille de Satory voient ce que valaient leurs chefs pervertis et leurs systèmes, comme

l'ombre désabusée en quittant la terre, ils doivent s'écrier : Quelle erreur ! quelle infortune !

Au moins la société trouvera-t-elle sa rédemption dans cet excès de souffrances ? Profitera-t-elle de cette épreuve ? Les sacrifices du sang, produiront-ils plus de sécurité sur la terre ?

Aura-t-elle échappé à la Commune pour tomber sous le fouet de quelque conquérant brutal et parcourir de nouvelles étapes de ce Golgotha de l'humanité ?

Faudra-t-il que le cœur de l'homme religieux et du philanthrope soit inondé de nouvelles douleurs à la vue des brutalités, des vengeances, que décrètent le simple soupçon, la plus invraisemblable présomption !

Se trouvera-t-il, comme dans les tristes jours de la Rome dégénérée, des insensibles, des défenseurs de l'ordre, pris du vertige des apôtres de la démagogie, pour crier à leur tour : « Frappe donc, centurion ! fais rougir la chair de ces esclaves, » ce n'est pas « la rédemption tombée du grand gibet du calvaire ; » nous l'abolissons pour cette race maudite. » Si ces choses pouvaient s'accomplir, le blasphème contre Dieu et la créature faite à son image, se retournerait, avec d'épouvantables désastres, contre le blasphémateur.

XIII

**Une situation unique. — “ Ils en ont menti ”. —
M. Rouher et le prince Napoléon.—La mission de
M. Thiers. — Le centre de gravité nationale.**

L'État de Paris devient un phénomène dans l'histoire du monde. Tout à coup une ville de deux millions d'âmes se trouve n'avoir ni gouvernement, ni représentants municipaux, ni protection militaire. Il n'y a plus de ministres, de magistrats, d'agents de police. La garde nationale en uniforme fraternise avec des gamins et les guenilles de toutes sortes qui forment l'écume de la population. Des soldats de ligne se promenant bras dessus bras dessous avec des assassins, poussent des cris féroces. Un général, Clément Thomas qui a combattu pour

la France, reconnu inoffensif dans la rue, est emprisonné et tué. Une sympathie soupçonnée pour les lois et le gouvernement légal est imputée à crime. Le désordre est devenu le régime de Paris : les officiers sont insultés au lieu d'être obéis, les criminels sont érigés en juges, les proscrits d'hier, sous l'impulsion d'une haine couvée dans les prisons, ordonnent des exécutions. Les anarchistes prennent l'autorité et promulguent des décrets. Du point d'où sont arrivés les premiers, par l'audace de l'initiative, s'élancent d'autres hommes bientôt dépassés à leur tour dans ce *steeple-chase* de l'extravagance et des fureurs anti-sociales. Car la politique est sans signification pour ces Babœuf en exercice : c'est au bouleversement, au chaos qu'ils ont voué la société.

Voilà où la malheureuse France a été conduite par la main d'un immoral despote et des mandataires, fausse monnaie électorale.

De pareilles apostasies de la morale, du droit national, de la dignité du caractère, dans les sphères officielles et dans la bourgeoisie sollicitieuse révoltante, ont glissé le matérialisme venant d'en haut dans les veines du corps tout entier. C'est ainsi que s'explique, comment le pays a pu descendre tous les degrés de l'escalier des prestiges et des droits pour

tomber dans le souterrain où il s'en est fallu de bien peu que la Commune ne le spolia, en l'égorgeant. Un homme de moins, au pouvoir, M. Thiers, un homme de plus à la place qu'il avait dû quitter, M. Gambetta, qui ne voit alors la profondeur du gouffre ?

Après le prêche des déclamateurs populistes, des clubs, ces stentors du charlatanisme, voici la consécration des énergumènes, des brutaliseurs sanguinaires de Belleville et de Montmartre. L'ultra-démocratie, c'est-à-dire la démagogie étend sa main avide sur Paris. Une distinction, même celle de l'intelligence, est un sceau d'ostracisme. On est aristocrate parce qu'on est riche, on est digne de la *hant* parce qu'on est adonné à la science, à la littérature, à l'art.

Voilà ce qu'ils appellent le progrès.

Leur Commune, c'est un antre de discordes où ils s'injurient, s'emprisonnent, se condamnent tour à tour. Aussi bien des découvertes nouvelles ont-elle apporté la preuve que ces apôtres de la démocratie négociaient leur trahison. C'est sous le couvert de ces exagérations du droit du peuple qu'on le livre ou qu'on le perd.

C'est ainsi que le suffrage universel, ce dogme de la souveraineté populaire, tenu pour sacré, va à

son tour être sacrifié en holocauste aux caprices de l'anarchie communale.

Toujours est-il que la prétendue fraternité n'a été, dans sa dernière application, que l'anthropophagie d'une capitale de deux millions d'âmes dévorée, condamnée, pillée par ces apôtres de si belles maximes dont l'incendie va être la morale.

L'heure est trop chargée d'émotions et de soins pour faire le compte apuré des responsabilités. Seulement au moment où M. Rouher, champion à visière baissée, publie à Londres son pamphlet à un million d'exemplaires, *Ils en ont menti*, il est bon que la vérité accusatrice se lève. Hé bien, le bonapartisme se retrouve au fond de ces désastres.

Qu'on ne se récrie pas à l'avance, qu'on se rappelle et que l'on juge. Soit qu'on plonge dans l'abîme de la démoralisation dont, *par raison dynastique*, il s'est fait le grand entrepreneur, soit qu'on surprenne les mille fils de ses intrigues ou qu'on s'instruise à l'étude des documents qui ont mis à nu la pensée du conspirateur incurable, on mettra au même rang les apologies du *vice-empereur* et la lettre du prince Napoléon qui par sa *revendication plébiscitaire*, façon de pêcher une couronne en eau trouble, inflige un démenti à la doctrine qu'il a confessée au Sénat.

Éternelle inconséquence de l'ambition qui n'a d'autre loi que son propre intérêt.

C'est cependant dans cette conjecture, comme s'il y avait une alliance hybride entre le césarisme et la démagogie, que celle-ci a voulu désagréger le dernier lien. C'était un crime d'autant plus grand que les meneurs, dont quelques-uns ont été accusés d'avoir été les agents salariés de l'empire, savaient très-bien que le gouvernement dont M. Thiers devenait le chef, se trouvait en face de cinq milliards à payer, *rançon* de l'homme de Sedan. L'occupation prussienne devait se prolonger jusqu'au solde de la guerre agressive de l'empereur.

Il est une autre occupation qui a été encore plus funeste et plus anormale : celle de Paris par la Commune. Elle sera inscrite dans l'histoire sous le titre de : *La quatrième révolution française*.

Mais ce n'est qu'un acte dans le cours du drame qu'a ouvert 89.

Fasse le ciel qu'un Joas se trouve au sein de ces ruines pour apporter la paix, la sécurité et le règne définitif de la vertu !

M. Thiers, que son ancien rival proclame avec raison le symbole de l'union des diverses familles de l'ordre, par son incontestable supériorité, son caractère, ses antécédents, sa considération en

Europe peut, mieux que personne, trouver la voie dans ce gâchis de l'empire et de la révolution. Comme l'a dit M. Guizot, dans l'hommage qu'il rend à son brillant adversaire : « Ce qui importe en pareille circonstance, ce qui est le droit comme l'intérêt du pays, c'est qu'il n'y ait du côté des partis divers, point de mensonge et d'escamotage et, de la part du pays lui-même, point de duperie, ni de faiblesse. »

« Mettre ainsi la France en état de se prononcer librement et sensément sur ses institutions et ses destinées futures, c'est là l'œuvre grande, l'œuvre de salut qu'ont entreprise, en s'unissant, l'Assemblée et M. Thiers. »

Suivant M. Guizot, pour le couronnement de l'édifice, c'est-à-dire l'établissement d'un gouvernement définitif plaçant la liberté au sein de l'ordre, l'union persévérante de l'Assemblée nationale et de M. Thiers peut seule mener l'œuvre à bonne fin.

C'est qu'hors le droit et l'honnêteté gouvernementale, tout est mensonge et malheur.

La Commune, jetant son froc de fraternité aux orties, s'est chargée de l'apprendre au monde terrifié par ses théories et ses œuvres.

Que l'indignation qui a paralysé les âmes ne

prenne pas la place de la justice. M. Thiers, saura mettre dans la fermeté, la modération qui est la meilleure sanction. Il est une cascade où il ne faut pas aventurer le vaisseau national, c'est celle de la violence qui a pour impulsion la vengeance.

M. Guizot a bien raison de répudier la solution des coups d'État. C'est le brigandage envahissant la Constitution, ouvrant la porte à tous les crimes. C'est la dégradation d'un peuple. Le souvenir du 2 décembre 1851 est un fanal qui, montrant l'écueil, trace d'avance la route à suivre sous la boussole du droit, dont l'honnêteté chez les dépositaires est le vrai *palladium* de tous. Hors de là, une nation oscille entre la décadence, la corruption d'un César dégénéré, ou le communisme dont l'emblème restera la torche au pétrole, ce perfectionnement dans la destruction.

XIV

Tricoteuses et pétroleuses.

Des écrivains ont cru devoir daguéréotyper, même après Lamartine, l'ancienne Commune de Paris de Robespierre, en regard de celle des Delescluze et Rigault. L'incomparable peintre des girondins ne nous laisse plus qu'à dire brièvement : les tricoteuses de 93 ne poussaient qu'au meurtre individuel, restreint au moins; les pétroleuses de 1871 éclipsent leur livides devancières.

La commune de Danton et de Saint-Just, ses sicaires, ses furies personnifiées dans l'héroïne de Mirecourt, les massacres de septembre, oh ! c'était bien affreux. Mais, encore, qu'était-ce que la guillotine comparée au plan infernal de l'incendie qui devait

consumer Paris et ses deux millions de citoyens? On dirait une monomanie nouvelle dont la contagion a eu pour inoculateur Satan en personne : c'est l'*incendiarisme*.

Le délire du crime devait créer une furie collective (fait inoui) qui ne peut que s'éteindre dans des flots de sang et se consumer dans les flammes qu'a allumées la torche enduite de ce terrible pétrole. On dirait l'invention de l'esprit des ténèbres.

Quelques misérables formés en congrégation diabolique complotent ; on peut l'attendre de la scélératesse révolutionnaire. Ce qui confond l'intelligence et fera trembler la main de l'historien, c'est l'action collective d'hommes, femmes, enfants ; c'est leur zèle, au mépris de la conscience, du supplice qui les attend, de l'exécration qui les déchire, à poursuivre l'œuvre démoniaque. Aucun âge n'a offert un si terrifiant dénouement du drame, avec des acteurs ivres de scélératesse. Les démons seuls semblaient en être le type relégué dans ce monde surnaturel de l'expiation qui s'appelle l'enfer.

Au moment où nous révisons cette épreuve, la *Gazette de Cologne* nous apporte l'*ultimatum* du communisme cosmopolite.

M. Bebel, membre du Reichstag a osé dire :
« Les derniers actes de la Commune ne sont qu'une escarmouche dans la grande lutte que nous ferons un jour à outrance. »

Ainsi non seulement ils se solidarisent avec la Commune, mais ils prétendent la dépasser. — On dirait en vérité l'esprit de l'enfer qui ayant oté son déguisement se glorifie à visage découvert dans la déclaration de guerre à la société, par le vol, le meurtre, l'incendie, armes, instruments de leur progrès socialiste. Si cela pouvait aboutir, *consumatum est*, c'est le règne de l'Ante-christ.

XV

Le Général Mac-Mahon.

Il y aurait une intéressante galerie biographique à faire des personnages qui ont occupé la scène du dernier drame, où la guerre étrangère a eu pour cortège lugubre, la guerre civile.

Nous nous bornons à la silhouette rapide du maréchal Mac-Mahon, commandant en chef des forces militaires. Nous avons dû placer aussi dans la première partie, la biographie du chef du pouvoir exécutif, M. Thiers.

De Mac-Mahon, (Marie-Patrice-Maurice,) est né le 28 novembre 1808, au château de Sully, département de Saône-et-Loire. D'origine irlandaise, sa famille s'établit en France avec les Stuart. Le mar-

quis, son père, pair de France, était dans l'intimité du roi Charles X.

Son fils, entré dans la vie militaire par Saint-Eyr, après s'être destiné au sacerdoce, fit partie de l'expédition d'Alger, en 1830.

Appelé, lors du siège de Sébastopol, par le maréchal Pélissier, à prendre le commandement de la 1^{re} division du corps d'armée, il s'empara de la Tour Malakoff qui avait défié plusieurs assauts.

Nommé sénateur en 1857, il alla en Afrique pour exercer un commandement dans la grande expédition de la Kabylie, dont le maréchal Randon était le général en chef.

Plus tard, gouverneur général de cette colonie, il revint pour la guerre d'Italie où, à Magenta, il sauva l'armée et l'empereur suivant la déclaration de celui-ci.

Sur le champ de bataille, Mac-Mahon fut nommé maréchal ; il conduisit le 2^e corps à Solférino qui termina la campagne d'Italie.

Au retour, on lui donna le commandement du deuxième arrondissement militaire, avec Lille, pour résidence. A la mort du duc de Malakoff, il remplaça celui-ci dans le gouvernement de notre France africaine.

La part qu'il a prise à la campagne du Rhin,

comme commandant en chef au moment de la capitulation de Sedan, est suffisamment connue. Il serait inutile d'en rappeler les péripéties; elles sont du domaine, non d'une biographie, mais de l'histoire (1).

(1) Voir le grand ouvrage *Histoire de la guerre 1870-71, l'invasion et ses désastres*, par le comte Alfred de la Guéronnière et le comte de Nogent. — Bruxelles, in-8, fr. 7-50.

XVI

M. Thiers, président du pouvoir exécutif.

Les détails biographiques usuels seraient de la redite relativement à l'illustre homme d'État : chacun les connaît.

Il faut à la course détacher quelques lignes de cette grande et étonnante carrière.

Raconter le passé de M. Thiers, c'est faire son apologie.

Sous la Restauration, M. Thiers à son entrée dans la vie publique, arbore cette maxime qui est le principe du gouvernement constitutionnel : « Le roi règne et ne gouverne pas. »

Sous le régime constitutionnel, l'existence d'un ministre responsable ne saurait être qu'un leurre s'il est

reconnu que la volonté du souverain doit prédominer. Non : il faut admettre résolument ce principe que les Anglais appellent le « self-government, » principe auquel ils doivent et leurs libertés, et ces merveilleuses réformes, amenées par l'esprit de progrès, réalisées par les plus grands hommes d'État du monde. Toute leur gloire, toute leur prospérité, viennent de là.

Mais pour y arriver en France, pour implanter chez nous un régime de liberté, pour arriver à une juste et véritable application des droits constitutionnels, il faut avant tout détruire la candidature officielle, car elle est la fiction du régime de la liberté électorale. Ceux qui l'ont soutenue nous ont bernés assez longtemps d'équivoques. La carte des déceptions est à solder aujourd'hui. Il est temps, sous peine de tout compromettre, d'en arriver aux libertés nécessaires dont M. Thiers a si éloquemment tracé le programme. Le *Courrier de la Vienne* en a cité d'admirables fragments ; mais il faudrait lire ces discours tout entiers ; car non-seulement ils sont la gloire d'un homme politique, mais encore la requête nationale d'un bon citoyen.

C'est pour avoir négligé d'observer ces conseils excellents que Louis-Philippe est tombé. On a dit que c'était par la faute de l'ex-président du cabinet du 1^{er} mars. Celui-ci, au contraire, qui avait noblement résigné le pouvoir pour rester fidèle à ses convictions libérales, avait tenté en vain d'arrêter le roi qu'il aimait sur la pente fatale qui emportait ce prince aveugle et sa dynastie si pleine d'avenir. Non, ce n'est pas à M. Thiers qu'il faut attribuer 1848. Sentant monter et grossir le flot, il

multiplie les avertissements et les efforts. Un optimisme aveugle et sourd comme il l'est aujourd'hui, tel que le produisent souvent l'atmosphère des cours et l'ivresse du pouvoir, riait des cris du prophète qui s'épuisait à crier : « Malheur !

Vint alors le coup de tonnerre de février. Est-ce donc à M. Thiers, qui montrait le nuage se formant à l'horizon, qu'on doit attribuer la révolution ? Pas plus qu'à ce malheureux prince de Joinville qui, lui aussi, avait tout prévu qui, lui aussi, avait essayé de tout conjurer. Que n'a-t-on alors appelé M. Thiers au pouvoir, et avec lui inauguré un régime de réforme ! Tout eût été sauvé. M. Guizot a tout perdu par son entêtement.

Celui que la presse officielle représente comme un démolisseur est donc au contraire un *avertisseur*, comme l'ont été Châteaubriand, de Martignac, Royer-Collard.

Nous lisons encore dernièrement dans le *National* ces articles dont il est si souvent question : ils étaient un appel libéral au gouvernement de Charles X, malheureusement alors représenté par cet esprit attardé dans la marche du temps, le prince de Polignac. Un monarchiste éclairé comme Châteaubriand eût accepté ces conseils, fait droit à ces réclamations, car ils ne contenaient rien qu'un royaliste pût désavouer ; mais Charles X s'obstina, et au coup d'État en arrière qu'il médita, la France répondit par la révolution de juillet.

La même observation s'applique à Louis-Philippe. Il eût dû écouter l'avis de M. Thiers, qui essayait de le sauver, en le rappelant au grand principe qui avait été

sa première conception, et qui est resté la règle de son expérience.

La république de 1848 vint. On n'oubliera jamais avec quelle puissance de talent il se fit le champion de l'ordre, de la propriété, de la famille, de tous les grands principes sans lesquels la société roule dans le gouffre des anarchies.

Le coup-d'État de Louis-Napoléon viola cette gloire, le fit saisir nuitamment par ses sbires pour le jeter dans une prison.

Délivré comme ses collègues, il vint en Belgique, cette terre hospitalière où, comme dans toute l'Europe, il est l'objet d'un respect admiratif. A son retour en France, il absorbe ses jours dans les grands travaux qui obtiennent le triomphe du génie.

Son salon ouvert tous les soirs, sauf le jeudi, était le rendez-vous de ce que la France et l'Europe comptaient de plus illustre.

Dans cet hôtel, temple de l'esprit, sur lequel la Commune a porté une main sacrilège, on savourait le charme de cette limpide parole.

Esprit encyclopédique, familiarisé avec toutes les questions : politique, finance, économie, histoire, institutions étrangères, organisation militaire, la topographie des batailles, la stratégie et

la tactique qui les ont préparées et conduites ; tous ces sujets passaient devant son auditoire ébloui par la magie d'une synthèse et d'une mémoire qui sont comme la *lampe d'Aladin*.

La France, au sein des folies dorées de l'empire, tourne son regard sur l'homme d'État auquel M. le duc de Persigny, ministre de l'intérieur, fit une guerre anti-nationale. Le génie en sortit vainqueur ; sa réapparition au Corps législatif fut un événement. Il y rentre en maître de la parole et de la politique. Chacun rend hommage à l'homme d'État incomparable qui a le don de si bien dire. Il trouble le fétichisme de la majorité recrutée dans les candidatures officielles. Mais les félicitations qui lui venaient de toutes parts désertaient au vote. A M. Thiers l'admiration et les adhésions, *in petto*, à M. Rouher et à l'empereur les boules disciplinées.

C'est en vain qu'il signale tous les écueils où la politique impériale devait faire échouer la France. Ses prophéties se perdent au sein des illusions comme des *angoisses patriotiques* du chef d'orchestre de la Chambre, M. Rouher.

Les élections revinrent en 1869 ; plusieurs départements arborent comme drapeau constitutionnel la candidature de M. Thiers. Que fait le gouverne-

ment de l'empereur? Il met la camisole de force au suffrage universel. Par l'arbitraire oppressif, appuyé sur la corruption, on parvient à fruster la gloire aussi bien que la volonté du pays.

Aux premiers scrutins, M. Thiers n'est élu nulle part.

Paris en rougit. Alors vint la manœuvre de la candidature socialiste d'Alton-Shee que le gouvernement appuie et paie sur les fonds secrets.

La liberté appuyée sur la gloire l'emporte.

Les discours de M. Thiers dans cette période mémorable, celui où il fit des efforts héroïques pour éviter la guerre, au milieu des colères qu'il brava, resteront une des pages les plus pathétiquement curieuses de l'histoire parlementaire.

Acclamé par vingt-cinq départements aux dernières élections, il devint le chef du pouvoir exécutif.

Ce chapitre était imprimé lorsque vint le discours prononcé par M. Thiers, à la séance du 8 juin, à Versailles, aux applaudissements enthousiastes, presque unanimes. Il s'agissait de l'abolition des lois d'ostracisme contre les deux branches des Bourbons.

C'est sous le titre de *Maison de France*

qu'on les a qualifiés, d'après l'histoire, par opposition aux dynasties d'aventures. Conformément à la conclusion du chef du pouvoir exécutif, qui a déroulé un programme de gouvernement, 484 voix contre 103 ont voté dans le sens qu'il a préconisé.

En méditant cette admirable improvisation, suite de tant d'autres fastes parlementaires, on sent à ces vues si larges, à cet exposé si limpide, que la république, si elle pouvait être fondée en France, a un Washington. Il ne manque plus pour en tirer parti que l'esprit et les mœurs d'un peuple républicain.

Toujours est-il que la situation de M. Thiers est unique dans l'histoire. Au sein de difficultés formant un labyrinthe, où lui seul peut se reconnaître, l'esprit d'indépendance et le désintéressement s'allient dans cette nature privilégiée aux vues si nettes de l'homme d'État. Il a la mission de sauver la France, qu'ont acculée à l'écueil l'ignorance, l'arbitraire, la bassesse, les folies.

La suspension de la jouissance du droit commun reconnu aux princes de la monarchie, est un de ces sacrifices temporaires à des ombrages que le temps et la force des circonstances auront bien vite dissipés.

Ce qui est essentiel, c'est que la France ne reste plus subordonnée, enchaînée à la république. Elle n'est plus qu'un vêtement qu'on doit garder ou réformer, suivant que l'opinion et les intérêts nationaux le réclameront. Aussi la lice est ouverte : les deux principes, république, monarchie, peuvent s'y présenter, mais comme les chevaliers qui se combattaient dans les tournois, armes courtoises. Le suffrage universel est l'épée de la même longueur pour chacun.

De quoi s'agit-il ? Sans nul doute de ce qui pour un pays accablé de tant de maux, suivant qu'il ira au vrai ou au faux, sera racheté ou perdu. Il n'y a *plus une seule* faute à commettre. C'est à cette condition qu'on trouvera l'ordre et le crédit qui le suit. C'est l'intérêt, la sûreté de la France qu'il faut poursuivre. Au jour où, échappée au cauchemar qui trouble son esprit, la malheureuse nation aura pris possession d'elle-même, elle devra être appelée à choisir les constituants qui porteront sa volonté dans la forme de gouvernement qu'elle préférera. Il faut laisser au pays tous les moyens honnêtes de connaître, d'entendre, de juger.

Des meetings *ad hoc*, non des clubs, volcans des passions, doivent ouvrir l'enquête nationale.

Le droit, la vérité ont tout à y gagner. La force

plébiscitaire n'est qu'une inévitable confusion où le césarisme et la révolution font leurs razzias de *oui* suivant qu'on terrifie ou que l'on trompe. Ce n'est pas ainsi, dans cette confusion, qu'un pays peut trouver sa voie. Elle doit avoir pour réverbères les probités, les capacités. Alors des mandataires choisis dans ces conditions, sous le bénéfice de ces épreuves, promulgueront, à coup sûr, la volonté nationale. On n'a plus à craindre le simulacre d'une surprise. Agir autrement serait aussi déloyal que vain. On ne restaurera pas l'ordre par un faux-titre frappé d'appel le lendemain. On aurait placé la France sur la pente d'un abîme, mais cela ne peut être. Tant que M. Thiers occupera le pouvoir, on a pour garants sa probité et ses lumières. Il domine la scène et la situation par la double préséance du génie et par la confiance qu'il inspire à l'Europe, il est irremplaçable. Quelle que soit la détermination de la France, république ou monarchie, on n'a à redouter sous sa direction ni un 2 décembre, ni un 4 septembre, ni un 18 mars.

Sa place est marquée. Washington d'une république, il serait le Warvich honnête d'une monarchie, comme promulgateur fidèle de la décision libre de la France. Au fond, une monarchie con-

stitutionnelle, qu'est-ce autre chose qu'une république, moins le gouffre couvert par l'hérédité?

Dans un pays tel que la France, l'histoire est là, plus encore qu'elle, le caractère, l'état social le montrent assez. Hé bien ! la compétition du pouvoir électif produira des dictateurs de la rue ou des césars du fétichisme, de l'ignorance ou du prétorianisme en débauche (1).

(1) Un journal étranger, le *Times*, disait : La république n'est nullement menacée par les intrigues monarchiques. La vérité est qu'il y a peu de républicains en France. On y compte des communistes, socialistes, révolutionnaires, matérialistes, positivistes, des démagogues, des théoriciens de toute espèce, des hommes même avec des lambeaux d'opinions républicaines, mais des républicains rarement. Il est rare que ceux qui se disent tels, aient l'idée de ce que sont les institutions républicaines. Ce sont en général des idéologues dans l'esprit desquels tout est vague. Les bourgeois, les paysans, les familles nobles ne sont point républicains. La révolution du 4 septembre fut l'œuvre des ouvriers et de quelques avocats. En ce moment les uns et les autres sont discrédités en politique. La république qu'ils ont fondée tombe en poussière.

Tel est le pronostic du grand journal de la cité.

DEUXIÈME PARTIE

I

Les barricades.

Fusillades de la place Vendôme.

Le 17 mars, le rappel fut battu dans tout le quartier Saint-Antoine. Les gardes nationaux s'emparèrent des canons, les conduisirent à leur pare d'artillerie et firent les gendarmes prisonniers.

Les troupes de ligne, sous le commandement du général Vinoy, avaient mission de garder les canons de la butte Montmartre.

La foule se précipita au milieu des batteries, les changea de position sans éprouver la moindre résistance.

Cette première défaillance devait en amener d'autres plus déplorables encore. Bientôt des soldats de la ligne débordés, oubliant leur devoir, fraternisèrent avec les

gardes nationaux. C'étaient des chants, des rires, des libations sans fin.

Un lieutenant de chasseurs, noble victime du courage militaire, voulant repousser les flots envahissants de la populace, tomba mortellement atteint par deux balles. A ce premier attentat succéda un échange de quelques coups de fusil. La foule s'empare des mitrailleuses et la troupe abandonne ses positions.

Le lendemain 18 mars, M. Thiers, pour éviter de nouveaux malheurs, fait appel à la raison et au patriotisme des bons citoyens, il adjure le peuple de se séparer de ceux qui le trompent. « Si ce langage de la conciliation est méconnu, on sera dans la pénible obligation de recourir à la force; car il faut à tout prix, sans un jour de retard, que l'ordre, condition du bien-être, renaisse entier, immédiat et inaltérable. »

L'appel de l'éminent homme d'État fut vain. L'agitation s'accroît, des barricades se dressent de tous côtés, à Belleville, Montmartre et au faubourg Saint-Antoine.

Les bruits perfides — de renversement de la république — semés parmi la foule augmentent son exaspération.

Le général Faron, bloqué à Montmartre, parvint, à la tête de ses troupes, à traverser les barricades en employant les baïonnettes; beaucoup d'insurgés furent blessés. Pendant ce temps, le général Lecomte fut saisi et jeté brutalement à bas de son cheval et plusieurs officiers furent faits prisonniers et enfermés au Château-Rouge.

Assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas.

Le Comité central de l'insurrection avait établi son local petite rue des Rosiers, située près de la tour Solférino.

Les généraux Lecomte et Clément Thomas furent amenés devant un tribunal composé de démagogues et de révolutionnaires présidés par Assy. Les deux accusés étaient condamnés d'avance. Leur mise en jugement ne fût qu'un acte dérisoire. Ils furent fusillés dans le fond d'un jardin.

*Tableau de ces émouvantes journées emprunte à LA CATASTROPHE,
par A. de la Guéronnière.*

De tous les côtés, les barricades émaillent pittoresquement les places et les rues; des gardes nationaux, le fusil au poing, se promènent en long et en large, en fumant.

A l'hôtel de ville, le drapeau rouge, sur la façade du monument, agité par la brise, flotte doucement et perd sous les reflets du soleil une partie de la crudité de sa couleur.

On parle beaucoup d'aller à Versailles, mais l'opinion générale est opposée à toute sortie de ce genre.

Autour du palais de justice, un capitaine de la garde nationale a vu les anciens agents de police rôder comme des ombres autour de leur ancienne demeure. — C'est pourquoi les arrestations sont si nombreuses.

Les femmes surtout sont animées contre la police et sont les premières à crier: A bas la rousse!

Rue de Grenelle, la distribution d'armes commencée le matin continue sans relâche.

On distribue des sabres, des pistolets d'arçon, des fusils de toute provenance.

Un certain nombre de fusils Dreyse, provenant du champ de bataille de Champigny, sont remis à ceux qui en demandent. Aucune preuve d'identité n'est réclamée. Quelques citoyens ont un dreyse et un chassepot. Un gamin de seize ans environ, haut comme une botte de gendarme, mène sur le pavé un grand bruit de ferraille. En effet, le bambin est attaché par une ficelle à un immense sabre de uhlán. Sur son épaule est un chassepot dont le sabre baïonnette exécute, avec le sabre de cavalerie, une musique infernale.

Au Champ-de-Mars, moins de soldats et peu de civils ; un artilleur vend son cheval 60 francs. Deux gendarmes, accusés d'avoir dégainé contre le peuple, sont arrêtés et entraînés du côté de la préfecture de police. Un fort piquet de garde nationale les protège contre la foule et ne les lâche qu'au palais de justice.

Un gendarme, le képi sur l'oreille, flâne dans la rue des Martyrs. Il est légèrement ému, sa démarche est quelque peu titubante. Un gamin crie : A bas la rousse !

La foule s'amasse, le gendarme est saisi, jeté à terre. Il se relève, et en se débattant blesse légèrement une femme à la joue.

Alors la foule se jette sur le malheureux, en un clin d'œil il est ficelé et jeté sur une charrette à bras.

Vingt personnes s'attellent au véhicule, qui gravit la

rue des Martyrs. Arrivé à la barricade, le patient est jeté à terre et littéralement porté jusqu'au buttes. Parfois le malheureux tombait, et était relevé à coups de pied. Arrivé à la batterie, il fut remis aux mains des gardes de la butte. Quelques instants après un coup de feu se faisait entendre.

Un meurtre de plus était consommé.

Quelques gardes nationaux parlent toujours d'aller à Versailles. Les chefs modèrent leur ardeur, et leur font comprendre que Versailles étant solidement protégé, ils ne sont pas assez nombreux pour aller l'attaquer.

— Nous sommes cent mille ! crient quelques-uns.

— Nous ne pouvons pas laisser Paris sans défense, répondent les officiers ; d'ailleurs comment transporterions-nous là-bas nos munitions et notre artillerie ?

— Nous pourrions réquisitionner les chevaux de la Compagnie des Omuibus.

Ce projet ne prévaut pas, et on se borne à parler d'une imposante députation à envoyer à la Bastille avec le bonnet rouge en tête.

Dans la rue Rochechouart, un nombreux rassemblement se forme.

Deux gardes nationaux tiennent sous les bras un capitaine de mobiles qui se débat, mais qui ne peut s'échapper de leur étreinte.

Voici pour quelle raison on l'a arrêté :

Il montait la rue Rochechouart, lorsque les proclamations du comité central que l'on venait d'afficher sur les murs frappent ses yeux.

Ne pouvant maîtriser son indignation, il les lacère avec sa canne, et deux gardes nationaux qui l'aperçoivent se précipitent sur lui pour l'arrêter et le punir de ce crime de « lèse-canne. »

Dans la rue Montmartre on aperçoit quelques bandes de soldats sans armes qui errent à l'aventure. Des gardes nationaux vont « fraterniser » avec eux et leur demandent des cartouches.

Les *lignards*, qui en ont leurs poches pleines, en distribuent à la ronde.

Les abords de la mairie du 11^e arrondissement sont tellement encombrés qu'il est presque impossible de passer.

Place Vendôme.

La façon dont le comité central donne ses ordres militaires aux différents postes de Paris est assez curieuse pour mériter d'être décrite.

De minute en minute, on voit sortir des fenêtres du bâtiment qui servait jadis de résidence aux officiers de l'état-major, une main plus ou moins blanche tenant une enveloppe jaunâtre que ferme un cachet de cire rouge.

Aussitôt un porte-képi quelconque se hisse le long du mur, va cueillir le pli cacheté, redescend et grimpe sur un cheval étique qui attend non loin de là.

L'ordre du comité, porté par ce Mercure peu rapide, va s'abattre sur un point quelconque de la capitale, où il fait aussitôt jaillir quelques coups de tambour.

Protestation des « Amis de l'ordre. »

Du sein de l'anarchie surgit la société des *Amis de l'ordre*, composée de citoyens inoffensifs et groupés autour du drapeau national, ils étaient environ trois mille qui venaient protester contre les scènes de violence et rappeler la foule égarée au sentiment du devoir et de l'honnêteté.

Les Amis de l'ordre se réunirent boulevard des Italiens, puis se dirigèrent vers la place de la Bourse, en traversant la rue Vivienne. Cette place était occupée par un bataillon de la garde nationale qui accueillit fraternellement la manifestation.

Arrivée rue Drouot, elle se présenta devant les portes de la mairie; des paroles de conciliation furent encore échangées ainsi qu'à l'état-major de la place Vendôme.

Cette journée s'acheva pacifiquement.

La même manifestation se reproduit le 23 mars.

Vers une heure, les partisans de l'ordre, qui s'étaient donné rendez-vous au boulevard des Capucines, se réunissaient devant le Grand-Hôtel et reprenaient leur marche pacifique. La manifestation comptait près de 6,000 personnes. Elle voulut se porter de nouveau à la place Vendôme, dont elle trouva les issues solidement gardées.

Au coin de la rue de la Paix et de la rue Neuve-des-Petits-Champs, les gardes nationaux de piquet voulurent s'opposer à la marche de cette foule désarmée et croisèrent la baïonnette sur elle. Six cents personnes environ

voulurent refouler de ce côté les gardes nationaux, qui, après avoir tiré deux coups de fusil en l'air, sonnèrent immédiatement la charge et firent sur la foule un véritable feu de peloton.

La masse pacifique se dispersa au milieu d'une terreur folle, bien pardonnable, il faut le dire, devant une fusillade aussi imprévue. Plusieurs morts et un grand nombre de blessés restèrent sur la place.

Parmi les victimes, à côté de Henry de Pène grièvement blessé, il faut citer M. Gaston Jollivet, journaliste, qui a reçu une balle dans le bras, et enfin un membre influent du Jockey-Club, qui a été frappé à l'épaule.

Un des exécuteurs de cette boucherie a achevé d'un coup de crosse sur le crâne un malheureux vieillard dont la figure avait été trouée par une balle et qu'on voulait porter à l'ambulance. Voilà les gens qui gouvernaient Paris !

Les détails que nous transmettent nos correspondants et que nous donnent des voyageurs, sont de plus en plus lugubres ; nous allons en décrire quelques-uns :

C'était un curé escorté par une troupe d'hommes armés, au milieu des cris : *Fusillez les prêtres !* — Non ! s'écria une femme dans la foule, frappez les généraux, mais épargnez la religion ! — Ce n'est pas un prêtre, mais un espion.

Alors une dame, élégamment vêtue, vient en aide à la première. Ses manières, son port, la délicatesse de ses traits, tout annonçait la distinction. Ses yeux brillaient d'un feu subit lorsque des cris réclamaient le sang de ce

juste. Son indignation était manifeste. Un étranger qui se trouvait là tremble pour son sort.

— De quoi ce prêtre est-il coupable ? s'écria-t-elle en s'adressant à un garde national.

— Il se promenait dans la rue de Rivoli, répliqua celui-ci ; qu'avait-il besoin d'aller là ? Nous l'avons arrêté, il doit rendre compte de sa conduite.

Il sera jugé, et s'il est coupable, fusillé, comme tous les traitres. »

— Quoi, répliqua la belle dame, est-ce là son crime, est-ce là votre liberté si vantée ? Je croyais que vous étiez républicains et que nous étions tous libres. Honte sur vous, je suis une Alsacienne, mes frères ont combattu contre l'ennemi, ils sont prêts à donner leur vie pour sauver la France, bien différents de vous, Parisiens, qui hier, assassiniez des généraux et aujourd'hui voulez tuer les prêtres.

Ce reproche soudain, prononcé d'un ton hautain, produisit une profonde impression.

Le garde national comme la foule, paraissait fasciné ; pas un mot ne fut répliqué ; permettez-moi de passer, messieurs, dit la dame. Et elle s'éloigna sans insultes. Quant au garde national, il plongeait ses lèvres dans un vaste seau de zinc qui contenait du vin au service de chaque barricade.

Il est attesté par des correspondants étrangers que les libations y étaient fréquentes parmi les gardiens.

C'était pitoyable de voir ces joues avinées et ces démarches chancelantes. On va jusqu'à supposer que la

boisson fut assaisonnée d'ingrédients qui ôtaient la raison d'une manière complète.

Le lendemain, Paris présentait l'aspect le plus triste et le plus sombre.

En face de ces événements, le gouvernement de Versailles prenait des mesures énergiques pour la concentration des troupes et pour réprimer la sédition.

Le fort de Vincennes tomba au pouvoir des insurgés, la garnison ayant fraternisé avec eux-ci.

L'amiral Saissét, commandant un corps d'armée d'environ dix mille hommes, établit son quartier à la mairie de la Bourse ; les gardes nationaux gardent les rues du Pont-Neuf, des Halles, Montmartre et Richelieu. Paris offre un spectacle curieux pour l'observateur ; quelques rares passants sur les boulevards remplacent cette foule tumultueuse qui, quelques mois auparavant, encombraient les principales avenues, remplissait les cafés et les lieux publics. La plupart des étrangers sont partis précipitamment ; on dirait qu'ils ont emporté avec eux la joie bruyante de la grande ville.

Une grande quantité de boutiques sont fermées principalement celles des objets de luxe. On craignait le pillage.

Voyez la ville. Ses murs sont troués, ses maisons bouleversées ; la mort et la destruction parcourent sans se lasser ses quartiers dévastés. L'étranger bombardait la rive gauche ; le Français bombarde la rive droite. Un fataliste croirait que ces choses sont écrites, et si à la guerre de siège succède la guerre des rues, qui peut dire

ce qui restera debout de nos merveilles, ce qui demeurera vivant de nos concitoyens.

Autour de Paris s'étendait une terre des plus joyeuses et des plus riantes qu'on eut vue. Chaque village était un rendez-vous de plaisir ; partout des bois, des châteaux, des prairies, des eaux fraîches ; partout l'art s'était attaché à embellir des sites, déjà chantés par tous nos poètes. Dans toute l'Europe on enviait et l'on connaissait ces environs de Paris, qu'on se fatiguerait d'énumérer. Aujourd'hui, depuis Saint-Cloud en cendres jusqu'au Bourget disparu, à l'ouest, à l'est, au sud, au nord, jetez les yeux ; vous verrez un désert.

Sur les places Pigalle, Barrière Blanche se trouvent entassés d'énormes sacs de terre, recouverts des débris provenant des tranchées opérées dans la voie publique ; les gueules des canons sont dirigées sur les principales avenues.

La place de l'Hôtel-de-Ville offre un aspect encore plus menaçant ; de nombreuses pièces d'artillerie longent le trottoir.

Des gardes empêchent la circulation des personnes non-munies d'une autorisation de la Commune.

La place Baudeau présente un aspect étrange ; on dirait un immense camp retranché dans lequel vont et viennent des cuisiniers improvisés, l'un apporte du bois, un autre installe la marmite légendaire du troupier.

Les colonels Schœlcher et Langlois, l'amiral Saisset sont à la tête du mouvement en faveur de l'ordre. Après avoir promis l'oubli et le pardon aux égarés, Saisset fait afficher la proclamation suivante :

» Paris, 24 mars, une heure.

» *Proclamation de l'amiral Saisset.*

» Concitoyens !

» Je m'empresse de vous faire savoir que, d'accord avec les députés de la Seine et les maires de Paris, nous avons obtenu du gouvernement et de l'Assemblée nationale la reconnaissance complète de vos franchises municipales, l'élection de tous les officiers de la garde nationale et de son général en chef, la modification de la loi des échéances, un projet de loi relatif aux loyers et favorable aux locataires jusqu'à concurrence des loyers de 1,200 francs. Je resterai à mon poste d'honneur pour veiller à l'exécution des lois conciliatrices que nous avons réussi à obtenir à l'effet de tout concilier et d'arriver à l'affermissement de la République. »

Les élections municipales décrétées par le Comité central sont fixées au 20 mars.

La place Vendôme devient formidable par ses travaux de défense. Tristes préparatifs en faveur de la paix !

Troubles de Lyon.

La nouvelle se répand, dans la journée du 27 mars, que les Lyonnais ont adopté la Commune.

Voici comment le *Cri du Peuple* annonçait cette nouvelle :

« Le gouvernement de Paris et la Commune sont proclamés, du haut du balcon de l'hôtel de ville de Lyon, au milieu des applaudissements et des acclamations de plus de 20,000 citoyens.

» Le drapeau rouge est arboré au balcon de l'hôtel de ville.

» Ce mouvement a complètement triomphé. Les autorités ont été destituées et le Conseil municipal est dissous.

» Le télégraphe central de la place de Lyon est aux mains des vainqueurs.

» Dix-huit bataillons sur vingt-quatre sont heureux de se fédéraliser avec les deux cent et quinze bataillons de Paris.

» Pas une goutte de sang, grâce aux sages mesures prises par la Commission provisoire qui a remplacé le Conseil municipal.

» Le gouvernement de Versailles n'est pas reconnu. »

II

Paris sous la Commune.

Élections de Paris.

L'amiral Saissel ne pouvant dominer la résistance et dissoudre la garde nationale, abandonne Paris et va rejoindre à Versailles le général Vinoy, nommé commandant en chef.

Paris se trouve dès lors complètement à la merci des émeutiers. C'est au milieu du pouvoir grandissant de jour en jour des communistes, que les élections sont faites par une minorité, due à l'abstention du plus grand nombre d'électeurs. Mais la Commune s'en vengera plus tard en enrôlant de force grand nombre d'entre eux pour les envoyer à la mort sous son drapeau.

Les citoyens Brunel, Duval et Eudes, promus au grade de généraux, font afficher dans Paris la proclamation suivante, dans laquelle on remarquera ces mots : « Nous

voulons l'ordre, non celui que patronnent les régimes déchus, en assassinant les fonctionnaires et en autorisant tous les abus. »

Programme hypocrite que les actes de chaque jour devaient démentir.

« Citoyens,

» Appelés par le Comité central au poste grand et périlleux de commander provisoirement la garde nationale républicaine, nous jurons de remplir énergiquement cette mission, afin d'assurer le rétablissement de l'entente sociale entre tous les citoyens.

» Nous voulons l'ordre... mais non celui que patronnent les régimes déchus, en assassinant les fonctionnaires paisibles et en autorisant tous les abus.

» Ceux qui provoquent à l'émeute n'hésitent pas, pour arriver à leur but de restaurations monarchiques, à se servir de moyens infâmes : ils n'hésitent pas à affamer la garde nationale en séquestrant la Banque et la Manutention.

» Le temps n'est plus au parlementarisme ; il faut agir, et punir sévèrement les ennemis de la République.

» Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous.

» Paris veut être libre. La contre-révolution ne l'effraye pas ; mais la grande cité ne permet pas qu'on trouble impunément l'ordre public.

» Vive la République !

» Les généraux commandants,

» BRUNEL, F. DUVAL, E. EUDES. »

Proclamation de la Commune dans Paris.

28 mars jour néfaste qui vit la proclamation de la Commune à Paris.

Le sang des victimes allait de nouveau couler, non point sur l'autel de la patrie, mais immolées lâchement par les pasticheurs de 93, par ces dignes émules de Fouquier-Tinville; aux terroristes ont succédé les communeux.

Les barricades s'élèvent de tous côtés, la place Vendôme a un aspect formidable avec ses pièces de douze prêtes à faire feu; les patrouilles de gardes nationaux parcourent la ville jour et nuit; les arrestations arbitraires augmentent.

La Commune nomme une commission exécutive composée des citoyens Eudes, Duval, Vaillant, Lefrançais, Tridon, Bergeret et Pyat; ce dernier rédigera l'organe de la Commune, le *Vengeur*.

Le gouvernement de Versailles ne reste pas inactif en face de la rébellion.

M. Thiers prend des mesures énergiques pour la concentration des troupes qui s'élèvent à 80,000 hommes sous les ordres du général Vinoy.

Le *Journal officiel* de la Commune publie les décrets suivants :

« La conscription est abolie dans Paris; tous les citoyens valides seront gardes nationaux.

» Aucune force militaire autre que la garde nationale ne pourra être introduite à Paris.

» Il est fait remise générale des termes de loyers d'octobre, janvier et avril ; toutes les sommes payées sont imputables sur les termes à venir.

» La vente des objets du mont-de-piété est suspendue.

» L'affichage des actes du gouvernement de Versailles est interdit et sera poursuivi.

» Les employés publics sont sommés de considérer comme nuls les ordres de Versailles. »

» Ce matin, tous les journaux ralliés à la Commune publient des articles violents contre l'Assemblée et provoquent sa disparition.

» MM. Delescluze et Cornet donnent leur démission de députés de Paris. »

Il n'y a qu'une chose d'oubliée dans ces fameux décrets de la Commune, c'est le paiement des premiers 500 millions à la Prusse.

La physionomie de la capitale est toujours aussi lugubre ; ateliers vides, marchés déserts, boutiques fermées, réquisitions partout.

Pillage des caisses publiques.

Les Compagnies d'assurances, la banque, la manufacture de tabacs, d'autres dépôts de la richesse publique, sont pillées :]

Cet état de choses ne pouvait qu'empirer, aussi la guerre civile dans toute sa sanglante horreur va faire couler de nouveau le sang français.

Bombardement de Paris.

Le premier engagement eut lieu à Courbevoie et à Puteaux ; les troupes de Versailles enlevèrent les barricades, dispersèrent les gardes nationaux en faisant de nombreux prisonniers. Gustave Flourens fut tué. Le canon commença à gronder et les obus à pleuvoir jusque dans l'avenue de la Grande-Armée. Ce premier combat fut le signal d'une lutte terrible qui devait se terminer, hélas ! deux mois plus tard par l'incendie de Paris.

La canonnade du Mont-Valérien devint très-violente, les gardes nationaux occupaient les forts de Vanves, Issy et Montrouge.

M. Thiers annonça les résolutions du gouvernement de réprimer la révolte, il fit un nouvel appel à la raison et à la soumission aux lois. Les prisonniers faits par les troupes de Versailles seront fusillés.

Le 5 avril, le plateau de Châtillon était toujours aux mains des Versaillais, leurs batteries canonrent Vanves, Val-de-Mendon et Issy.

Les insurgés tentent une attaque sur Sèvres, sans résultat.

Nous ne saurions passer sous silence la circulaire suivante de Paschal Grousset, qui a produit un succès d'étonnement dans les chancelleries européennes :

« Le soussigné, membre communal, délégué aux relations extérieures, a l'honneur de vous notifier officiellement la constitution du gouvernement de la Commune

parisienne ; il vous prie d'en donner connaissance à votre gouvernement et, saisissant cette occasion de vous exprimer le désir de la Commune de resserrer les liens fraternels qui unissent le peuple français au peuple...

» Agréez, etc.

» PASCHAL GROSSET. »

« Paris, 5 avril. »

C'est au moment où la Commune promulgue la loi des suspects, qu'elle emprisonne le curé de la Madeleine, qu'elle retient des otages pour les fusiller; c'est à ce moment disons-nous, qu'elle espère être reconnue comme gouvernement régulier !

L'histoire n'aura pas à juger de pareils actes, ils dépassent tout ce que la folie sanguinaire peut engendrer de monstrueux.

Combats de Châtillon.

Les obus continuent à pleuvoir dans Paris, les troupes de Versailles sont massées à Courbevoie ; une fusillade terrible s'engage au pont de Neuilly, les gardes nationaux sont retranchés derrière les barricades, les batteries du rond-point balaient l'avenue ; le lendemain 7 avril, le plateau de Châtillon fut repris par les insurgés ; l'acharnement est égal des deux côtés, les prisonniers faits par les Versaillais sont impitoyablement mis à mort ; tel fut le sort du général Duval.

Sur la proposition de M. Picard, l'Assemblée nationale

vote des remerciements à l'armée pour le courage dont elle a fait preuve dans le combat de Neuilly.

Soumission de Marseille.

Le chef du pouvoir exécutif adresse aux préfets les dépêches suivantes. Marseille qui avait essayé de lever l'étendard de la révolte, est obligée de se soumettre, Paris seul résiste encore.

« Versailles, mercredi 3 avril, 6. h. 30 soir.

» Un nouveau et important succès vient de marquer le rétablissement successif de l'ordre, c'est la chute de la Commune à Marseille; le général Espivent est entré à Marseille, en occupant de vive force la gare du chemin de fer et divers points de la ville. Restait la préfecture, bâtiment carré qui formait une sorte de citadelle.

» Les marins débarqués de la frégate cuirassée qui stationnait devant Marseille ont pénétré, la hache d'abordage à la main, dans le bâtiment de la préfecture, ont fait 500 prisonniers et ont mis fin au règne des parodistes de la Commune de Paris.

» De nombreux coupables ont été arrêtés et justice en sera faite par l'application des lois.

» Ainsi, toutes les grandes villes sont aujourd'hui ralliées autour du gouvernement librement élu du pays.

» A Limoges s'est produite une émotion peu dangereuse mais les communistes de cette ville, jaloux de se mettre

à la hauteur des communistes de Paris, ont assassiné le colonel du régiment de cuirassiers qui étaient cantonnés dans le département.

» La répression va suivre de près ce lâche assassinat.

» Devant Paris, nous avons achevé de couronner tout le plateau de Châtillon. Un feu de peu d'effet s'échange entre la redoute de Châtillon conquise par les défenseurs de l'ordre et les forts d'Issy et de Vanves.

» Le gouvernement, soigneux d'épargner le sang de l'armée, n'a pas voulu ordonner l'attaque de ces forts dont le sort est lié à celui de Paris et qui tomberont avec la capitale quand le moment en sera venu.

» Les insurgés, qui ne peuvent plus se dire vainqueurs, sont consternés. Ils se proscrivent les uns les autres, en attendant qu'abandonnés de toute la population, ils trouvent la fin qu'ils ont méritée.

» Tels sont les faits d'hier et d'aujourd'hui, rapportés avec l'exactitude dont le gouvernement est résolu à ne jamais s'écarter.

» A. THIERS. »

» Versailles, mercredi 5 avril, 7 h. soir.

» Le gouvernement vient de recevoir la dépêche télégraphique suivante :

« *Le général de division à M. le ministre de la guerre.*

» Marseille, 5 avril, 1 h. 45 soir.

» J'ai fait une entrée triomphale dans la ville de Mar-

seille avec toutes mes troupes. J'ai été beaucoup acclamé ; mon quartier-général est installé à la préfecture ; les délégués du Comité révolutionnaire ont quitté individuellement la ville dès hier matin. Le procureur général près la cour d'Aix, qui me donne le concours le plus dévoué, lance des mandats d'amener contre eux dans toute la France. Nous avons 500 prisonniers que j'ai fait conduire au château d'If. Tout est parfaitement tranquille en ce moment à Marseille. Je vous remercie des renforts que vous m'annoncez ; ils me permettront dans très-peu de jours de diriger sur l'Algérie les quelques forces que j'en ai momentanément détournées. — Général Espivent. »

« Ainsi l'insurrection est vaincue à Marseille et on peut être assuré qu'elle le sera bientôt dans la France entière.

« A. THIERS. »

Le bombardement continue avec un redoublement d'intensité ; la guerre civile ne connaît ni trêve ni merci ; les obus éclatent de toutes parts et font de nombreuses victimes.

Combats de Neuilly, Villejuif, Bagneux.

Le combat est engagé avenue de Neuilly, sanglant combat où périt le général Bisson ; les pertes furent graves des deux côtés ; cependant les Versaillais avancent toujours et gagnent du terrain.

Le Mont-Valérien et les batteries de l'armée de Ver-

sailles établies sur le pont de Neuilly, bombardent la porte Maillot, balayent l'avenue de la Grande-Armée et tout le quartier entre la porte Maillot et l'Arc-de-Triomphe qui est lui-même fortement endommagé.

Un engagement eût lieu également à Villejuif et à Bagneux ; les forts de Paris ne cessent de tonner; le nombre des morts et des blessés s'accroît à chaque heure. Quel triste spectacle, quelle épouvante pour l'Europe entière que cette immense hécatombe !

L'armée de Versailles occupant Courbevoie, éleva des barricades destinées à barrer l'avenue Saint-Germain. Ces barricades sont pourvues de mitrailleuses; la porte Maillot possède 15 pièces.

Le Mont-Valérien produit de terribles ravages; les obus atteignent l'avenue des Ternes.

Arrestation de Cluseret.

Pendant ce temps, les chefs des comités s'arrêtent entr'eux; Amouroux, Assy sont incarcérés, puis viennent Bergeret, et enfin Cluseret, celui qui avait le plus fait pour la défense des insurgés. O Commune, voilà de tes coups ! Saturne moderne, elle dévore ses enfants.

Les hommes sont enrôlés de force.

Le 10 avril, après une violente canonnade des forts de Vanves et d'Issy les insurgés tentent de s'emparer du plateau de Châtillon ; mais ne peuvent y parvenir.

Pour combler les vides produits dans ses rangs, les

hommes de tout âge sont incorporés violemment dans la garde nationale ; Paris se vide, tout le monde fuit ; malheur à ceux qui ne pourront s'échapper de cet enfer !

M. Thiers adresse aux préfets, sur les opérations de ces derniers jours, la circulaire suivante :

« Versailles, 10 avril 1871.

» *Le chef du pouvoir exécutif aux préfets, sous-préfets, généraux commandant les divisions militaires, procureurs-généraux et procureurs de la république.*

» La situation n'a pas changé sensiblement depuis trois jours.

» A Marseille, le désarmement continue sans troubles. A Toulouse, les communistes ont essayé d'élever une barricade enlevée sans résistance par un simple détachement.

» Partout ailleurs règnent l'ordre et l'obéissance au gouvernement légal.

» A Paris, les insurgés se sont montrés de nouveau à Asnières et ont disparu sous la fusillade des soldats. Au pont de Neuilly, les troupes achèvent la tête de pont et consolident la position de ce point important.

» La conduite des troupes est admirable partout et l'armée se montre digne des meilleurs temps. Le gouvernement poursuit avec fermeté l'accomplissement du plan qu'il a adopté et, loin de s'inquiéter, les honnêtes citoyens n'ont jamais eu plus de raisons de confiance dans l'avenir.

» A. THIERS. »

La Ligue républicaine.

Quelques débris de la Ligue républicaine essaient encore une fois d'arrêter l'effusion du sang ; parmi les délégués se trouvent MM. Desonaz, Bonvalet, Adan, Negt ; ils désirent porter à Versailles les vœux des Parisiens, amis de l'ordre. Mais la base de leurs réclamations est toujours le point de départ de l'affranchissement des Communes. Il est impossible à l'assemblée de Versailles de traiter sur une pareille question.

Le 11 avril, le général Mac-Mahon prend le commandement en chef des troupes de Versailles.

Le général Cisseï commande à Châtillon et Ladmiraault le Mont-Valérien.

La porte Maillot ne présente qu'un amas de ruines.

Le 13 avril, après un combat acharné qui a duré toute la nuit, les Versaillais sont obligés d'abandonner Neuilly.

Les canons de Châtillon, Vanves, Issy, le Mont-Valérien, les batteries de Puteaux grondent à la fois. Châtillon est l'objet de vives attaques des fédérés ; dans le bois de Boulogne, le bruit de la fusillade se mêle au crépitement sinistre des mitrailleuses.

Il semble que le terme de la crise approche ; les combats d'Asnières et de Bois-de-Colombes sont désastreux ; le terrain est jonché de morts ; les Versaillais ne sont qu'à cinq cents pas de la porte des Ternes ; un assaut paraît imminent.

Les fédérés occupent le dehors des forts des villages d'Issy et de Vanves, les environs du Moulin-Saquet et des

Hautes-Bruyères. Les troupes de Versailles occupent l'Hay, Chevilly, Plessis-Piquet, la Croix-Berny et possédaient de nombreuses troupes concentrées à Sèvres.

Prise du château de Bacon.

Le 17 avril, les Versaillais parviennent à s'emparer du château de Bacon, position importante et qui se reliait à la prise de Neuilly.

M. Thiers annonce, dans les circulaires suivantes, la prise de Bacon et convoque les électeurs pour les élections communales :

« Versailles, 17 avril, 8 h. 20 soir.

« *Le chef du pouvoir exécutif aux préfets, sous-préfets, généraux commandant les divisions militaires, procureurs-généraux et procureurs de la république.*

« Aujourd'hui lundi, les troupes ont exécuté un brillant fait d'armes du côté de Courbevoie. La division Montaudon, dirigée par son habile général, a pris le château de Bacon. Après une vive canonnade, le colonel Davoust, duc d'Auerstaedt, s'est élancé à la tête de son régiment et a enlevé le château. Les troupes du génie ont commencé un épaulement avec des sacs à terre et ont établi une forte batterie. La position d'Asnières, ainsi combattue, ne pourra plus inquiéter la tête de pont de Neuilly.

» Nous persistons toujours à éviter les petites actions

jusqu'à l'action décisive, qui rendra définitivement force à la loi. L'événement d'aujourd'hui, exécuté sous le feu croisé d'Asnières et de l'enceinte, n'en est pas moins un acte d'habileté et de vigueur.

« Le président du conseil des ministres, chef du pouvoir exécutif de la république française,

» Vu la loi du 14 avril 1871 ;

» Arrête :

» Art. 1^{er}. Les élections pour le renouvellement intégral des conseils municipaux auront lieu, dans toutes les communes, le 30 avril présent mois.

» Un arrêté spécial déterminera, aussitôt que les circonstances le permettront, l'époque des élections communales dans la ville de Paris et dans les communes du département de la Seine.

» En Corse, les électeurs se réuniront le 7 mai, et en Algérie le 14.

» Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 avril 1871.

» THIERS.

» *Le ministre de l'intérieur,*

« ERNEST PICARD. »

Dès quatre heures du matin, le 18 avril, un combat acharné se livrait entre les fédérés défendant Neuilly et les troupes de Versailles.

Il fallut faire le siège en règle de chaque maison, on se battait dans les^e rues, dans les jardins ; les obus, les

balles pleuvaient de tous côtés, les mitrailleuses faisaient une ample moisson de victimes. Le commandant des fédérés fut tué à l'attaque de la barricade versaillaise; les pertes furent énormes des deux côtés, les maisons de Neuilly sont en feu ou tombent en ruines, démolies par les boulets; les fédérés abandonnèrent leur position, les Versaillais, maîtres du terrain, occupent Neuilly et l'île de la Grande-Jatte; Courbevoie est également en leur pouvoir.

Nous empruntons à la *Vérité*, la prise d'Asnières par les Versaillais.

Combat d'Asnières.

La *Vérité*, journal radical, donne des détails d'autant plus dignes de confiance, que ce journal n'a pas de faiblesse pour les Versaillais.

« Les fédérés avaient fortement retranché leurs positions au village d'Asnières, leur poste avancé dans la presqu'île Gennevilliers.

» La ligne du chemin de fer était couverte à deux ou trois cents mètres de la station par une barricade armée de mitrailleuses. Deux autres barricades, situées à la hauteur de l'ancien cimetière, faisaient face au rond-point de Courbevoie et au village de Charlebourg.

» Ces deux dernières positions étaient occupées depuis plusieurs jours par le 77^e bataillon (la Chapelle); le 32^e, 152^e et le bataillon de Seine-et-Oise formaient la réserve sur la rive gauche de la Seine.

» D'autres forces étaient concentrées sur la rive droite

et autour du pont du chemin de fer sur lequel manœuvraient les wagons blindés.

» Il convient d'ajouter que ces bataillons bivouaquent depuis six jours et, qu'exténués de fatigue, ils s'attendaient bien plus à être relevés de leur poste qu'à soutenir un engagement. Pendant la nuit, la fusillade a été fort vive du côté de Charlebourg; les Versaillais opéraient de grands mouvements de troupes dans la presqu'île de Gennevilliers. »

« Des rapports signalèrent au commandant d'Asnières l'occupation par eux et l'armement de la redoute de Gennevilliers; on envoya à Paris demander des canons et des renforts en prévoyance d'une attaque qui ne se fit pas attendre.

» Ce matin à dix heures, des masses de troupes se sont avancées par la presqu'île de Gennevilliers se répandant par la plaine d'Argenteuil après avoir passé le pont de Bezons récemment rétabli. Cette opération était protégée par une violente canonnade venant à la fois de la demi-lune de Courbevoie, du château de Bécon, une des positions principales des Versaillais.

» Les obus tombaient dru comme la grêle sur la gare d'Asnières, sur la voie ferrée et sur le bâtiment du télégraphe.

» Les gardes nationaux embusqués derrière la barricade du cimetière, mais mal protégés, étaient exposés à une fusillade très-nourrie où les balles de rempart jouaient un grand rôle. Les fédérés y ont répondu de leur mieux, mais ils n'étaient pas en force; plusieurs des leurs étaient tombés morts ou blessés.

» Vers onze heures, les Versaillais ont fait avancer, à droite de la voie, deux mitrailleuses blindées qui ont pris position à une petite distance de la barricade et dont le tir rectifié est devenu en quelques instants très-meurtrier pour les gardes du 77^e.

» Ils ont lâché pied devant cette épouvantable grêle de projectiles et se sont rejetés précipitamment dans le village d'Asnières sur la rive gauche. Dans leur débandade, ils ont entraîné leurs camarades des autres bataillons qui gardaient la seconde barricade et celle qui fait face à Charlebourg. Les batteries versaillaises avançaient sans cesse et leurs obus tombaient au milieu des bataillons en retraite, atteignant même la rive opposée.

» La débandade était complète de dix à onze heures ; les fuyards se répandaient dans les rues de Levallois, criant aux boutiquiers de fermer leurs magasins et annonçant que les troupes de Versailles étaient à leurs trousses. Aussitôt panique générale : les volets, les portes, les devantures se ferment, les femmes crient, chacun va se cacher à la cave, et pendant toute cette confusion, les mitrailleuses et les canons grondaient toujours.

» La fuite se prolonge jusqu'à la barrière d'Asnières ; les gardes nationaux cherchent à rentrer en ville ; un petit nombre seulement parvient à passer, la plupart gagnent le talus du chemin de fer et débouchent par là dans l'intérieur de l'enceinte fortifiée. A la hauteur de la station des Batignolles, un poste tente de barrer la route à cette invasion ; mais les hommes ne sont pas en

force, et les fuyards répandent dans le quartier les bruits les plus alarmants, essayant de colorer leur défaite de mille prétextes.

» Cependant, à Asnières, la lutte continuait : un détachement avait pris position dans la gare et dans les bureaux du télégraphe ; les tirailleurs versaillais, arrivant de droite et de gauche, de chaque côté de la voie, firent pleuvoir sur la petite troupe une grêle de balles de chassepot et de fusils de rempart. Néanmoins, les fédérés ont tenu bon et n'ont quitté la gare qu'après avoir coupé les fils du télégraphe ; puis ils suivirent leurs camarades qui battaient en retraite.

» En arrivant sur les bords de la Seine, ils ne sont pas médiocrement surpris de voir que le pont de bateaux vient d'être coupé par ordre du commandant fédéré, lequel croyait sans doute tous ses hommes en sûreté. D'autres gardes nationaux qui venaient d'essuyer une charge de cavalerie dans la plaine de Bezons, arrivent aussi sur le quai et paraissent désespérés en voyant leur ligne de retraite coupée.

» Quelques-uns se jettent à l'eau, mais trop pesamment chargés, ils sont entraînés par le courant ; d'autres saisissent les cordages qui relient les bateaux et s'efforcent de rétablir le pont ; beaucoup, enfin, se ruent sur les talus du chemin de fer, au risque de se faire mitrailler, car les Versaillais tiraient sans relâche de différents points et avec une vigueur toujours croissante : une de leurs batteries dominait entièrement le chemin de fer et balayait la voie. Un grand nombre de

ceux qui ont passé ainsi le pont ont été frappés au milieu de leur course par les biscaïens et les éclats d'obus ; quelques-uns, peu nombreux, sont tombés dans l'eau. »

L'Armistice.

Un armistice de vingt-quatre heures fut conclu afin de permettre aux malheureux habitants de Neuilly de sortir de leurs caves et de se sauver devant les ruines amoncelées. Il devenait urgent d'enlever les cadavres et les blessés dont le nombre, hélas ! augmente à chaque heure.

Combat de Bagneux.

Le 25 avril, les insurgés au nombre de 900, tentent de s'emparer de Bagneux. Ils furent repoussés avec des pertes sérieuses et leur drapeau capturé.

Les batteries de Brcteuil, Meudon et Châtillon ouvrent un feu très-vif contre le Point-du-Jour, Issy et Vanves.

Nous donnons ci-après la circulaire de M. Thiers sur le combat de Bagneux.

« Versailles, 24 avril, 9 h. soir.

» *Le chef du pouvoir exécutif aux préfets sous-préfets, généraux commandant les divisions militaires, procureurs généraux et procureurs de la république.*

» Les jours écoulés viennent de se passer en travaux du génie et en concentration de troupes.

» Les corps formés à Cherbourg, à Cambrai et à Auxerre avec les prisonniers revenus d'Allemagne, qui ont pris position à Versailles, ont été remarqués par leur tenue à la fois sévère et ferme. On reconnaît parmi eux les vaillants soldats de Gravelotte, qui, en combattant un contre deux, ont livré sans fléchir une des plus grandes batailles du siècle. Ils forment deux corps séparés sous les ordres des généraux Douai et Clinchant.

» C'est autour de Bagneux que se sont passés les combats des deux derniers jours. Avant-hier samedi, les insurgés avertis qu'on avait barricadé Bagneux, ont attaqué ce village, d'abord avec deux cents hommes qui ont été mis en déroute, puis avec une seconde colonne d'un millier d'hommes et une pièce de canon. La petite garnison, composée de deux compagnies du 46^e de ligne, a attendu les insurgés à cent mètres et les a mis en fuite par un feu meurtrier. Ils ont voulu recommencer aujourd'hui lundi et se sont avancés, précédés d'une petite avant-garde; les tirailleurs du 70^e, habilement embusqués, ont reçu cette avant-garde à bout portant et l'ont détruite. Un drapeau rouge et celui qui le portait sont entre nos mains.

» Ces combats destinés à troubler nos travaux, n'ont point atteint leur but; ces travaux sont achevés et les opérations actives vont bientôt commencer.

» A. THIERS.

» *Pour copie conforme :*

» Le préfet du Nord,

» SÉGUIER.

Combat de Moullineaux.

Une attaque fut dirigée par 400 versaillais, le 26 avril, contre le village de Moullineaux occupé par deux bataillons de fédérés; après un vif engagement, ceux-ci furent expulsés et les Versaillais s'emparèrent de cette position.

Il est à constater que les troupes de Versailles gagnent ensiblement du terrain, bien que la lutte conserve toujours la même animosité.

On signale une grande agitation en province; le communisme fait des progrès malgré les récentes défaites essuyées par les Parisiens; Grenoble, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Le Mans renferment de nombreux partisans de la Commune; cependant l'ordre n'est pas encore troublé dans ces grandes villes.

Les Versaillais, en face de ce mouvement, redoublent d'énergie; les forts de Vanves et d'Issy essuyent un feu terrible.

Démonstration maçonnique.

Pendant ce temps, la franc-maçonnerie parisienne se rendait à l'hôtel de ville afin d'adopter des mesures en faveur de la paix.

La démonstration maçonnique était composée des délégués de cent-vingt loges, porteurs d'étendards et d'insignes de l'ordre. Les étendards furent plantés sur les remparts de Paris.

Quelques maçons, appartenant à diverses loges, se ren-

dirent à Rueil près des chefs de l'armée française; la canonnade fut alors interrompue, elle avait duré toute la nuit.

Combat de Clamart.

A Clamart, les fédérés furent repoussés avec des pertes sérieuses, il y eût plus de 400 hommes hors de combat. Dans l'attaque, la cavalerie de Versailles pénétra jusque dans la gare.

L'armée de Paris fut divisée en deux parties sous le commandement suprême du général Cluseret; la première partie s'étendant au Point-du-Jour à Saint-Ouen, fut placée sous les ordres du général Dombrowsky, et l'autre partie, de Bercy au Point-du-Jour, obéissait au général Wroblewski; La Cécilia fut chargé de l'armée du centre.

Le bombardement reprend avec violence; le feu des forts d'Issy et de Montrouge répond faiblement à celui des Versaillais. La scission la plus complète existe entre le comité central et la Commune; le général Cluseret fut mis en état d'arrestation.

Dans la nuit du 29 avril, après un terrible bombardement, les fédérés abandonnent Issy complètement ruiné. Les délégués de la franc-maçonnerie font connaître à la Commune l'insuccès de leur démarche auprès du gouvernement de Versailles. M. Thiers, ne veut aucun arrangement, aucune transaction avec la Commune.

De son côté celle-ci ne perd pas espoir, refoulée de toutes ses positions, elle prend des mesures pour résister

avec vigueur. Dans l'intérieur de Paris, de nouvelles barricades s'élèvent formant une seconde enceinte garnie de canons. Le général Cluseret est écroué à la Conciergerie ; on l'accuse d'avoir livré le fort d'Issy.

Prise du Moulin-Saquet.

Les obus pleuvent dans Montmartre et aux Batignolles ; des rencontres continuelles ont lieu à Levallois, au bois de Boulogne et à Neuilly.

Le Moulin-Saquet violemment attaqué, mais bien défendu par les fédérés, n'a pu être enlevé qu'à la seconde attaque dirigée par le général Lacretelle et qui a coûté la vie à 200 insurgés.

Le moulin a été évacué, les canons encloués ; le général Lacretelle a déployé dans cette affaire la plus grande bravoure, il pu ramener 300 prisonniers.

La prise de la gare de Clamart devait être aussi d'une grande importance pour les opérations futures.

Pendant que les Versaillais, par ces avantages successifs, enserrant Paris dans un cercle de fer et se préparent à l'assaut définitif ; que font les chefs de la Commune ?

Suppression des journaux.

Ils se destituent entr'eux, après avoir lancé des décrets de suppression et de spoliation. Les journaux suivants : *le Petit Moniteur, le Petit Journal, la Petite Presse, la France, le Temps*, etc., sont supprimés ; les propriétés

des absents sont violées; un arrêté ordonne la démolition de la chapelle expiatoire de Louis XVI. Félix Pyat et plusieurs membres du comité sont forcés de donner leur démission. Sur la proposition de Courbet, la démolition de la colonne Vendôme est décrétée.

Congrès de la Ligue républicaine.

Une assemblée de conseillers municipaux, sous le titre de « Congrès de la Ligue patriotique des villes républicaines, » forma le projet de se réunir à Bordeaux afin de prendre les mesures nécessaires pour établir le régime de la Commune dans leurs départements respectifs.

Plusieurs organes de la presse font remonter l'origine de ce projet au citoyen Gambetta, mais sans cependant l'affirmer.

Quoiqu'il en soit, le gouvernement de Versailles jugea prudent d'étouffer dans son essor ce nouveau monstre de la réaction près d'éclore et, par un décret que le lecteur appréciera, prend les mesures les plus restrictives à l'égard de la Ligue républicaine.

A Paris, la journée du 7 mai est une des plus tranquille; un armistice de quelques heures fut convenu pour enterrer les morts.

Les Versaillais concentrent leurs troupes sur Levallois-Perret, où une attaque doit être dirigée.

La nouvelle du congrès de la Ligue républicaine réveilla l'espérance de la Commune, mais elle fut de courte durée.

M. Thiers, voulant supprimer cette nouvelle cause de perturbation, rappelle par la note suivante insérée au

Journal Officiel, les conseillers municipaux à leurs devoirs.

« Un comité provisoire formé à Bordeaux convoque à bref délai un *Congrès de la Ligue patriotique des villes républicaines*.

» Le comité décide dans son programme que chaque ville républicaine aura un délégué sur vingt mille habitants, et que ces délégués seront pris parmi les conseillers municipaux nommés aux élections du 30 avril 1871, en suivant l'ordre du tableau.

» Ce congrès est donc une réunion de divers conseils municipaux délibérant entre eux sur les affaires de l'État, et il tombe sous l'application de l'art. 25 de la loi du 5 mai 1855, qui est ainsi conçu :

« Tout conseil municipal qui se mettrait en correspondance avec un ou plusieurs autres conseils, ou qui publierait des proclamations ou adresses, sera immédiatement suspendu par le préfet. »

« En outre, les déclarations publiées en même temps que leur programme par les membres du comité d'organisation, établissant que le but de l'association est de décider entre l'insurrection d'une part et le gouvernement et l'Assemblée de l'autre, et substituant ainsi l'autorité de la Ligue à celle de l'Assemblée nationale, le devoir du gouvernement est d'user des pouvoirs que lui confère la loi du 19 avril 1834.

» C'est un devoir auquel on peut être assuré qu'il ne faillira pas. Il trahirait l'Assemblée, la France et la civilisation, s'il laissait se constituer à côté du pouvoir régu-

lier issu du suffrage universel, les assises du communisme et de la rébellion. »

En même temps, l'ordre est donné d'arrêter M. Gambetta ; on le croyait l'instigateur du congrès républicain. C'eût été, en effet, un moyen de destituer un gouvernement légal par un pronunciamiento révolutionnaire.

Proclamation aux habitants de Paris.

La proclamation suivante fût adressée aux Parisiens avant l'assaut définitif de la ville révoltée.

« La France, librement consultée, doit obéissance au gouvernement qui est le seul légal, le seul qui puisse commander, si le gouvernement n'est pas un vain mot.

» Le gouvernement vous a donné les mêmes droits qu'à Lyon et à Marseille. Vous ne pouvez pas demander des droits plus étendus.

» La minorité qui vous opprime prétend imposer à la France ses violences ; elle viole la propriété, emprisonne les citoyens, suspend le travail, arrête la prospérité, retarde l'évacuation du territoire par les Allemands, et vous expose à une nouvelle attaque de leur part, qu'ils se déclarent prêts à exécuter sans merci, si nous n'arrivons pas nous-mêmes à comprimer l'insurrection.

» Nous promettons encore de laisser la vie sauve à ceux qui déposeront les armes. Nous continuerons les subsides aux ouvriers nécessiteux. Mais il faut que l'insurrection cesse, car elle ne peut pas se prolonger sans que la France périclite.

» Le gouvernement aurait désiré que vous puissiez vous affranchir vous-même de vos tyrans ; puisque vous ne le pouvez pas, il faut bien qu'il s'en charge. Jusqu'à présent, il s'est borné à attaquer les ouvrages extérieurs.

» Le moment est venu où, pour abrégier votre supplice, il doit attaquer l'enceinte.

» Il ne bombardera pas Paris, il ne tirera le canon que pour forcer une porte, il s'efforcera de limiter au point attaqué les ravages d'une guerre dont il n'est pas l'auteur.

» Il dépend de vous de prévenir les désastres irréparables d'un assaut. Vous êtes cent fois plus nombreux que les sectaires de la Commune. Réunissez-vous, ouvrez-nous les portes. Alors le canon cessera et le calme, l'ordre, l'abondance et la paix renaîtront ; les Allemands évacueront le territoire, les traces de vos maux disparaîtront.

» Parisiens, pensez-y mûrement ; dans très-peu de jours nous serons dans Paris. La France veut en finir avec la guerre civile. Elle le veut, elle le doit, elle le peut, et elle marche pour vous.

» Vous pouvez contribuer à vous sauver vous-mêmes, et rendre l'assaut inutile, en reprenant votre place, dès aujourd'hui, au milieu de vos concitoyens et de vos frères. »

La Commune est entrée dans sa dernière phase ; les décrets, les mesures les plus arbitraires sont à l'ordre du jour.

Le Comité de salut public se renouvelle journellement.

Pendant que Rossel demande son incarcération à Mazas, M. J. Alix entre dans une maison de fous, où pourraient aller le rejoindre bien d'autres membres du Comité.

Prise de Vanves.

Les défaites se suivent ; après Issy, Vanves est occupé par les Versaillais ; le cercle se resserre, l'instant approche où la grande ville sera délivrée des terroristes.

La batterie de Montretout tient Paris en brèche ; l'ouverture faite, un corps d'armée de 10,000 hommes, sous les ordres de Douai, est prêt à tenter l'assaut.

Les forts succombent les uns après les autres. Malgré ces succès obtenus par le grand stratégiste M. Thiers, ce dernier est en proie aux *tracasseries* de l'Assemblée, impatiente d'en finir.

Cependant le fort de Vanves évacué, les barricades de la porte Maillot détruites, les travaux d'approche du bois de Boulogne terminés prouvent que l'armée de Versailles combat sans trêve ni repos ; les improbateurs oublient que cette armée qui devait les sauver était une création inattendue, pourvue d'une artillerie et d'une organisation bien supérieure à ce qu'avait pu faire l'empire en dix-huit années.

Décret de la Commune.

C'est alors que la Commune, après avoir décidé la démolition de la colonne Vendôme, lance le décret suivant

qui passera à la postérité, comme un monument de honte éternelle.

« Le Comité de salut public.

» Vu l'affiche du sieur Thiers, se disant chef du pouvoir de la république française ;

» Considérant que cette affiche, imprimée à Versailles, a été apposée sur les murs de Paris par les ordres dudit sieur Thiers ;

» Que, dans ce document, il déclare que son armée ne bombarde pas Paris, tandis que chaque jour, des femmes et des enfants sont victimes des projectiles fratricides de Versailles ;

» Qu'il y est fait un appel à la trahison pour pénétrer dans la place, sentant l'impossibilité absolue de vaincre par les armes l'héroïque population de Paris,

» Arrête: Art. 1^{er}. Les biens meubles des propriétés de Thiers seront saisis par les soins de l'administration des domaines.

» Art. 2. La maison de Thiers, située place Georges, sera rasée.

» Art. 3. Les citoyens Fontaine, délégué aux domaines, et J. Andrieu, délégué aux services publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution IMMÉDIATE du présent arrêté.

» Paris, 21 floréal an 79.

» *Les membres du Comité de salut public,*

» ANT. ARNAUD, EUDES, F. GAMBON, G. RANVIER. »

Ordre du jour.

Un ordre du jour du maréchal Mac-Mahon à l'armée, la félicite de sa bravoure et annonce comme prochaine la prise de Paris.

« Soldats,

» Vous avez répondu à la confiance que la France a mise en vous. Par votre bravoure et votre énergie, vous avez vaincu les obstacles qui vous ont été opposés par l'insurrection, qui disposait de tous les moyens préparés par vous contre l'étranger. »

Énumérant ensuite tous les faits d'armes accomplis dernièrement, la capture de 3,000 prisonniers et 150 bouches à feu, l'ordre du jour ajoute :

« Le pays applaudit à vos succès. Il y voit le présage de la fin de la lutte que nous déplorons tous. Paris nous appelle pour le délivrer du prétendu gouvernement qui l'opprime.

» Avant peu nous planterons sur les remparts le drapeau national, nous obtiendrons le rétablissement de l'ordre réclamé par la France et l'Europe entière.

» Soldats, vous avez mérité la reconnaissance de la patrie. »

Dans cette malheureuse cité, les fusillades, les attentats contre la propriété redoublent; les citoyens doivent être munis de pièces certifiant leur identité sous peine d'être passé par les armes. Six nouveaux journaux sont supprimés, parmi lesquels *l'Etoile*, le *Moniteur*, *l'Observateur*

et l'*Univers*. Rossel lui-même est qualifié de traître et obligé de se cacher pour éviter la mort.

Attentats contre la propriété.

L'hôtel de M. Thiers est entièrement détruit, sa démolition est même commencée; les travaux pour le renversement de la colonne se poursuivent avec acharnement; rien ne peut arrêter la rage des terroristes.

Prise de Levallois-Perret.

Les Versaillais redoublent aussi leurs efforts, les obus tombent chaque jour plus avant dans Paris; les batteries de Clamart, Montretout et Saint-Cloud croisent leur feu sur le Point-du-Jour. Toute la ligne des remparts est bombardée, le village de Levallois-Perret n'est plus qu'un monceau de ruines.

Passy et Auteuil sont presque détruits; après un violent engagement, les fédérés ont été obligés de se replier dans le bois de Boulogne.

Les batteries versaillaises attaquent violemment les Hautes-Bruyères et Bicêtre.

Les otâges.

Le règne de la Terreur s'accroît par la mise en vigueur de la loi des suspects; la cour martiale passe au jugement des prisonniers retenus comme otâges; ces malheureux seront fusillés pour avoir défendu le droit.

Nous citons ces décrets qui resteront comme un lugubre souvenir du règne de la Terreur.

« Art. 1^{er}. Toute personne prévenue de complicité avec le gouvernement de Versailles sera immédiatement décrétée d'accusation et incarcérée.

» Art. 2. Un jury d'accusation sera institué dans les vingt-quatre heures pour connaître les crimes qui lui seront déférés.

» Art. 3. Le jury statuera dans les quarante-huit heures.

» Art. 4. Tous les accusés retenus par le verdict du jury d'accusation seront les otages du peuple de Paris.

» Art. 5. Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du gouvernement de la Commune de Paris sera, sur-le-champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages retenus en vertu de l'article 4, et qui seront désignés par le sort.

» Art. 6. Tout prisonnier de guerre sera traduit devant le jury d'accusation, qui décidera s'il sera immédiatement remis en liberté ou retenu comme otage. »

Le fort Montrouge n'est plus qu'une ruine, quatre formidables batteries l'ont détruit ; les positions du Grand-Montrouge, du Petit-Vanves et de Malakoff, après un combat acharné, tombent au pouvoir des Versaillais ; la célèbre redoute des Hautes-Bruyères est battue en brèche par deux batteries qui maintiennent un feu incessant.

Boulogne, Sablonville, Cachau sont inondés d'obus et de boulets ; les portes d'Auteuil et du Point-du-Jour,

abandonnées par les insurgés, sont formidablement gardées ; l'assaut est imminent.

La maison de M. Thiers n'est plus que ruines ; la colonne Vendôme est tombée et brisée ; les établissements publics pillés et dévastés, tels sont les symptômes de la rage impuissante ; tristes précurseurs d'un dénouement terrible.

Explosion de la cartouchière Rapp.

L'explosion de la cartouchière Rapp vient encore ajouter sa sinistre lueur à ce drame sanglant.

Le bruit de l'explosion fut entendu jusqu'à Versailles, ce fût une pluie de balles, une trombe de feu s'élançant vers le ciel et semant la mort partout. On retrouva des débris humains à plus d'un kilomètre. Le sol était jonché de ferrailles de toutes sortes, de débris de meubles et de poutres carbonisées ; beaucoup de maisons de la rue Saint-Dominique et de l'Université sont en ruines.

Dans la nuit du 18 mai, les batteries du bois de Boulogne font d'énormes trouées dans les remparts.

La plupart des membres de la Commune désertent leurs sièges, signe d'une déconfiture prochaine.

Pillage des églises.

Toutes les églises sont pillées. Les ecclésiastiques et l'archevêque de Paris sont retenus comme otages.

La chapelle expiatoire est complètement démolie ; toutes les maisons avoisinant les remparts se vident et

les murs, destinés à abriter la garde nationale, sont crénelés.

Cependant les Allemands concentrent leurs troupes, ne laissent plus passer les vivres et interceptent toute communication.

Combats du bois de Boulogne.

Les Versaillais tentent plusieurs fois l'assaut avec des ponts volants du côté du bois de Boulogne. Les batteries de brèche dirigent leur feu sur la Muette et la porte Dauphine. Malgré la vigueur de l'action, les assiégeants restent dans leurs positions premières.

Le 18^e arrondissement est très-éprouvé par le feu de Montmartre. Les Batignolles reçoivent une pluie d'obus, il en tombe partout, Grande-rue, avenue de Clichy, et avenue Saint-Onen.

A partir du 21 mai, on peut considérer l'isolement de Paris comme complet, les Prussiens ayant coupé la ligne du Nord.

Le général Clinchant, pénétrant par le faubourg Saint-Honoré, s'établit à l'Opéra.

La porte de la Muette est franchie.

Les troupes des généraux Douay et Ladmirault s'avancent jusqu'à l'Arc-de-Triomphe et y prennent position.

Le général Cissey appuie sa gauche à Montparnasse et sa droite aux Invalides.

M. Thiers annonce à l'Assemblée que Paris va être rendu à la France, que l'insurrection est vaincue par notre brave armée.

Il annonce l'application de loi martiale à tous les insurgés.

M. Thiers, accompagné du général Mac-Mahon, se trouvait au Mont-Valérien, lors de l'entrée des troupes dans Paris ; l'artillerie avait cessé son feu.

Les insurgés se trouvaient de plus en plus refoulés du côté des troupes prussiennes ; celles-ci avaient ordre de faire feu sur eux s'ils abordaient les avant-postes.

Arrestation de Rochefort.

Le rédacteur en chef du *Mot d'ordre*, qui s'était enfui de Paris, après le décret de suppression des journaux par la Commune, fut fait prisonnier à Meaux et emmené à Versailles. Nous empruntons au *Times* quelques détails sur son arrestation :

« Je n'ai jamais été témoin d'une scène plus émouvante que celle de l'entrée de Rochefort prisonnier qui a eu lieu aujourd'hui. Il a été amené par la route de Saint-Germain, dans un omnibus trainé par deux chevaux, précédé d'un escadron de gendarmes, entouré de chasseurs d'Afrique et suivi d'un escadron du même corps. A côté de Rochefort étaient assis son secrétaire Mouriot et quatre agents de police vêtus en bourgeois.

» Sur le haut de l'omnibus se tenait un officier de gendarmerie en uniforme et trois sergents de ville en habits bourgeois. Malgré son déguisement, il était impossible de se méprendre sur l'identité du prisonnier. Il était une heure et demie de relevée quand le « cortège, » arrivé à

l'extrémité du boulevard du Roi, entra dans la rue des Réservoirs.

» Tout le monde se précipita dans la rue et poussa des cris d'exécration. Ce n'était pas seulement une démonstration de la populace, car les citoyens de toutes les classes de la société y prirent part.

» Un homme risqua de crier : Vive Rochefort ! il fut aussitôt maltraité par tous ceux qui l'entouraient ; il ne dut son salut qu'à l'intervention des sergents de ville qui l'arrêtèrent.

» Dans la rue des Réservoirs, dans celle de la Pompe, sur la place Hoche, dans la rue de Hoche et dans l'avenue Saint-Cloud, on cria : A bas l'assassin ! à bas le brigand ! à mort !

» Le peuple voulait l'arracher de l'omnibus. Ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés que la cavalerie réussit à le protéger contre l'exaspération de la foule et à empêcher celle-ci de se livrer à une exécution sommaire.

» Le cortège ne put avancer que lentement, Rochefort fut enfin déposé à la prison.

» Je crois que sans les précautions prises par le gouvernement, il eût été massacré longtemps avant d'y arriver.

» Le peuple avait demandé à grands cris de pouvoir faire un exemple sur sa personne, et il manifesta hautement et généralement la déception qu'il éprouvait en voyant que c'était dans une voiture qu'on amenait le prisonnier. »

L'entrée des troupes de Versailles dans Paris.

Une avant-garde de marins escalada, en plein jour, les remparts et explora les lieux.

La porte de la Muette seule était gardée en force par le 130^e bataillon (Bercy). Les fédérés, qui supposaient que l'entrée principale serait tentée par cette porte, avaient élevé aux abords de celle-ci des constructions qui en faisaient une véritable forteresse. Vingt-sept canons du plus fort calibre avaient la gueule braquée sur le bois de Boulogne. Le général Dombrowski, à qui le soin de la défense de cette porte avait été confié, s'était installé avec son état-major dans le château de la Muette,

Le général avait compté sans la défection.³ A minuit, alors qu'il demandait au sommeil des forces nouvelles, le 130^e bataillon abandonna spontanément la position qu'il occupait, au moment où les troupes entrées par la porte d'Auteuil arrivaient. Le général Dombrowski, réveillé en sursaut, eut tout juste le temps de brûler quelques papiers et de sauter dans le tunnel du chemin de fer de ceinture, dont il suivit la voie jusqu'à la porte Maillot. Là il ne trouva que l'artilleur anversoïis Stevens, qui ne voulut pas se retirer, déclarant qu'il préférerait être fusillé sur place plutôt que d'abandonner son poste.

Le général Dombrowski, qui avait dû abandonner ses chevaux, se rendit à pied à l'Arc-de-Triomphe, mais déjà les balles versaillaises arrivaient de ce côté. Les fédérés, qui étaient tranquillement occupés à monter une

batterie, abandonnèrent cette besogne, trainant leurs canons à bras jusqu'aux Champs-Élysées.

Au même moment, des troupes se dirigèrent vers le Trocadéro dont elles prirent possession, sans coup férir, tandis que d'autres détachements arrivaient sur le Champs-de-Mars, occupé par le 230^e bataillon. Les gardes de ce bataillon, qui n'avaient pas une seule cartouche, se hâtèrent de décamper par les rues Grenelle et Dominique-Saint-Germain.

Telle était la situation au lundi matin. Ces premiers pas de l'armée dans Paris furent très-rapides. Son entrée imprévue prit partout la défense à l'improviste.

Paris, ce jour-là, en se réveillant par un magnifique soleil, apprit la grande nouvelle, qui produisit l'effet d'un coup de foudre. Bientôt elle pénétra dans les maisons, semant ici la joie, provoquant là tristesse et fureur chez d'autres.

Les Versaillais, disait-on, s'étaient présentés à la porte de Neuilly, mais *ils avaient été tous brûlés au moyen de pompes à pétrole!* Le rappel est battu dans toutes les rues, le tocsin sonne, les gardes nationaux se rassemblent, se concertent; sur tous les points, on commençait la construction de barricades; des estaffettes répandaient partout le mot d'ordre : « Aux barricades, aux barricades ! »

Tous les passants étaient requis de porter leur pavé ou leur sac de terre. Leur concours n'était d'ailleurs que secondaire, l'activité des gardes nationaux, des gamins et des femmes étant bien suffisante.

Les femmes surtout travaillaient avec ardeur. La barricade de la place du Châtelet, près du pont, était entièrement construite par des femmes et des enfants.

« Accompagné par un ami muni d'un laissez passer, je pénétrai dans l'hôtel de ville. Aucun membre de la Commune ne s'y trouvait. Les employés couraient effarés, inquiets, ne répondant pas aux questions qu'on leur adressait. Mon ami qui connaissait Cluseret, acquitté la veille par la Commune, demanda à le voir. On nous indiqua la chambre à coucher de M^{me} Dolfes. La porte de cette chambre était ouverte, le lit était défait, en désordre, un déjeuner était servi, mais il était intact.

Nous sortîmes de l'hôtel de ville comme nous y étions entrés, sans avoir été inquiétés, sans avoir rencontré un délégué quelconque, un membre d'un des nombreux comités de la Commune. »

Pendant que le comité central prenait ses dispositions défensives, l'armée continuait sa marche. Les chefs avaient eu pour but, moins d'emporter immédiatement telle ou telle position que de préparer l'exécution d'un vaste mouvement stratégique.

En quelques heures, les troupes se sont établies à la gare Saint-Lazare, aux églises la Madeleine et de Saint-Augustin, au nouvel Opéra, à la caserne de la Pépinière.

Un combat terrible a eu lieu au passage Rivoli.

Sur le boulevard Haussmann, les feux des artilleurs ne cessaient pas. Les balles pleuvaient. Un vieillard fut tué raide à l'angle des rues Saint-Lazare et de la Chaussée-d'Antin. Quelques instants après, un gamin fut mor-

tellement atteint. Un monsieur eut le crâne enlevé. Deux femmes furent frappées au moment où elles entraient dans la rue Taitbout.

L'anxiété dans Paris était grande. Les magasins, les cafés étaient fermés, les persiennes des fenêtres closes.

Vers cinq heures, le combat prit tout à coup des proportions effroyables. Le canon se mit à tonner et les obus tombèrent à foison sur la place d'intersection du boulevard Haussmann, de la rue du Helder et de la rue Taitbout. Les maisons de cette dernière rue qui fait face au boulevard reçurent quantité d'obus. Leurs façades furent trouées en plus de vingt endroits.

Les buttes Montmartre tiraient sur l'Arc-de-Triomphe. Le soir, Paris était lugubre. Il semblait qu'un souffle de deuil et de douleur avait passé sur la capitale. Le rideau de la nuit venait tomber sur cette première journée, prologue du drame terrifiant qui devait commencer le lendemain.

Scènes de la guerre civile.

La place de la Bastille venait d'être enlevée aux insurgés. Ceux qui s'étaient dérobés à leur recrutement s'empressent de quitter leurs retraites, à la recherche d'aliments, tandis que des femmes, d'un pas précipité, l'inquiétude peinte sur le visage, tâchaient de connaître le sort de leurs frères, fils, maris engagés dans ces luttes fratricides. — La Large-rue jusque à la place du Trône était occupée par les soldats de la ligne. Les uns lavaient leurs cartouchières ensanglantées dans l'eau du ruisseau;

d'autres, épuisés de fatigue, dormaient, ayant pour oreiller le dur pavé. On ne distinguait pas les vivants des morts. A la barricade élevée à l'extrémité du boulevard Voltaire, il y avait un monceau de cadavres; plus loin, un groupe l'un sur l'autre; parmi eux plusieurs vieillards évidemment frappés dans leur retraite. Une femme sanglotait, après avoir reconnu dans l'un d'eux son mari appartenant au 44^e bataillon, réclamant avec prière qu'on l'aidât à le transporter ! Ce fut en vain, la fureur des soldats contre les gardes nationaux était telle qu'ils étaient plus enclins à maltraiter qu'à secourir.

Au coin de la place Voltaire, auprès d'une barricade, d'autres morts gisaient couverts de haillons, à moitié brûlés. Au-delà est la rue étroite et déelivée qui, après avoir franchi la Roquette, conduit au cimetière du Père-Lachaise, plus de quatre-vingts cadavres empilés, les jambes, les bras disloqués, les figures tuméfiées ou brisées étaient au milieu d'une mare de sang. Pris les armes à la main, ces hommes avaient été placés contre la muraille et fusillés. Des sentinelles, postées de distance en distance, retenaient la foule. Un Anglais, passant au pied de la prison de la Roquette, entend une fusillade suivie du sifflement strident de la mitrailleuse; un officier lui dit que c'était la justice de la guerre qui accomplissait son œuvre. De grands chars attendaient à la porte de la prison pour emporter les cadavres.

Dans le faubourg Saint-Antoine, ce n'étaient que femmes dans le désespoir et les larmes, au milieu des décombres des maisons détruites.

L'aspect de Belleville était horrible. Un café chantant transformé en ambulance, où de nombreux blessés succombaient privés d'assistance et de secours. Au moment où l'on venait les enlever, beaucoup étaient en putréfaction. Ce tableau de la mort dans ce qu'elle a de plus épouvantable, s'offrait au sein du désordre et du bris des objets mobiliers. Des Buttes-Chaumont partait l'horrible procession de milliers de prisonniers. Parmi eux se trouvait un grand nombre de femmes de tout âge, dont quelques amazones. Les huées, les injures leur arrivaient de toutes parts.

Dans la rue de la Paix, un soldat accablé de lassitude s'assied, refuse d'aller plus loin, en montrant son poing et grinçant des dents. Après plusieurs invitations de se relever, un soldat lui passe sa baïonnette à travers le corps en lui ordonnant de marcher avec ses compagnons. Le récalcitrant n'en tenant compte, il est saisi, placé sur un cheval, duquel il se laisse tomber; alors il fut lié à la queue et traîné à travers la rue, ce qui reporte à Bruneault traitée ainsi par l'implacable Frédégonde. Il ne tarda pas à s'évanouir; il fut transporté dans une ambulance aux applaudissements de la foule qui ne pouvait assez en manifester son exécration.

Le nombre considérable de morts, à Belleville, s'explique par la fureur du soldat qui faisait peu de quartier. Une blessure ne provoquait pas le secours, mais la mort.

La Roquette, où les otages ont été assassinés, devait, quelques jours après, être l'arène des supplices d'un autre caractère. C'est ainsi qu'un gentleman anglais, qui a

pénétré dans l'enceinte, y a vu un amas de trois cents cadavres, par suite d'exécutions sommaires, et raconte que des fournées se suivaient dans ce triste défilé. Il suffisait, pour être condamné, de la rougeur produite sur l'épaule par le repoussement du fusil ou des doigts noircis par les cartouches.

» Que d'innocents ont été enveloppés dans cette hécatombe dont le souvenir restera un cauchemar pour le chrétien et le philanthrope. »

Voici des faits empruntés à l'*Echo du Parlement* par une correspondance particulière de Corbeil :

« Ce matin, j'ai visité le camp de Sartory, où il y a 2,500 prisonniers, hommes et femmes pêle-mêle. Ces prisonniers sont dans la cour du parc d'artillerie, en plein air, tête découverte et couchent dans la boue ; les murs de la cour sont crénelés et les canons sont braqués sur les prisonniers. Hier, il y a eu une émeute et 300 ont été passés par les armes ; 57 se sont sauvés, mais 38 ont été repris. Il n'y a rien de plus dégoûtant que de voir ces gens. Ils ont des figures impossibles et un cynisme révoltant ; il y en a de toutes les nations et ce qui m'a fait assez de peine, c'est d'y trouver également un bon nombre de Belges.

» Dans la rue de la Paix, j'ai vu défilér trente jeunes filles, jolies et bien mises, toutes ouvrières d'un établissement de couture, que l'on accusait d'avoir empoisonné le vin des soldats. Elles marchaient gaiement et souriaient

à la foule qui les huait, et furent conduites ainsi à la place Vendôme, probablement pour être fusillées.

» Les femmes de Paris ont joué un grand rôle dans ce drame. Beaucoup ont été tuées sur les barricades et dans les rues. Leur œuvre principale a été l'incendie. On en a trouvé 300 habillées en matelots.

» Près du parc Monceaux, on a fusillé un couple, mari et femme. La femme refusait de marcher, demandant qu'on la fusillât sur-le-champ. On lui tira vingt coups de revolver, mais elle ne tomba morte qu'à la seconde décharge.

» On accuse hautement le général de Gallifet, triste legs de l'Empire, qui a su se faire recueillir par le parti de l'ordre, d'avoir été l'ordonnateur impitoyable de tous ces meurtres, au moins très-inutiles, et dont le peuple saura se souvenir plus tard. Témoin le malheureux général Clément Thomas, tombé victime d'une de ces féroces vengeances populaires, datant de juin 1848.»

III

Les derniers décrets des membres de la Commune.

Voici le testament digne des membres de la Commune. Ce sont les derniers décrets ou proclamations qui ont précédé sa chute.

Le monde saura désormais ce qu'il faut attendre de ces coryphées du crime, fléaux de la terre ; il semble que Dieu lui-même ait voulu que l'expiation, pût servir d'exemple en ne permettant pas que le démon qui les avait poussé pût assurer leur fuite.

Nous donnons, à la suite des décrets, des détails qui s'attachent à la fin des principaux chefs.

Un heureux hasard a fait tomber entre nos mains, dit la *Patrie*, quelques autographes trouvés chez le commissaire de police du quartier des Champs-Élysées.

VILLE DE PARIS. — 8^e ARRONDISSEMENT.

Commissariat de police du quartier des Champs-Élysées.

*Rapport au citoyen Brideau, commissaire spécial
à l'ex-préfecture de police.*

« Citoyen,

» Je vous informe que le 13 mai vous nous avez transmis un ordre, par l'intermédiaire du citoyen Mekarech, nous prescrivant de faire une perquisition chez le duc de Rivoli (chambellan de l'empire).

» Avons visité tous les appartements ainsi que leurs ameublements ; tout n'est que bronze doré ainsi que pendules et candélabres, qui sont montés sur marbre blanc.

» Avons mis les scellés dans une chambre où nous avons trouvé plusieurs croix et crachats or et argent, ainsi qu'une épingle en or garnie de pierres fines et une épée de député, plus deux chevaux dans l'écurie, que soi-disant, d'après l'homme qui les soignent, appartiennent au sieur Léonard, homme d'affaires, rue Jean-Marie, 3 ; comme cette allocution doit être fausse, je vous les envoie pour que vous les employez à un service public attendu qu'ils sont à l'écurie et qui ne font rien.

» Je vous transmets en même temps les croix et crachats à seule fin que vous les transmettiez ces objets à qui de droit.

(Textuel.)

» *Le commissaire de police,*

» CAUNY. »

Paris, 20 mai 1871.

RAPPORT.

J'informe le citoyen délégué central près l'ex-préfecture de police.

Ayant appris par l'intermédiaire de mes collègues de vous faire un rapport hebdomadaire du sentiment politique des habitants composant la circonscription de mon commissariat.

Il m'est impossible de faire un rapport sur mon quartier, attendu qu'il est désert et complètement abandonné car dans les maisons comme locataires il ne reste plus que des concierges, seulement le peu qui reste est à veiller de près, car ces gens-là n'attendent qu'une occasion pour se tourner contre nous.

MANUTENTION NATIONALE.

Ordre.

Le colonel commandant la manutention nationale demande au citoyen commissaire de police du quartier de l'avenue Montaigne le motif de la mise en liberté du citoyen Jules Lesin, demeurant rue de Lauzon, arrêté pour délit d'un cheval commis hier 11 mai 1871.

*Le commandant de la manutention,
le chef de poste,*

OUDINET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — VILLE DE PARIS.

Mairie du 17^e arrondissement.

2^e C^e du génie militaire, 29, avenue Wagram.

« Citoyen,

» Veuillez bien me consigner pour 24 heures le citoyen St-Dyzier qui est un petit goipeur et qui met le désordre dans toute ma C^e.

» Salut Fraternité.

» *Le capitaine,*

» N. L. LELEUX. »

—
Le *Journal des Débats* publie la lettre suivante de M. le sous-gouverneur de la Banque de France :

Paris, 31 mai 1871.

« Monsieur,

» Le silence qui me paraît avoir été gardé jusqu'ici sur la situation de la Banque de France m'oblige à recourir à la publicité.

» Trop d'intérêts privés et généraux se rattachent à cet établissement, pour qu'il ne soit pas nécessaire de les rassurer.

» Surprise par les événements du 18 mars, la Banque

est restée à Paris, gardienne du crédit de la France et de valeurs actives et inactives considérables.

» Après soixante-sept jours de règne de la Commune, c'est-à-dire de la terreur, *elle est intacte.*

» Aucune force armée n'a franchi son enceinte, malgré de nombreuses tentatives directes et indirectes, armées ou diplomatiques.

» Défendant pied à pied son enceinte, ce n'est que devant les sommations violentes ou armées de la Commune ou du Comité de salut public qu'elle a livré, jour par jour, le solde de la ville de Paris laissé par l'administration municipale, soit 9 millions 404,000 fr.

» Et munie d'un blanc-seing de Versailles, la somme de 7 millions 290,000 fr.

» La ville de Paris ne trouvera pas que la somme de 7 millions 290,000 fr. pour son compte ou pour celui de l'Etat, soit une avance excessive du pillage dont elle était menacée.

» Comment ce résultat a-t-il été obtenu ?

» Simplement par le sentiment du devoir.

» Par le concours de ceux des membres du conseil de régence qui sont restés à Paris, malgré les mandats d'amener décernés contre eux ;

» Par la ferme attitude et la cohésion du personnel, armé et non armé, de la Banque de France, et, n'en déplaise à ceux pour qui le lendemain du danger est le jour de l'ingratitude, par le concours du délégué de la Commune qui, sans s'immiscer dans l'administration de la Banque, déférait à toute réquisition pour tout ce qui pou-

vait intéresser la conservation de ce grand établissement.

» Peut-être un jour, pour éclairer l'opinion rendrai-je compte des incidents de ces deux longs et douloureux mois ; mais je ne ferai la part du mérite de personne, tout le monde ayant fait son *devoir*.

» Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

» *Le sous-gouverneur de la Banque de France,*

» Marquis DE PLOUEC. »

Voici, d'autre part, la copie exacte d'un ordre trouvé dans la poche du chef de la barricade de la rue du Château-d'Eau, le citoyen Jacquet :

COMMUNE DE PARIS.

Etat-major de la place.

« Le citoyen Jacquet est autorisé à requérir tous les citoyens et tous les objets qui lui seront utiles pour la construction des barricades de la rue d'1 Château-d'Eau et de la rue Albony.

» Le vin seul et l'eau-de-vie sont et demeurent exceptés.

» Les citoyens et citoyennes qui refuseront leurs concours seront immédiatement passés par les armes.

» Les citoyens chefs de barricades sont chargés d'assurer la sécurité des quartiers.

» Ils doivent faire visiter les maisons suspectes. Faire partout ouvrir les portes et les fenêtres durant la durée des perquisitions.

» Toutes les persiennes doivent être ouvertes, toutes les fenêtres fermées.

» Les soupiraux des caves doivent être surveillés avec un soin particulier.

» Les lumières doivent être éteintes dans les quartiers attaqués.

» Les maisons suspectes seront incendiées au premier signal.

» DELESCLUZE.

Cachet bleu avec ces mots : Commune de Paris.

» *Le chef de légion du 10^e arrondissement,*

» BRUNEL. »

Cachet rouge avec ces mots : Commune de Paris, mairie du 10^e arrondissement.

On a trouvé sur des insurgés tués ou faits prisonniers les ordres suivants :

Au citoyen général Dombrowski.

« Citoyen,

» J'apprends que les ordres donnés pour la construction des barricades sont contradictoires.

» Veillez à ce que ce fait ne se reproduise plus.

» Faites sauter ou incendier les maisons qui gênent votre système de défense. Les barricades ne doivent pas être attaquables par les maisons.

» Les défenseurs de la Commune ne doivent manquer de rien ; donnez aux nécessiteux les effets que contiendront les maisons à démolir.

Faites d'ailleurs toutes les réquisitions nécessaires.

Paris, 2 prairial, an 79.

DELESCLUZE, A. BILLIORAY.

P. O. Le colonel d'état-major,

LAMBRON.

Le citoyen Millière, à la tête de 150 fuséens, incendiera les maisons suspectes et les monuments publics de la rive gauche.

Le citoyen Dereure, avec 100 fuséens, est chargé du 1^{er} et du 2^e arrondissement.

Le citoyen Billioray, avec 100 hommes, est chargé des 9^e, 10^e et 20^e arrondissements.

Le citoyen Vésinier, avec 50 hommes, est chargé spécialement des boulevards de la Madeleine à la Bastille.

Ces citoyens devront s'entendre avec les chefs de barricades pour assurer l'exécution de ces ordres.

Paris, 3 prairial an 79.

DÉLESCLUZE, RÉGÈRE, RANVIER, JOHANNARD,
VÉSINIER, BRUNEL, DOMBROWSKI.

DIRECTION DE LA SURETÉ GÉNÉRALE.

Les citoyens Dereure et Vermorel sont chargés de faire arrêter immédiatement les rédacteurs, employés et compositeurs des journaux *la Politique* et *la Constitution*.

Paris, 3 prairial an 79.

COURNET.

COMMUNE DE PARIS.

Direction de la sûreté générale.

Le citoyen Raoul Rigault est chargé, avec le citoyen Régère, de l'exécution du décret de la Commune de Paris relatif aux otages.

Paris, 2 prairial an 79. DELESCLUZE, BILLIORAY.

Copie d'un ordre trouvé sur le citoyen belge Van der Hoven, chef de barricades au faubourg du Temple.

• Le citoyen délégué, commandant la caserne du Châ-

teau-d'Eau est invité à remettre au porteur du présent les bombonnes d'huile minérale nécessaires au citoyen chef-général des barricades du faubourg du Temple.

Le chef de légion,
BRUNEL.

On a trouvé sur le cadavre d'un insurgé tué à la mairie du 11^e arrondissement un ordre ainsi conçu :

« Incendiez le quartier de la Bourse : ne craignez pas.
» Le lieutenant-colonel,
» PARENT. »

Cet ordre porte, en outre, le cachet du commandant militaire de l'hôtel de ville.

S'étonnera-t-on alors que Paris n'ait pas été entièrement brûlé? Quelles ont dû être les angoisses de M. Thiers, en lisant les quelques lignes que lui envoyait le farouche Delescluse : « Si les troupes versaillaises ne rentrent pas
» immédiatement dans leurs positions en dehors de
» l'enceinte, je fais brûler complètement Paris! »

IV

Expiation. — Les arrestations et les exécutions des membres et généraux de la Commune.

Le *Petit Moniteur* publie le récit suivant de la mort de Millière dont les détails lui ont été donnés par un témoin oculaire :

Millière a été, jeudi matin, dans le palais du Luxembourg. On l'a trouvé caché dans les lieux. Millière a opposé une résistance des plus vives, car il a déchargé sur les soldats six coups de revolver.

Il était tête nue, pâle, effaré. Deux hommes le soutenaient par le bras; on le conduisit chez le général de Cissey, où il répondit avec assez de fermeté aux questions qui lui furent posées.

En sortant, il avait retrouvé du calme.

Il fut dirigé vers le Panthéon. Quand il arriva sur la place, il était soutenu par un capitaine revêtu d'un caban.

En gravissant les marches du péristyle, cet officier lui fit remarquer des traces de balles; c'était là que, l'avant-veille, il avait fait fusiller trente gardes nationaux qui refusaient de défendre les barricades.

Puis il gravit le reste des marches, et, arrivé sous le péristyle, comme il se tenait debout faisant face aux soldats, un officier l'oblige à se retourner le visage vers la porte de l'église, en tournant le dos à la troupe; mais, par ordre sans doute d'un officier supérieur, il lui fit reprendre sa première position, en le forçant à se mettre à genoux.

Millière découvrit sa poitrine, et, levant en l'air le bras droit, cria à haute voix : Vive la république!... Vive le peuple!... Vive l'humanité!... Vive..

Une décharge de chassepots lui coupa la parole; il tomba inclinant sur le côté gauche.

Sa chemise était percée de balles à l'endroit du cœur, où apparaissait une large tache de sang. Une seule balle l'avait frappé à l'œil droit. Un officier s'approcha, se baissa sur le cadavre et, lui appliquant son revolver dans l'oreille, fit feu. Un sergent franchit à son tour les degrés et lui lâcha le coup de grâce dans la tête, le crâne éclata en plusieurs morceaux et Millière fut complètement défiguré.

Varlin, membre de la Commune, vient d'être arrêté. Il passait rue Maubeuge, les mains liées derrière le dos et, escorté par des soldats de la ligne. Soupçonné d'avoir pris part à l'incendie du ministère des finances, il a été con-

duit rue des Rosiers, et fusillé à l'endroit même où périrent les généraux Lecomte et Clément Thomas.

Protot, le délégué à la justice, a été découvert, il y a une heure, dans la maison portant le n° 144, rue Lafayette.

Cluseret vient d'être fusillé dans la caserne du Prince-Eugène. Gambon, Lefrançais, membres de la Commune, ont été fusillés. Vidal, membre du Comité central, fusillé.

Mathieu, membre de la Commune, a été fusillé par ses propres soldats. Arrêté par ceux-ci, mercredi matin, tandis qu'il passait sur le Pont-Neuf, il fut accusé d'avoir reçu une somme d'un million cinq cent mille francs qu'on trouva sur lui pour livrer les portes aux troupes de Versailles. Malgré ses protestations, Mathieu fut adossé au socle de la statue d'Henri IV et fusillé par les fédérés.

Amoureux et Assi, prisonniers à Versailles, n'étaient pas encore fusillés ce matin.

Les exécutions qui ont lieu chaque jour atteignent des proportions effroyables. Une cour martiale est installée au théâtre du Châtelet, dans le foyer du public. Elle est présidée par un lieutenant-colonel. Les individus reconnus coupables et condamnés à la peine de mort sont conduits à la caserne Lobau, derrière l'hôtel de ville, où des pelotons d'exécution attendent les condamnés et justice est aussitôt faite.

La foule qui stationne aux environs du Châtelet et de la caserne se montre très-hostile aux insurgés, auxquels elle n'épargne pas les huées.

Plus de mille cadavres de fusillés ont déjà été enterrés dans le square de la tour Saint-Jacques.

Des exécutions ont lieu également dans le parc Monceaux.

Une colonne de plus de six mille prisonniers a traversé ce matin les boulevards. La majorité se composait de soldats qui avaient passé à la Commune, tous marchaient tête nue et portaient l'uniforme retourné. Deux prisonniers qui refusaient de marcher ont été fusillés.

On sait que les forts de Bicêtre et d'Ivry sont au pouvoir de l'armée. Le général Wroblewski, commandant les garnisons de ces deux forts, comprenant l'inutilité d'une plus longue défense, et à bout de munitions, avait fait demander au général commandant les troupes assiégeantes de laisser la vie sauve aux assiégés, moyennant que les forts seraient immédiatement rendus.

Le général répondit que les fédérés devaient se rendre à discrétion.

Ceux-ci en apprenant cette décision furent forcés d'évacuer les forts et de s'engager, au nombre de six mille environ, par les souterrains dans les catacombes, où ils sont encore à l'heure actuelle.

Le cas avait été prévu; toutes les issues des catacombes de Paris sont gardées par la troupe, les forts sont occupés par les assiégeants. De sorte que les six mille fédérés n'ont d'autre alternative que de mourir de faim dans les vastes carrières où ils se sont réfugiés ou d'être faits prisonniers s'ils tentaient d'en sortir.

« Cluseret, dit le correspondant du *Telegraph*, a été

fusillé samedi dans la caserne du Prince-Eugène. Jules Miot, le premier qui demanda l'organisation d'un Comité de salut public, a été fusillé dimanche à la Muette. Un prisonnier, nommé Dufil, s'est vanté d'avoir donné l'ordre de tirer sur les généraux Clément Thomas et Lecomte. Sur la route du Châtelet, sa destination, il chercha à s'échapper sur un terrain vague entre les rues de Berlin et de Londres. Le capitaine commandant l'escorte le poursuivit, tira un coup de revolver et l'atteignit à la tête. Dufil tomba, et il cherchait à se soulever sur ses coudes, quand le sergent et quatre hommes tirèrent sur lui ; il retomba mort. »

Parmi les exécutions sommaires, il en est quelques-unes qui peuvent être justifiées, si les faits qui les ont motivées sont exacts. Ainsi, on raconte que M. Millière a été passé par les armes après avoir lui-même fait fusiller place du Panthéon, trente jeunes réfractaires qui ont préféré mourir que de marcher sous les drapeaux de la Commune. Ils sont morts, dit-on, avec un grand courage. Il n'en aurait pas été de même de M. Millière, qui s'était caché, mais qui a été dénoncé par le frère d'une des victimes, lequel aurait déclaré à l'officier que si M. Millière n'était pas condamné, il ne le laisserait pas vivre. On sait que M. Jules Vallès est mort, également, avec les signes d'un grand désordre d'esprit. On m'affirme qu'il en a été de même, aujourd'hui, de M. Vermorel, dont le corps a été mis avec celui du général Dombrowski.

Il paraît que devant les cours martiales la condamna-

tion se décidait par l'inspection des prisonniers déshabillés. La main noircie par la poudre et graissée par la cartouche, une marque au haut du bras droit indiquant l'épaulement répété du fusil, étaient les signes qui dévouaient impitoyablement à la mort ceux sur qui elles se trouvaient. Il est urgent que d'autres preuves décident de la vie d'un homme, quel qu'il soit.

Le sieur Jourde, délégué de la Commune aux finances, a été arrêté au quai d'Orsay par deux agents de la police de sûreté, dans les circonstances suivantes :

L'ancien *ministre* s'était réfugié dans une maison voisine des décombres, fumants encore, de la Caisse des dépôts et consignations.

Quand il se vit entre les deux agents qui lui disaient : — Vous êtes le citoyen Jourde?

Jourde répondit : — Moi, jamais de la vie ! Je m'appelle Roux. Je suis connu dans mon quartier. Tenez, menez-moi à la mairie du 7^e arrondissement voir l'adjoint M. Hortus : il a été mon maître de pension et il me reconnaîtra bien.

Les agents conduisirent celui qui prétendait être Roux à l'ancien hôtel Forbin-Janson, rue de Grenelle, où se trouve la mairie du 7^e arrondissement.

Tout le monde connaît l'honnêteté et la bonté proverbiale de l'ancien chef d'institution, M. Hortus.

Jourde fut introduit dans son cabinet. — Bonjour M. Hortus, me reconnaissez-vous ? Je suis Roux votre ancien élève.

M. Hortus se leva brusquement, pâlit, et comme faisant un effort sur lui-même : — Vous êtes Jourde, et vous n'avez jamais été chez moi.

Jourde reprit tout bas : — Vous me perdez ; j'ai ma pauvre mère, ma femme...

L'adjoint fut inflexible ; il fit enfermer le délégué aux finances dans le corps de garde de la mairie et prévint le maréchal de Mac-Mahon, qui donna l'ordre que le prisonnier fût amené à son état-major et ne voulut pas qu'on l'envoyât à Versailles.

Lorsque le général Vinoy s'est présenté, il n'a guère dû trouver que les prisonniers des Bavaois, au nombre de quatre cents environ, parmi lesquels des membres et plusieurs fonctionnaires de la Commune. Le général La Cécilia qu'on avait dit tué à la barricade du Louvre, probablement parce que le cadavre de sa femme avait été trouvé là, s'est fait sauter la cervelle au moment où les troupes du général prenaient possession du fort.

Au nombre des membres de la Commune capturés au fort figurait le nommé Ostyn, d'origine belge, qui fut immédiatement passé par les armes, ainsi qu'un officier du nom de Van Bostenroode, également d'origine belge.

Enfin, je tiens d'un officier qui prit part à l'affaire qu'une des barricades du faubourg Saint-Antoine fut défendue un jour et une nuit par quatre hommes contre 180 soldats de l'armée. Deux de ces hommes furent tués, les deux autres faits prisonniers, puis fusillés ; tous les quatre étaient Belges.

Jules Miot, qui avait le premier demandé l'organisation du comité du salut public, a été fusillé, comme nous l'avons dit, à la Muette.

Il faisait partie d'un convoi de prisonniers qu'on dirigeait sur Versailles. On avait malheureusement négligé de le fouiller, et il avait pu conserver un morceau de baïonnette dont il tenta de frapper un des soldats qui le conduisaient.

C'est ainsi qu'il fut immédiatement adossé contre la maison d'un marchand de vin et exécuté.

Mort de Delescluze.

On nous a raconté, d'après des témoins que nous ne pouvons malheureusement pas invoquer, parce qu'ils sont dispersés, impossibles peut-être à retrouver, des détails sur la mort du chef de l'insurrection parisienne. Nous allons les donner en n'en prenant pas la responsabilité.

Delescluze s'était renfermé, après la prise de l'hôtel de ville, dans la mairie du 11^e arrondissement, et c'est de là qu'il dirigeait les mouvements de ses farouches séides. La vieille hyène, comme avaient fini par l'appeler eux-mêmes ses collègues de la Commune, avait, depuis quelques jours, une activité fébrile que rien ne pouvait calmer : il ne dormait plus et ne rêvait que sang et meurtre.

— On parlera de moi ? s'écriait-il sans cesse dans son ivresse implacable. Il faut que Paris disparaisse ! Lâche ville qui ne veut pas qu'on la délivre de ses oppresseurs !

Et il multipliait ses ordres infâmes, et il veillait à ce que les complices des incendies fussent approvisionnés de bombes et de pétrole.

Parfois, le nom de Chaudey passait sur ces lèvres blafardes, et il semblait que le remords pénétrait l'âme de ce monstre.

En effet, on ne l'ignore pas, c'est pour échapper au témoignage d'un ancien ami, qu'il avait ordonné à Raoul Rigault de faire fusiller l'infortuné rédacteur du *Siècle*.

Delescluze, ne l'oublions pas, avait commis dans sa jeunesse un vol chez M. Denormandie, avoué, chez lequel il était clerc. Proudhon, qui connaissait son Delescluze, et le savait capable de toutes les infamies, voulait se garder contre ses manœuvres. Il possédait la preuve du vol : il l'avait confiée à Chaudey.

Lorsque le général Vinoy s'empara du quartier dans lequel est compris le 11^e arrondissement, on trouva le corps de Delescluze sur le boulevard du Prince-Eugène.

Voici ce qui s'était passé.

Tant que la résistance de l'insurrection fut une véritable bataille, Delescluze commandait comme un général, il consultait le plan de Paris et donnait des ordres ; mais quand il se vit resserrer dans le petit cercle qu'il occupait, il perdit la tête, il redoubla de rage incendiaire ; mais en même temps, il ne songeait plus qu'à avoir la vie sauve.

Il n'espérait pas en la clémence des généraux ou du gouvernement régulier. Il voulait fuir. Les plus dévoués de ses amis, les plus fanatiques de son état-major en eurent le soupçon et le surveillèrent. Il s'en aperçut et

voulut marcher le front haut; mais la peur, l'horrible peur se lisait dans ses yeux jaunes.

Au plus fort de la bataille, alors que l'épouvantable fracas de l'artillerie était le plus intense, Delescluze quitta son cabinet de la mairie par une petite porte et sortit.

Parvenu à la barricade du boulevard du Prince-Eugène, il fut reconnu.

On accuse Delescluze de fuir, il voulut protester de ses intentions, et il affirmait que son devoir l'appelait sur un autre point.

Déjà, une foule nombreuse s'était rassemblée : on s'informe, on s'inquiète, on se dit, on se redit les soupçons pesant déjà sur le farouche dictateur qui, pendant ce temps, essayait de convaincre son entourage.

Mais les réactions sont promptes dans le peuple. Ceux, les femmes surtout, qui avaient tant souffert de ce siège horrible, crièrent à la trahison, et en vinrent tout naturellement à accuser Delescluze des malheurs de la patrie. Ce fut alors un cri unanime de malédiction contre l'auteur de tous les maux de la capitale, et une femme lui mit le poing sur la figure.

Delescluze repoussa la main; on crut qu'il frappait cette femme. La fureur populaire fut portée alors à son comble. Tous les poings se levèrent, des armes furent déchargées dans la foule, et une panique effroyable se mit parmi tout ce monde.

C'était à qui fuirait de tous côtés, car dans la demi-obscurité de la soirée, on ne savait pas d'où partaient ces coups de feu.

Ceux qui fuyaient ne cessaient de proférer des imprécations contre Delescluze ; mais ils y ajoutaient leurs appréhensions que cet homme eût pu s'échapper.

Il n'en était rien. Delescluze avait été frappé, et ce furent les troupes du général Clinchant, ainsi que nous l'apprend le *Journal officiel*, qui trouvèrent son cadavre.

Son corps a été transporté dans l'église Sainte-Elisabeth, puis exposé un peu après dans le square du Temple.

Ainsi a fini cet homme que l'insurrection a essayé de grandir et qui, après avoir été un vulgaire voleur, laissera dans l'histoire le nom de l'un des plus exécrables assassins. C'est l'Erostrate moderne. (*Liberté.*)

Mort de J. Vallès et de Longuet.

J. Vallès et Longuet ayant cherché à fuir, furent jetés contre un mur de la rue Saint-Germain l'Auxerrois et fusillés à bout portant, aux acclamations de la foule témoin de cet affreux spectacle.

On donnait fréquemment des diners intimes à la préfecture.

On était en général de vingt à trente convives ; on ne faisait point d'orgies, comme on l'a prétendu, et c'était à la préfecture qu'étaient les gens les plus distingués de la Commune.

La conversation était des plus ardentes, et parfois fort intéressante. M^{me} Eudes venait souvent y dîner ; elle était d'une remarquable beauté et d'un entrain charmant. On discutait beaucoup sur l'athéisme. Un jour, quelqu'un dit : *Si Dieu existait, il faudrait le fusiller.*

Parmi eux, il y avait un musicien de grand talent ;

après le diner, on faisait presque toujours de la musique et de la très-bonne musique.

Un dessinateur passait sa journée à faire des dessins qu'il envoyait à *l'Illustration*.

Il y avait aussi dans le cabinet du préfet une grande collection d'armes de M. de Gallifet : l'épée de Bazaine, le fusil de chasse de M. Picard, des masses de boîtes de conserves du siège, un monceau de brassards tricolores, des tas d'actions de toutes espèces. Tout cela a dû brûler.

La préfecture possédait plus de 860 agents secrets. — Il y en a que l'on payait fort cher. — Ils allaient dans tous les mondes et surtout dans la haute classe. — C'est à la préfecture que l'on était le mieux renseigné sur ce qui se passait. — et jamais, je crois, police mieux faite et plus active ne s'y déploya, — c'eût été à faire envie à l'empire. — Sans Cournet, la Commune eût vécu peut-être un peu plus longtemps ; mais, du reste, on ne se faisait point illusion et l'on savait bien que le mouvement du 18 mars ne pouvait durer.

Souvent l'on demandait pourquoi l'on mettait partout *ex-préfecture*, *ex-ministère*.

— Vous verrez dans peu de temps pourquoi l'on met *ex*, s'écriait l'un d'eux.

LE COLONEL LACOUR. — Ce colonel de la Commune, marchand de chevaux aux Champs-Élysées, ancien écuyer au Cirque-Napoléon, logeait avec son état-major dans une maison du boulevard Saint-Michel. De là, il dirigeait toutes les opérations du quartier. Le mercredi 24 mai, la lutte était chaude ; les balles sifflaient et les

obus, évenrant les toits et façades, allaient se perdre dans les appartements qu'ils bouleversaient. Le colonel, anxieux allait sans cesse à la fenêtre, épiant les bruits du dehors, interrogeant l'horizon.

Tout à coup un cavalier débouche ventre à terre du côté de l'Observatoire et vient s'arrêter à la porte de l'état-major.—Les Versaillais! Les Versaillais! hurle-t-il.

Le colonel Lacour, suivi de ses sbires, s'apprête à opérer un retraite en bon ordre. Mais avant, il lui vient un dernier exploit, — le seul à son actif, — à accomplir.

Mettez la mèche, dit-il, une bonne; il faut qu'elle dure une demi-heure.

Un fédéré partit en courant et une demi-heure après l'épouvantable catastrophe s'accomplissait.

Ce même colonel avait une façon à lui d'opérer des réquisitions.

Une vingtaine de ses gardes venaient le trouver parce que les vivres manquaient.

— Ah! vous n'avez pas de vivres Eh bien! n'y a-t-il pas dans cette rue des établissements Duval ou Porel?

— Oui, colonel.

Ce dernier, aussitôt, prend un morceau de papier et fait un bon pour vingt diners.

— Mais, hasarde un des gardes, si on refuse de nous les donner?

— Si on refuse, prenez-moi tous les employés et fusillez-les devant leur porte, ça servira de leçon aux autres!

La Cloche donne ce récit comme historique.

V

Fin tragique des otages.

Les otages avaient été transportés de la prison de Mazas à celle de la Roquette.

C'est dans la cour de cette maison de réclusion que le crime devait s'accomplir.

Pas une voix, parmi les bourreaux, ne s'est élevée en faveur de ces innocentes victimes de la guerre civile.

Le 25 mai, à huit heures du soir, commença l'appel des prisonniers.

Le premier appelé fut Mgr Darboy qui occupait la cellule n° 21 ; on passa à la cellule de l'abbé Allard, du président Bonjean et des Pères Clerc et Ducoudray ; membres de la Compagnie de Jésus.

Vint le tour du vénérable curé de la Madeleine, M. Deguerry.

Les portes des cellules furent ouvertes et les prisonniers purent croire un moment qu'on allait les transporter dans une autre maison, à cause des troupes de Versailles dont on entendait distinctement les feux de peloton.

Leur illusion fut de courte durée, on fit traverser aux prisonniers la galerie conduisant par un chemin de ronde, à la cour de la prison.

Les vénérables ecclésiastiques durent suivre ce nouveau Calvaire avant de se rendre au lieu de leur supplice.

Les outrages, les injures, les imprécations des fédérés, tels furent les préliminaires de ce lâche assassinat.

Un peloton d'exécution était rangé dans la cour.

Mgr Darboy s'adressa aux bourreaux en rappelant la parole du Christ : « Pardonnez-les, mon père, comme je leur pardonne, car ils ne savent ce qu'ils font. »

Les six prisonniers étaient groupés dans un coin de la cour et adossés au mur.

A la première décharge, les saintes victimes tombèrent foudroyées.

Les fédérés se précipitèrent sur Mgr Darboy, lui enlevèrent son anneau pastoral, sa montre, les garnitures de sa robe et de son chapeau et jusqu'aux boucles de ses souliers. L'argent qu'il avait sur lui fut également soustrait.

Cette exécution fut accomplie sans jugement, sans procès-verbaux, par quelques bandits.

Le directeur même de la Roquette était un ancien forçat.

Les corps des suppliciés furent jetés pêle-mêle dans une voiture et déposés au Père-Lachaise, dans une immense fosse destinée à contenir d'autres cadavres.

Le lendemain, en effet, 55 otages furent conduits au Père-Lachaise et fusillés près de cette fosse béante qui devait les engloutir.

Parmi eux se trouvaient encore trois pères de la Compagnie de Jésus, MM. de Bengy, Caubert et Olivaint.

Le massacre des autres otages allait s'accomplir.

Un témoin oculaire raconte que, à cette heure suprême, il se passa entre les prisonniers, voyant venir à eux la mort certaine, implacable, une scène à la fois dramatique et touchante, dont il est plus facile de comprendre que d'exprimer l'effet. Un sergent de ville, s'approchant des prêtres, leur dit : « Messieurs, votre robe ne vous permet pas de combattre; laissez-nous le soin de vous défendre; tenez-vous à l'écart. »

« C'est vrai, lui répond le vicaire de Notre-Dame-des-Victoires; nous ne pouvons combattre, mais nous pouvons bénir les combattants. » Puis, élevant la voix : « Mes amis, mes enfants, nous allons mourir; vous êtes nés chrétiens : on vous a parlé de Dieu dans votre enfance; nous allons paraître devant lui. Faites un signe de croix pour que vos prêtres vous bénissent. »

A l'instant tous tombent à genoux, et les dix prêtres, au milieu d'un solennel silence, entonnent les prières de la bénédiction. Puis tous ces hommes, électrisés par ce que cette scène avait d'émouvant, se relèvent en faisant de nouveau le serment de mourir jusqu'au dernier.

Bientôt les sbires de la Commune reviennent en force. Ils crient, ils menacent, mais on leur fait savoir qu'on a des armes, et ils n'osent avancer. Cette espèce de siège se prolonge plusieurs heures. Les insurgés essaient de mettre le feu à la literie qui sert de barricade aux prisonniers.

La venue des soldats de Versailles prévient un crime qui eut enveloppé septante nouvelles victimes.

VI

Le châtimeut de la crédulité.

Tableau symbolique du temps, par Rubens. (1)

Jamais drame n'a mieux mis a nu les conséquences de l'erreur pour le peuple abusé. Verra-t-il enfin que les

(1) Il existe au musée de Bruxelles un tableau qui semble être plus particulièrement l'emblème de ce temps.

Le sublime artiste Rubens représente le Christ courroucé, à la vue des désastres et des crimes qui souillent la terre. Elle apparaît enlacée d'un gigantesque serpent.

Cet esprit du mal, acharné à la destruction de la société jusqu'à la fin des temps, ce serpent venimeux, n'est-ce pas aujourd'hui la révolution ?

Elle ne s'attaque pas seulement à un peuple, mais organisant la conspiration contre tous les gouvernements ; elle veut détruire le principe fondamental des sociétés : la propriété.

Ce serpent qui est l'envie révolutionnaire dans toutes les révoltes, grâce aux lois et aux faux systèmes, à cette soif de jouis-

meneurs qui déploient le drapeau du progrès social et de la fraternité cachent, sous cette noble enseigne, les cœurs les plus pervers et les convoitises les plus ignobles? Bien peu de ces nouveaux Marat, plus hideux que l'ancien, entrent dans la lice révolutionnaire, sans l'arrière-pensée de s'assurer par la trahison ce qu'ils ne sauraient retenir par la force. Ames vénales prêtes à tout livrer pour de l'argent! Leur général Cluseret le disait : On sait aujourd'hui le prix que certains membres de la Commune mettaient à leur trafic de Judas. On a le tarif de l'enchère de deniers en milliers de francs, pour laquelle ils offraient la remise des pauvres dupes, aujourd'hui leur appui, demain leur proie.

Ceux qui étaient à la tête de cette formidable insurrection ne faisaient que se rendre justice en se suspectant les uns les autres.

Les traîtres à leur pays qui foulent aux pieds les lois et l'honneur, ne peuvent être fidèles à leur patrie.

La Commune de Paris, réunissait une belle collection de profanateurs de l'idée qu'ils proclamaient.

Au premier rang apparaît le fameux Billoray, qui jusqu'au dernier moment resta avec Delescluze, signant les ordres pour incendier la ville.

sance, à cette jalousie entrée jusqu'au cœur des plus respectables familles, a produit cet égoïsme profond qui sépare les membres de la société chrétienne. Voilà ce qui laisse carrière à la propagande et aux ravages du mauvais esprit.

La religion, la morale, le respect des traditions, la dignité de caractère, le dévouement dans l'exercice des devoirs de la vie publique peuvent seuls arrêter ce torrent dévastateur.

Lorsque Billoray fut pris, il était porteur de 300,000 fr. qu'il avait volés au trésor de la ville.

Un autre de ces misérables, le commandant Cerizier, qui avait fait fusiller les dominicains d'Arcueil, était en participation dans ce commerce du vol fardé de patriotisme.

On sait aujourd'hui, par des déclarations et des documents irrécusables, que ces hommes tenaient à la fois de la nature du tigre pour le sang, du renard pour le larcin.

Leur code est tout entier dans cette trilogie : tromper le peuple, voler l'État et les particuliers, tuer tout ce qui leur résiste (1).

(1) Parmi leurs papiers se trouvent les procès-verbaux de la séance de la Commune du 20 mai. Il fut formellement arrêté que tous les édifices publics de Paris seraient brûlés.

L'entrée inattendue des troupes de Versailles a empêché en partie l'exécution de ce sinistre dessein. A la Villette, où se trouvaient les docks indépendamment des bâtiments détruits, on estime la perte des marchandises qu'ils contenaient à 60,000,000 de francs. Les chiffres sont bien éloquentes pour caractériser une situation, l'état réel d'un pays.

Avant la guerre, la dette nationale de France était de 500,000,000 de fr. Au moment de la conclusion de la paix, elle se trouvait doublée.

Un publiciste anglais du *Daily Telegraph* établissait, dans son numéro du 8 juin, le bilan du passif de la France; il arrivait à cette conclusion que les intérêts des diverses dettes, en y comprenant ce qu'y ajoutait la Commune, équivaldrait à un service annuel d'intérêt de 825 millions.

Encore laisse-t-on en dehors de cette charge accablante la destruction de tant de valeurs. La perturbation dans le monde financier et économique, l'avitilissement de la propriété, la perte totale de celle détruite ou ravagée par le feu, enfin ce qui dépasse tout calcul et est irréparable, c'est la disparition des monuments

L'art déjà s'est emparé de quelques-unes des scènes dont l'horreur reste ineffaçable pour la postérité. *L'Illustration London* en a reproduit plusieurs avec une vérité terrifiante. Elle fournit à l'écrivain un modèle à traduire.

La nuit tombe sur le théâtre d'un combat sans gloire. L'incendie, à travers son horrible lumière, laisse discerner les cadavres des combattants, même de femmes. Celles-ci ont dépouillé leur sexe qui symbolise la douceur et la miséricorde, pour se jeter dans la fureur du combat, où le sang coule, où le poison se mêle à la torche. Ces fanatiques frappées se tordent dans les souffrances d'une horrible agonie, les mains crispées, les traits contorsionnés par des douleurs sans nom qui courent à travers les fibres de ces êtres délicats, dont quelques-unes sont très-belles. A côté des agonisantes, aux mains convulsives et aux traits pleins de rage, gisent les mortes.

Telle est la gravure qui représente l'attaque d'une barricade.

Ailleurs, c'est un groupe de jeunes filles défilant rue de la Paix. Judiths de la révolution, elles sont accusées

que le génie et les ressources de plusieurs siècles étaient parvenus à élever.

La nation et l'Europe peuvent faire le compte aujourd'hui de ce que coûte la révolution, en vies, en fortunes, en dévastations matérielles, en dégradations morales.

La Commune issue de la République restera le plus prodigieux exemple des aberrations de l'esprit et de la scélératesse qui les suit.

d'avoir attiré des soldats et de les avoir empoisonnés. On les emmène au milieu des exécutions de la foule, souriantes à leur destin qui devait être la mort.

Plus loin, le long de la rue de Rivoli, le pinceau représente une foule accompagnant des gendarmes à cheval. Ils escortent une pétroleuse; sa figure est en sang, ses cheveux en désordre, ses habits déchirés. Au coin du Louvre, elle est accolée à une muraille, tremblante de terreur; la foule est rangée en cercle autour d'elle, et crie, « à l'eau! à l'eau! » On a beaucoup de peine à empêcher qu'elle ne soit mise en lambeaux. Enfin deux coups de revolvers lui sont tirés, ses vêtements ensanglantés se détachent en tourbillonnant, comme une cartouche en éclats. Le pinceau de l'artiste fait passer au regard et dans l'âme la terreur de la scène.

S'il voulait tout raconter, l'historien affolerait le lecteur éperdu sous le dégoût et l'horreur. Il lui doit le soulagement que ménage la fin.

Les documents, les preuves s'accroissent pour constater qu'il n'a pas dépendu de la Commune dans son agonie, des chefs, au moins, de faire de Paris un vaste bûcher et de léguer au touriste saisi d'émotion, à l'archéologue inconsolable, aux âges futurs déconcertés, les ruines d'une autre Ninive.

Quel drame! Quel est le nouvel Holbein qui peindra les scènes horribles et cruelles de cette nouvelle danse des morts?.....

L'INTERNATIONALE.

Adresse du conseil général de l'Association internationale des Travailleurs.

La Guerre civile en France, tel est le titre de l'Adresse que vient de publier, à Londres, le conseil général de l'Internationale. Cet exposé de principes, car c'en est un, ne comprend pas moins de trente-cinq pages de texte serré et compacte.

Toutes les nationalités sont représentées dans le conseil de l'association, où paraît toutefois dominer l'élément allemand. L'Adresse est dédiée à tous les membres habitant l'Europe et les États-Unis. Elle a pour but essentiel d'expliquer et de justifier les actes de l'Internationale, et surtout ceux de la Commune de Paris. A ce titre, elle mérite donc l'attention publique, et nous allons en faire connaître les principaux passages, afin que, pièce officielle en main, on puisse se faire une idée exacte du but que poursuivent les hommes qui viennent, en face de l'étranger, de provoquer la plus terrible des guerres civiles, de couvrir notre pays de ruines, et qui annoncent ouvertement et audacieusement leur intention de continuer la lutte contre la civilisation.

Les auteurs de l'Adresse, — et quelques passages semblent indiquer que Karl Marx a tenu la plume, — affirment, sans doute pour donner une idée de leur patriotisme, que « toute guerre nationale n'est qu'un *humbug* gouvernemental, destiné à différer la lutte entre les classes; » — que « les événements de France, du 4 septembre aux incendies de Paris, ont été le résultat d'une conspiration organisée pour étouffer la révolution sous le patronage de l'étranger envahisseur; » — que « la Commune est essentiellement le gouvernement des classes ouvrières, le produit de la lutte de la classe qui produit contre celle qui s'approprie la production, la forme politique enfin trouvée, grâce à laquelle on arrivera à l'émancipation économique du travail; » — enfin que les ouvriers de Paris ont commis un acte héroïque en incendiant la capitale, et que c'est M. Thiers qui a mis à mort les otages, et son gouvernement qui a commis tous les crimes imaginables.

Ces assertions et leur développement remplissent quatre chapitres, dont le troisième — celui qui a rapport aux principes communs — est le plus considérable. Nous allons donner la plus grande partie de ce dernier, nous bornant à analyser les autres. Puissent nos hommes d'État ne pas perdre de vue la déclaration que les meneurs de l'Internationale jettent à la face de la civilisation et que voici :

« Depuis la Pentecôte de 1871, il ne peut y avoir ni paix ni trêve possible entre les ouvriers français et ceux qui confisquent le produit de leurs travaux. La main de fer d'une soldatesque mercenaire peut tenir pendant quelque temps ces deux classes sous un joug commun ; mais la lutte se renouvellera sans cesse, toujours plus grande, et son résultat ne peut être douteux, car c'est une infime minorité et une immense majorité qui sont en présence : les propriétaires et la classe ouvrière. »

Le premier chapitre de l'Adresse traite de la révolution du 4 septembre et de la proclamation de la république « par les ouvriers de Paris. » Le gouvernement de la défense nationale y est qualifié de « gouvernement de la trahison nationale. » Le premier acte « des chercheurs de place qui s'étaient emparés de l'hôtel de ville » a été d'envoyer M. Thiers à toutes les cours de l'Europe « pour solliciter une médiation en offrant de troquer la république contre un roi. » La défense de Paris aurait été, dès le 4 septembre, reconnue impossible par le général Trochu ; MM. Thiers, Favre et autres n'y auraient trouvé qu'un prétexte pour satisfaire leur ambition personnelle et vaincre, non les Prussiens, mais la classe ouvrière ; enfin, la capitulation de la capitale aurait clos la série de ces trahisons, dont les chefs du gouvernement, comme il était dit dans le manifeste de la Commune de Paris aux provinces, « auraient voulu détruire les preuves, au risque de faire de Paris un amas de ruines baignant dans des flots de sang. » Cinq pages d'insultes de tout genre à l'adresse de plusieurs membres du gouvernement actuel et de M. Thiers complètent la première partie de l'Adresse.

Dans la seconde partie, les chefs de l'Internationale exposent à leur manière les événements qui ont amené la guerre civile. A les en croire, M. Thiers, ne trouvant pas de prétexte pour commencer la lutte, a eu recours au mensonge et a prétendu que l'artillerie de la garde nationale était la propriété de l'État. Ce qu'il voulait, c'était désarmer Paris et les ouvriers qui ont fait le 4 septembre et donné à l'Assemblée ses pouvoirs, à cette Assemblée « dont la nomination n'était qu'un des incidents de la révolution. » En dépit des provocations, le Comité central « est resté sur la défensive, laissant les trois cents gardes nationaux qui avaient répondu à l'appel de M. Thiers faire ce qu'ils voudraient. Du 18 mars à l'en-

trée des troupes de Versailles, « la révolution prolétaire » a eu si peu recours aux actes de violence, que ses adversaires *n'ont pu se plaindre que de l'exécution des généraux Lecomte et Clément Thomas et de l'affaire de la place Vendôme*. Or, le général Lecomte avait quatre fois ordonné au 81^e de tirer et ses soldats l'ont fusillé, les habitudes des mercenaires ne pouvant changer au moment même où ils tournent casaque. » Quant au général Clément Thomas, il avait pris part aux journées de juin, et, pendant son commandement, « avait fait la guerre, non aux Prussiens, mais à la garde nationale, » accusant de lâcheté ces bataillons qui ont depuis fait preuve d'héroïsme. La fusillade de la place Vendôme est un mythe, une invention de M. Thiers. Les manifestants du 22 mars n'étaient que des petits-crevés, conduits par des familiers de l'Empire et portant des armes cachées. Les gardes nationaux, voyant tomber onze d'entre eux sous les coups de pistolets, ont, après les sommations régulières envoyée une volée qui a dispersé les imbéciles.

Malgré tout, le Comité, ne voulant pas la guerre civile, a commis la faute de ne pas marcher sur Versailles, « alors complètement sans ressources, » et de faire procéder aux élections, se montrant à tort conciliant avec des gens qui se promettaient de le faire disparaître. Les prisonniers faits par les Versaillais étaient massacrés : on a menacé de représailles, et les fusillades ont cessé un instant, mais elles ont recommencé aussitôt qu'on a eu reconnu « que le décret de la Commune n'était qu'une vaine menace. » A toutes ces horreurs, l'Assemblée est restée insensible.

« Les ruraux ont étouffé la voix de Tolain » interpellant le ministre de la guerre au sujet d'un rapport fait par un garde national qui devait avoir échappé au meurtre dont trois de ses camarades avaient été victimes,

et M. Thiers, — c'est par ces mots que se termine le second chapitre de l'Adresse, — déclarait dans ses bulletins que les députés siégeaient paisiblement, montrant, en ce qui le concernait, par ses allées et venues avec des décebristes, « que sa digestion n'était aucunement troublée par les spectres de Lecomte et de Clément Thomas. »

« Le 18 mars, disent les chefs de l'Internationale au commencement du troisième chapitre, Paris s'est levé aux cris bruyants comme le tonnerre de : *Vive la Commune!* Qu'est-donc que la Commune, ce sphinx incompréhensible pour l'esprit bourgeois? »

Nous traduisons ceci littéralement :

« Les prolétaires de Paris, disait le Comité central dans son manifeste du 18 mars (1), au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques... Ils ont compris qu'il était de leur devoir impérieux et de leur droit absolu de prendre en main leurs destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir. » Mais les prolétaires ne pouvaient simplement prendre possession de la machine gouvernementale et l'employer à leur avantage...

« Le cri de république sociale, auquel la révolution de février a été faite par les prolétaires de Paris, n'a fait qu'exprimer leurs vagues aspirations vers une république qui devait non-seulement faire disparaître la forme monarchique prise par le gouvernement d'une classe, mais ce gouvernement lui-même. La Commune est la forme positive de cette république.

(1) Ce manifeste est l'article intitulé *la Révolution du 18 mars*, qui a paru dans le *Journal officiel* de l'insurrection, sous la signature du « délégué du *Journal officiel*, » le citoyen Lebeau, à cette époque.

Paris, la forteresse sociale des ouvriers français, s'est levé pour empêcher Thiers et les ruraux de rétablir les institutions laissées par l'Empire. Il n'a pu résister qu'après s'être débarrassé de l'armée et l'avoir remplacée par une garde nationale dont la masse était fournie par les ouvriers. Aussi le premier décret de la Commune a-t-il ordonné la suppression de l'armée, et mis à sa place le peuple armé.

» La Commune était composée de conseillers municipaux, nommés par le suffrage universel, responsables et révocables à court délai. Les ouvriers y figuraient naturellement en majorité. Cette Commune devait être un corps non parlementaire, mais « travaillant, » exécutif et législatif en même temps.

» Au lieu de rester « l'agent » du gouvernement central, la police fut dépouillée de ses attributions politiques et changée en agent responsable et révocable de la Commune. Tous les employés des diverses branches de l'administration furent placés dans la même situation, et tous, y compris les membres de la Commune, durent remplir leurs fonctions moyennant « le salaire du travailleur. »

» ... Débarrassée de l'armée et de la police, ces éléments de force physique du vieux gouvernement, la Commune s'occupa de briser la force répressive « spirituelle, » le pouvoirs des prêtres, en enlevant aux églises le droit de propriété. Tous les établissements d'instruction publique furent rendus gratuits pour le peuple et délivrés de toute ingérence de l'Eglise ou de l'État... Comme tous les officiers publics, les fonctionnaires judiciaires furent soumis à l'élection, responsables et révocables.

» La Commune de Paris était naturellement destinée à servir de modèle « à tous les grands centres industriels de France. » Une fois le régime communal établi dans la capitale et dans les centres secondaires, le vieux gou-

vernement centralisé devait céder la place au « self-government » des producteurs. Dans une esquisse d'organisation nationale que la Commune n'a pas eu le temps de développer, il est dit clairement que celle-ci était destinée à devenir la constitution politique du plus petit hameau, et que dans les districts ruraux l'armée serait remplacée par une milice nationale dont le temps de service serait très-court.

» Les communes rurales administreraient leurs affaires au moyen d'assemblées de délégués réunis dans une ville désignée comme centre, et ces assemblées enverraient à leur tour à la délégation nationale, à Paris, des délégués révocables et pourvus d'un mandat impératif. Les quelques fonctions importantes relevant encore du gouvernement central ne seraient pas supprimées, mais remplies par des agents communaux responsables. L'unité de la nation, loin d'être détruite, serait établie par la constitution communale, et deviendrait une réalité, grâce à la destruction du pouvoir qui prétendait être la personnification indépendante de la nation et supérieure à elle, quand elle n'en était qu'une excroissance parasite... »

Après avoir essayé de démontrer que la Commune a été mal comprise, et affirmé qu'elle était la forme sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait s'effectuer, les auteurs de l'Adresse continuent :

« C'est une chose étrange. Malgré tout ce qui a été dit et écrit depuis soixante ans au sujet de l'émancipation du travail, les ouvriers d'un pays ont à peine pris leurs affaires en main que les défenseurs de la société actuelle, ayant au sommet le capital et à la base l'esclavage payé, protestent de tous côtés.....

» La Commune, disent-ils, veut abolir la propriété, base de toute civilisation. Oui, messieurs, elle veut abolir cette propriété spéciale à une classe en vertu de laquelle le travail de beaucoup de gens devient la propriété d'un

petit nombre. Elle veut faire de la propriété individuelle une vérité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, qui ne servent actuellement qu'à réduire les ouvriers à l'esclavage et à les exploiter, de simples instruments du travail libre et associé. Mais c'est là du communisme, du communisme impossible, messieurs! Les membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour voir que le système actuel n'est pas durable, — et ils sont nombreux, — sont devenus les incommodes et ardents apôtres de la coopération appliquée à la production, qui n'est autre chose que le communisme possible.....

» Le 18 mars est la date de la première révolution qui ait eu pour résultat de faire publiquement reconnaître la classe ouvrière comme la seule capable d'initiative sociale (*sic*), même par la grande masse de la classe moyenne à Paris: — boutiquiers, marchands, négociants, — à la seule exception des capitalistes. La Commune avait fait ses partisans des représentants de la classe moyenne par une sage réglementation de cette cause persistante de dispute entre eux, les comptes entre débiteurs et créanciers, et ils s'étaient ralliés à la révolution, parce que l'Assemblée constituante les avait négligés après les journées de juin 1848. Ils sentaient de plus qu'ils devaient choisir entre la Commune et l'Empire. Ce dernier gouvernement les avait ruinés par la centralisation des capitaux qu'il avait produite, les avait annulés politiquement, et enfin, les choquant par ses orgies, les avait insultés dans leur voltairianisme. C'est l'*Union républicaine* qui les représenta.....

» La Commune eut pour elle les paysans, quand elle eut déclaré que les promoteurs de la guerre en paieraient les frais; c'est qu'il n'était plus question ni de milliard d'indemnité, ni de quarante-cinq centimes. De plus, la taxe du sang était supprimée; la tyrannie du

garde champêtre, du gendarme et du préfet disparaissait. Le paysan était bonapartiste parce que, à ses yeux, la grande révolution était personnifiée dans Napoléon ; il aurait cessé de l'être en reconnaissant son erreur...

Si la Commune, ainsi qu'on le voit, était la vraie représentation de tous les éléments sains de la société française, et par conséquent le gouvernement réellement national, elle se trouvait être en même temps, en sa qualité de gouvernement des travailleurs et d'audacieux champion de l'émancipation du travail, essentiellement internationale.

Sous les yeux de l'armée prussienne, qui venait d'annexer à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France tous les ouvriers de l'univers... Elle admettait tous les étrangers à l'honneur de mourir pour une cause immortelle, nommait un Allemand ministre des travaux publics, honorait les héroïques fils de la Pologne, et pour marquer le commencement de la nouvelle ère historique qu'elle savait inaugurer, jetait bas la colonne Vendôme, ce colossal symbole de gloire militaire, sous les yeux du conquérant prussien et d'une armée bonapartiste conduite par des généraux bonapartistes. »

C'est sur ce ton que les auteurs de l'Adresse continuent de chanter les louanges de la Commune et de glorifier tous ses actes, non sans entremêler leurs louanges d'injures à l'adresse de l'Assemblée, de M. Thiers, des ruraux et des Versaillais. La fin du troisième chapitre est tout entière consacrée à cette besogne. Dans le quatrième, les assassins et les incendiaires sont audacieusement défendus. Ce sont, au dire de l'Adresse, des hommes héroïques qui ont rendu des services à l'humanité. Les représentants légaux de la nation et les braves défenseurs de la société, de la civilisation, sont qualifiés d'indignes criminels ; M. Thiers et ses sicaires, affamés de sang,

rappellent les temps de Sylla et des deux triumvirats. Nous faisons grâce à nos lecteurs de ces déclamations de fous furieux.

Cette analyse, déjà trop longue peut-être, est, du reste, précédée des passages les plus caractéristiques du factum et de sa menaçante conclusion.

Cet audacieux mais *précieux* document porte les signatures suivantes :

Le Conseil général,

M.-T. Boon, Fred. Bradnik, C.-H. Buttery, Caihil, William Hales, Kolb, Fred. Lessner, B. Lucraft, Georges Milner, Thomas Mottershead, Charles Murray, Georges Odger, Pfaunder, Ruehl, Sadler, Cowell, Stepney, William, Townshead ; les secrétaires correspondants : Eugène Dupont (France), Karl Marx (Allemagne et Hollande), Fréd. Engels (Belgique et Espagne), Hermann Jung (Suisse), P. Giovacchini (Italie), Zévi Maurice (Hongrie), Anton Zabieki (Pologne), James Cohen (Danemark), J.-G. Eecarius (États-Unis de l'Amérique du Nord) ; le président : Hermann Jung ; le trésorier : John Weston ; le secrétaire pour les finances : Georges Harris ; le secrétaire général : John Hales.

Nous nous abstiendrons de réflexions ; à chacun de lire et d'apprécier. Disons toutefois encore que l'Adresse, qui contient des menaces directes à l'Angleterre et à l'Allemagne, laisse croire que c'est l'Internationale qui a fait le 18 mars. Elle constate en outre que la funeste Association n'avait pour but final, à Paris, ainsi que cela est explicitement déclaré, *ni le gouvernement à bon marché, ni la vraie République, ces accessoires de la Commune*, et enfin que ses chefs, pour remplacer les guerres nationales dont ils ne veulent plus, prêchent audacieusement et appellent de tous leurs vœux la guerre civile.

Aux peuples, ces délégués de l'enfer donneront l'horrible *Commune sanglante*.

A la civilisation, la sinistre lumière de ce *legs incendiaire* dont Paris, au milieu de l'univers entier, terrifié, haletant, stupéfié, a été la lamentable victime !









BIB